

INTRODUCTION **1**

PARTIE 1 : ORIENTATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIE **3**

A – INTÉRÊT DE L'ÉTUDE ET PROBLÉMATIQUE :	3
1 – PROBLÉMATIQUE	3
2 – L'ENJEU DE LA TRANSITION AGRICOLE MOLDAVE	3
• Une république présentant des avantages comparatifs agricoles, spécialisée dans la production agricole	3
• Un secteur de production majeur, orienté vers l'exportation	4
• Un secteur d'emploi essentiel :	4
B – ORIENTATIONS THÉORIQUES	5
1 – LA TRANSITION : UN PHÉNOMÈNE SYSTÉMIQUE ET GRADUEL	6
2 – APPRÉHENDER LA TRANSITION RURALE	7
3 – DES CONSÉQUENCES MACRO-ÉCONOMIQUES :	10
4 - FACTEURS JOUANT SUR L'APPARITION DES NOUVELLES STRUCTURES	10
5 – L'ANALYSE DES NOUVELLES FORMES DE PRODUCTION	11
111 - « L'exploitation en coopération »	11
112 - L'exploitation individuelle	12
113 – les formes de survie	12
114 - Les exploitations en société	12
C - CONCLUSIONS SUR LA MÉTHODOLOGIE:	13
1 - DÉMARCHE GÉNÉRALE	13
• Les axes d'études	13
• Le niveau d'étude : le village	14
2 – MÉTHODE DE RECHERCHE ET LIMITES DE L'ÉTUDE	15
21 - Collecte des données de terrain	15
22 - analyse des données de terrain	16

PARTIE 2 – FILIATION DES UNITÉS DE PRODUCTION **18**

A – SITUATION PRÉ-COLLECTIVE : UNE AGRICULTURE FAMILIALE ORGANISÉE	18
B – HÉRITAGE SOVIÉTIQUE	19
1 - SYSTÈME DE PRODUCTION EN CRISE	19

11- La collectivisation forcée et l'évolution du modèle de production soviétique	19
111 – la collectivisation moldave	19
112 – le modèle de production stalinien : contrôle de la population rurale et extraction de la valeur ajoutée agricole	20
113 - L'évolution du modèle de production agricole soviétique : agrandissement des unités et rupture avec le mode de production paysan	21
12 - Les conséquences économiques : la crise du secteur agricole	22
Une augmentation des coûts de production...	22
.... Entraînant l'inversion des flux financiers en faveur du secteur agricole....	22
13 – l'époque des réformes : tentatives contemporaines pour résoudre la crise agricole	23
2 – ETAT INITIAL : LES UNITÉS DE PRODUCTION À LA VEILLE DE LA TRANSITION	23
21 – Les structures de la production : « symbiose » entre une sphère collective et une sphère privée	23
22 - un secteur collectif planifié et inefficace	24
23 – la rationalité des agents : une incitation hiérarchique et non économique	25
25 – conséquences sur l'héritage soviétique	25
251 – la décapitalisation des actifs de la sphère collective vers la sphère privée	25
252 – tous les agents n'ont pas les mêmes intérêts dans la décollectivisation :	26
253 – un système « intégré »	27
B – LES REFORMES : LA TRANSITION AGRICOLE EN MOLDAVIE	28
1 – UNE TRANSITION FONCTIONNELLE PARTIELLE : DES PRIX ENCORE ADMINISTRÉS, LE MONOPOLE DE L'ÉTAT DANS LES FILIÈRES D'AMONT ET D'AVAL	28
11 – stabilisation macro-économique de l'ensemble du système économique moldave	28
12 – le secteur rural	28
121 – distorsion des prix	28
1211 - Contrôle sur les prix du blé	28
1212 - Contrôle sur les prix du lait :	29
1213 – un système de prix différenciés qui reflète des subventions indirectes aux structures étatiques et collectives	29
122 – maintien d'une structure monopolistique dans les filières d'amont et d'aval	30
123 – Une libéralisation partielle des échanges extérieurs	30
124 - Une taxation forte du secteur agricole	30
2 – LA TRANSITION STRUCTURELLE : UNE POLITIQUE TÂTONNANTE	31
21 - La privatisation	31
22- La restructuration des unités de production :	32
23 – une restructuration partielle des filières amont et aval	33
C – LES STRUCTURES QUI APPARAISSENT : « L'INERTIE » DES FORMES COLLECTIVES	33
1 - LES EXPLOITATIONS DE « COOPÉRATION »	33

PARTIE 3 : ANALYSE DES CONTRAINTES EXTERNES AUX UNITÉS DE PRODUCTION**36**

A – DES CONTRAINTES SOCIO-POLITIQUES	36
1 – LA TRANSITION EST UN COMPROMIS	36
2 – UNE TRANSITION STRUCTURELLE PARTIELLE	39
21 – une privatisation partielle	39
22 – des freins institutionnels	40
• Inexistence de protection juridique	40
• Il n'existe aucune structures de soutien	40
B – DES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES	41
1 – DÉPENDANCE DES FILIÈRES ÉTATIQUES ET OUVERTURE DU CISEAU DES PRIX	41
11 - Les exploitants restent dépendants des structures étatiques	41
12 - Conséquences	42
• Approvisionnements en intrants aléatoires	42
• Des structures inadaptées	42
• Délais de paiements	42
• Ouverture du ciseau des prix	42
2 - PERTE DE DÉBOUCHÉS ET INSÉCURITÉ	43
Rétrécissement de la demande nationale	43
• Rétrécissement des débouchés extérieurs et insécurité	43
3 – DES MARCHÉS IMPARFAITS ET SEGMENTÉS, INCOMPLETS	44
4 – DIFFICULTÉ D'ACCÈS AU CAPITAL : UN SYSTÈME FINANCIER INADAPTÉ AUX STRUCTURES INDIVIDUELLES	44
C – CONCLUSIONS	45

PARTIE 4 : LA VIABILITÉ DES UNITÉS DE PRODUCTION**47**

A - L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME VILLAGEOIS	47
1 – LE SYSTÈME VILLAGEOIS SOVIÉTIQUE	47
2 – LA RUPTURE DU SYSTÈME VILLAGEOIS SOVIÉTIQUE :	49
21 - La déstructuration du kolkhoze...	49
22 –rupture de l'organisation économique et sociale ?	50
• La disparition des services sociaux	50

81

•	Des nouveaux acteurs ruraux	51
•	Rupture du cycle d'épargne	51
	B – LA RECOMPOSITION D'UN EQUILIBRE AU NIVEAU DU VILLAGE	52
	1 – CAUSES DE L'APPARITION DE NOUVELLES STRUCTURES :	52
	2 - LES STRATÉGIES VILLAGEOISES POUR DÉTOURNER LES CONTRAINTES EXTÉRIEURES	53
	21- plusieurs modalités d'accès à la terre, restant précaires	53
	22 – L'accès aux moyens de production : moyens techniques et bâtiments	55
	23 – l'accès au système financier	57
	24 – Mise en place de système d'entraide et de location de main d'œuvre	58
	25 – un manque de liquidité	59
	3- CONCLUSIONS : LIMITES DES INSTITUTIONS VILLAGEOISES	59
	C – ETUDE DU FONCTIONNEMENT DES EXPLOITATIONS INDIVIDUELLES ET DE LEUR VIABILITÉ ECONOMIQUE	63
	1 – CARACTÉRISTIQUES DE CHAQUE TYPE : DES EXPLOITATIONS DIFFÉRENCIÉES	64
	2 - ANALYSE DES TYPES D'EXPLOITATIONS	66
	1 – petites exploitations polyculture élevage repliées sur l'autoconsommation	66
	2 –Exploitations polycultures élevage moyennes	67
	3 – la spécialisation dans l'élevage laitier	69
	4 – exploitation agricole alliée à des activités extra-agricole à fort revenu	70
	5 – développer ces propres filières et pratiquer le commerce	70
	D- CONCLUSIONS : LIMITES DES INSTITUTIONS VILLAGEOISES	71
	<u>CONCLUSIONS GENERALES</u>	75

INTRODUCTION

La République de Moldavie était jusqu'en 1991 une république de l'URSS. Comme l'ensemble de la CEI, elle a rompu avec le système « communiste » pour s'engager sur la voie de l'état de droit et de l'économie de marché, elle se trouve actuellement dans une phase de « transition ». L'évolution du secteur agricole y a une place particulière. Tout d'abord le secteur agro-alimentaire connaît depuis les années 70 une crise irrésolue. D'autre part en Moldavie il est un secteur d'enjeu, car il est le plus important secteur d'emploi et de production. Depuis 1992 des réformes de privatisation et de décollectivisation ont été mises en place. Outre la volonté politique de rompre avec le modèle de production communiste, le but de ces mesures est d'aboutir à l'efficacité, c'est à dire essentiellement d'atteindre une meilleure allocation des moyens de production, une meilleure gestion et la rentabilité. Cependant le cadre légale des réformes laisse libre cours aux possibilités de restructuration des unités de production. La privatisation a donc simplement créé une multitude de propriétaires aux intérêts divergents, à eux de recomposer le secteur agricole en unités de production rentables. Malgré la privatisation, la transition progresse lentement : toutes les unités ne sont pas décollectivisées, la production agricole régresse. Etant donné l'enjeu notamment social que représente la transition agricole le gouvernement et des institutions internationales s'intéressent aux politiques de soutien qui pourraient être développées. Une des voies envisagées est le développement d'un système de crédit. En effet contrairement au secteur agro-alimentaire qui peut attirer des investissements privés, le secteur agricole est connu pour ne pas permettre une forte rentabilité du capital (J. M. Boussard, 1987) et donc n'être pas attractif. Or la restructuration nécessite des financements, la crise du secteur agricole s'est soldée par une décapitalisation « sauvage » des unités de production et par une régression des investissements. Les actifs sont vétustes et réduits. L'hypothèse est que le système de crédit contribue à la capitalisation, et à long terme à la viabilité des nouvelles unités de production.

Cependant, le développement d'une telle politique nécessite de comprendre **quelles unités de production apparaissent, quelles contraintes pèsent sur leur système de production, quelle est leur viabilité actuelle, et quel serait leur besoin de financement ?**

Plusieurs études, essentiellement de la Banque Mondiale, ont fait état de l'évolution de la transition rurale en Moldavie. Cependant en dehors du recensement des nouvelles structures

aucune étude ne s'est encore intéressée à leur fonctionnement et leur pérennité. En général l'ensemble de la littérature sur la décollectivisation est restreinte sur ce thème. Cette étude s'attachera donc à analyser la recomposition des structures de production agricole, en insistant sur les contraintes qui pèsent sur elles et sur la façon dont elles les gèrent, c'est à dire sur leur fonctionnement interne. Cette étude restera qualitative et positive : à partir d'une monographie d'un village nous présenterons une analyse fine du fonctionnement des nouvelles unités de production.

L'étude des acquis sur la transition post-communiste nous donnera des clés d'analyse que nous appliquerons au contexte moldave pour identifier les contraintes qui pèsent sur les unités de production. Puis une analyse des unités de production nous permettra de présenter les stratégies que les exploitants développent, et d'évaluer la pérennité de ces structures. En dernière analyse nous évaluerons le poids de la contrainte financière au vu de l'ensemble des contraintes et nous apporterons des éléments au débat sur l'intérêt du développement d'une politique financière.

PARTIE 1 : ORIENTATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIE

A – INTERET DE L'ETUDE ET PROBLEMATIQUE :

1 – Problématique

Avant tout développement, il convient de définir le terme « viabilité » de notre problématique car ce terme n'est pas un concept économique. Nous entendons par viabilité, la pérennité des exploitations. Il s'agit donc d'étudier le cycle de reproduction des exploitations (Campagne P., 1996) : la production, créée en un cycle, permet-elle de reproduire les conditions de production de ce cycle (reproduction simple), de l'élargir (reproduction élargie, capitalisation) ou de le réduire (décapitalisation) ?

D'autre part il s'agit d'étudier les capacités d'adaptation des exploitations aux contraintes externes. La reproduction simple ne signifie pas la viabilité si l'exploitation est fragile aux aléas climatiques, ou économiques. Une rupture brusque de son environnement pourrait l'entraîner dans un cycle de décapitalisation. Outre le fonctionnement interne de l'exploitation, il faut étudier son adaptation mutuelle avec l'environnement. Cette étude nous amène donc à analyser les contraintes qui pèsent sur les exploitations, c'est à dire à étudier le contexte de la transition agricole. D'autre part il s'agira d'identifier les unités de production apparues et d'étudier leur fonctionnement économique.

La question de la viabilité de ces unités de production agricole et des politiques de soutien à mettre en œuvre n'est pas anodine. Le secteur agricole a, en effet, une place particulière dans l'économie moldave.

2 – L'enjeu de la transition agricole moldave

- ***Une république présentant des avantages comparatifs agricoles, spécialisée dans la production agricole***

La Moldavie bénéficie d'un climat doux ensoleillé, allié à la qualité du sol. En effet 80 % de la surface arable sont constitués de chernozium, les 20% restant sont des sols bruns ou gris humiques et des sols de plaine alluviale (The World Bank, février 1995).

Cependant la Moldavie appartient à une zone de faibles précipitations, marquée par des risques de sécheresse. Le niveau de production reste donc variable d'une année sur l'autre

mais à l'échelle de l'Union Soviétique ces variations étaient compensées par les autres régions. Aujourd'hui la république seule, doit faire « tampon ». De 1992, c'est à dire depuis le début du processus de décollectivisation, jusqu'en 1996 la Moldavie a connu une période de sécheresse marquée. Le gradient de pluviométrie est décroissant vers le sud créant plusieurs zones agro-climatiques différentes, les zones du sud sont particulièrement sujettes à la sécheresse.

Pendant la période soviétique du fait de ces avantages comparatifs naturels la Moldavie fut spécialisée dans la production agricole. En parallèle, elle a connu un développement industriel inférieur à celui des autres républiques de l'Union Soviétique. L'industrie est en grande partie constituée par la transformation des produits agricoles (elle représente 40% du produit industriel), alors que la Moldavie reste dépendante de l'ex-Union Soviétique pour certains intrants (fertilisants chimiques, pesticides, les compléments minéraux, les médicaments vétérinaires) et l'énergie. En générale l'économie moldave était totalement intégrée au système soviétique. L'indépendance de la République, l'abandon de la planification (cf. infra) empêche le fonctionnement d'une grande part des industries qui se trouvent en rupture d'intrants.

- ***Un secteur de production majeur, orienté vers l'exportation***

L'agriculture et l'industrie alimentaire représentent 50 % de l'économie moldave. L'importance de la production agricole au vu de la demande nationale fait que l'agriculture est un secteur d'exportation traditionnel. En 1990 alors que la balance globale des exportations de la Moldavie était négative, le secteur agro-alimentaire affichait une balance nettement positive. Les débouchés traditionnels sont la CEI, en particulier la Russie.

- ***Un secteur d'emploi essentiel :***

Au-delà de l'importance macro-économique du secteur, le secteur agro-alimentaire est un secteur d'emploi essentiel : le secteur agricole emploie un tiers de la population active, et l'industrie agro-alimentaire un quart. La production agricole soviétique était caractérisée par un surplus de main d'œuvre (Cf. infra). Augmenter la rentabilité du secteur signifie donc entre autre augmenter la productivité du travail soit en intensifiant soit en licenciant. Cependant ces travailleurs ont peu d'opportunités de reconversion face à la montée du chômage (Cf. annexe n° 5). En effet la transition dans le secteur industriel a provoqué des faillites et une désorganisation de la production mettant au chômage une partie importante de la population.

Des orientations que prend la Moldavie pour restructurer le secteur agro-alimentaire dépendent donc :

- le pourcentage de la population rurale qui réussira à s'insérer dans le nouveau contexte et donc le pourcentage de la population rurale qui sera précarisé,
- l'efficacité du secteur agricole pour satisfaire la demande nationale, en effet des formes de « survie » repliées sur l'autoconsommation permettent à un grand nombre d'agents de survivre en cycle de reproduction simple, mais ne permettent pas de satisfaire la demande alimentaire urbaine
- la place du secteur agricole dans l'économie.

Ainsi le choix des politiques de soutien et de l'orientation générale de la politique de la fait l'objet d'un débat en Moldavie, dans lequel s'inscrit notre problématique.

B – ORIENTATIONS THEORIQUES

La question que nous nous posons rejoint une problématique générale : la recomposition des agricultures suite à des modifications de leur environnement. Dans le cas de la Moldavie et des pays de l'Est cette question est complexe car la « modification » est une rupture du système économique, politique et social, c'est une remise en cause profonde de l'ensemble de l'organisation de la société et du comportement de ses membres.

Une approche économique classique semble intuitivement restrictive dans ce cas. Dans les sociétés d'économie de marché et d'état de droit, les économistes intègrent dans leurs analyses l'étude de mécanismes qui ne répondent pas à la logique de la rationalité substantive. Ces études s'appuient sur le principe de la rationalité limitée et permettent d'étudier entre autre le fonctionnement interne des unités économiques telles que les entreprises et les coopératives. Dans notre cas cela semble incontournable, cependant les conditions de base du marché ne sont pas encore existantes (structures non monopolistiques, libération des prix...). Quelle rationalité attribuer, alors à ces acteurs qui sont confrontés à l'économie de marché, et portent le poids de 40 ans de gestion planifiée ? Quels facteurs doit-on considérer comme déterminants : les facteurs sociaux ou les facteurs économiques qui apparaissent ? En somme face à la profondeur de la rupture que connaissent les pays de l'Est, quelle grille d'analyse utiliser pour faire une étude du fonctionnement actuel des structures, qui permette de juger de leur viabilité. En Moldavie aucune étude n'a porté sur ce sujet. Des études, essentiellement de la Banque Mondiale, ont identifié les structures qui apparaissent en pointant quelques

déterminants de leur genèse, mais aucune n'a abordé leur fonctionnement et la question de la viabilité. Globalement ce sujet reste peu traité. En revanche dans d'autres pays en transition, de nombreuses études proposent des méthodes d'analyse en mettant à jour les déterminants de l'évolution de la transition.

Ces études donnent, tout d'abord, un cadre pour analyser les processus en jeu dans la transition et aller au-delà de la définition donnée en introduction «rupture économique sociale et politique ».

1 – La transition : un phénomène systémique et graduel

Il existe différents termes pour définir les processus en jeu depuis la période post communiste, la transition est l'un d'eux. Il convient de préciser le sens accordé au terme de transition car il ne revêt pas dans toutes les publications la même signification. Les premières études considéraient la transition comme un phénomène transitoire, bref, menant à l'économie de marché. La lenteur des processus a mené les économistes à prendre la transition comme un objet d'étude. Actuellement l'approche la plus courante et la plus porteuse est de considérer la transition comme le passage d'un état initial connu, le système communiste, vers un autre état stable à venir **imprévisible** du fait de la complexité des phénomènes en jeu. La transition est donc **un concept ouvert** (F. Simon, 1996).

En effet elle est abordée comme **un processus complexe et systémique**, résultat de l'ajustement entre de nombreux facteurs des systèmes économiques, politiques et sociaux. Ainsi les institutionnalistes démontrent que **la mise en place d'un état de droit influe sur les performances économiques** (Gordon, C. Rausser; Johnson, S. R. ;1995). Nous considérerons simplement l'ensemble des phénomènes, sans se restreindre à une approche économique classique.

D'autre part la transition est caractérisée par la pluralité des formes qu'elle prend. Son but est clair, **instaurer l'économie de marché**, alors que les moyens pour l'atteindre ne sont pas déterminés. Il n'existe en effet pas de théorie globale du développement des sociétés capitalistes.

Enfin un autre découpage de la transition est porteur, il s'agit de la considérer comme **un phénomène graduel** par opposition aux premières thèses des économistes libéraux considérant que la transition pouvait être un phénomène instantané. Cette approche s'appuie sur des études empiriques qui ont identifié deux types de processus :

- les processus de court terme : constitués par la stabilisation macro-économique, appelés transition fonctionnelle par Pouliquen (Pouliquen, 1993).
- les processus de long terme : les changements structurels et institutionnels qui requièrent un long laps de temps pour évoluer.

La transition structurelle selon Pouliquen (Pouliquen, 1993).

2 – appréhender la transition rurale

La transition agricole appartient et participe aux changements de la transition globale, mais elle désigne les processus en cours dans le secteur agricole. Comme l'ensemble de la transition on peut la considérer comme un processus systémique graduel et lui appliquer le découpage précédent. La transition agricole présente alors différents angles d'étude. Nous nous inspirerons de la présentation de M.C. Maurel (MC Maurel, 1995), pour en présenter un découpage (cf. schéma n°1).

L'état initial de la transition est l'économie administrée soviétique, dont quelques éléments sont présentés sur le schéma n°1 et que nous caractériserons plus finement par la suite.

Les premières réformes consistent à mettre en place les conditions de l'économie de marché, essentiellement remplacer la planification tâtonnante par une régulation par les prix de l'économie, donc libéraliser les prix, d'autre part favoriser l'apparition d'une structure de marché de concurrence, en abolissant le monopole de l'état. C'est à dire à mettre en place les conditions qui sont les théories économiques classiques permettent d'atteindre l'efficacité économique. Ces réformes sont accompagnées de politiques de stabilisation macro-économique pour maîtriser entre autre l'inflation.

Les structures soviétiques sont donc soumises à ce changement du système économique, des études empiriques ont montré qu'elles en étaient fragilisées. Elles sont contraintes à la rentabilité alors que toutes les subventions antérieures sont arrêtées, et que les prix libéralisés engendrent l'ouverture d'un ciseau des prix (cf. partie 3). Globalement ces impacts ont montré la difficulté des structures des unités soviétiques à s'adapter à leur nouvel environnement. Ainsi **une troisième phase suit ces phénomènes : la décollectivisation**. Elle vise à l'apparition de nouvelles structures adaptées au contexte. La décollectivisation consiste dans un premier temps à privatiser. L'ensemble des études remarque que la décollectivisation actuellement se limite souvent à la privatisation. Cette démarche s'appuie sur la théorie des droits de propriété, et l'hypothèse que l'attribution d'un propriétaire privé pour chaque actif,

entraîne d'elle-même la restructuration. En somme les propriétaires s'assureraient seuls que les ressources soient allouées efficacement vers des domaines d'activités rentables : ils seraient les mieux à même de décider de l'affectation du capital et de contrôler l'utilisation qui en est faite par les gestionnaires (F. Simon, 1994). Des études ont vérifié ces suppositions. La thèse de F. Simon (F. Simon, 1995), dans le cas de la République Tchèque, montre que contrairement aux hypothèses faites ce ne sont pas les propriétaires qui sont à l'origine de la restructuration des filières, mais les gestionnaires. D'autre part le constat de la lenteur du processus de restructuration les remet en cause.

Les réformateurs négligent donc la nécessité du soutien à la restructuration notamment du soutien à l'évolution des institutions.

Cette simplification de la décollectivisation à la mise en place du cadre légal de la privatisation, traduit les **difficultés du choix d'un modèle de développement agricole** (cf. infra). En effet à travers la mise en place d'un cadre légal, se pose la question du mode de production que l'on favorise et de la place que l'on veut voir jouer à l'agriculture. Ce choix est rarement explicite car il est l'objet d'un compromis politique entre divers groupes d'intérêts (M.C. Maurel, 1993).

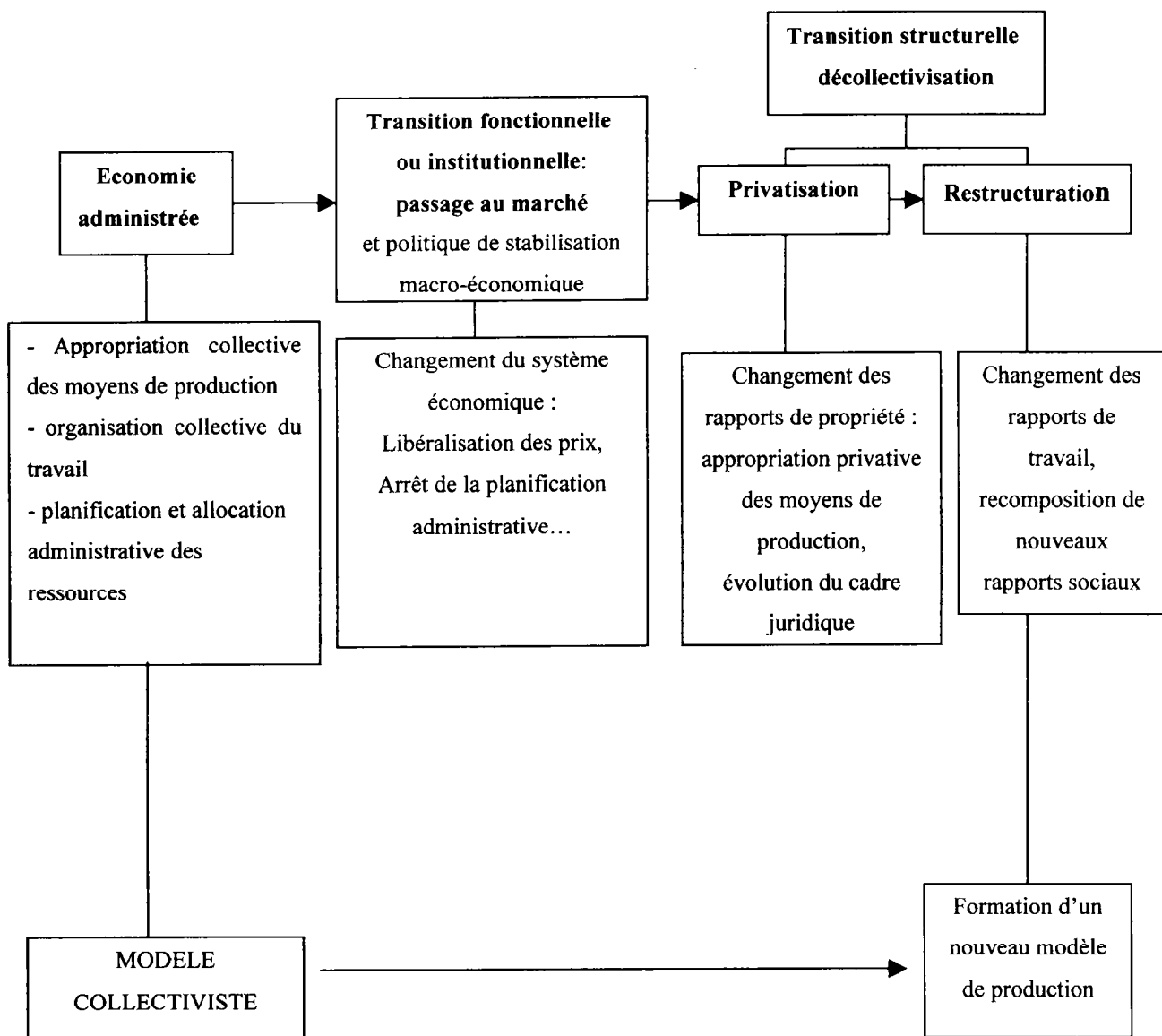
Notre problématique est l'étude de la **dernière phase de la transition agricole : la restructuration.**

De nombreux pays sont engagés dans la décollectivisation, et leurs suivis montrent qu'ils l'abordent de façons extrêmement diverses¹. Des tendances similaires se retrouvent cependant dans une grande partie des pays sur le plan macro-économique. En revanche le moyens mis en place et leurs résultats sont variables : les choix politiques sur le type de structures soutenues et favorisées sont divers.

Ainsi certains pays progressent nettement plus lentement, c'est le cas des ex-républiques soviétiques en comparaisons des PECO (Pouliquen, 1993). D'autre part les modèles de production vers les quels les pays cheminent sont différents. Nous présenterons rapidement les acquis sur les réactions générales, en insistant sur les structures qui apparaissent. Puis nous présenterons les facteurs de différenciation des voies prises par les différents pays.

¹ voir l'ensemble des articles d'Economie rurale, 214-215, 1993

Schéma n°1 : la transition agricole est un phénomène graduel



3 – des conséquences macro-économiques :

Les conséquences de la transition fonctionnelle et structurelle ont été une régression de la production agricole, et une baisse de la demande provoquant un choc excédentaire. En effet l'arrêt des subventions et la libéralisation des prix, alors que les filières non étatiques ne sont pas apparues, ont provoqué un ajustement monopolistique des prix. Le résultat est une augmentation forte des prix à la consommation, aggravée par la situation de rente des entreprises agro-alimentaires. La consommation nationale s'est réduite alors que les débouchés extérieurs se réduisaient également (réduction de la capacité de paiement de l'URSS, concurrence avec des agricultures subventionnées efficaces et de qualité).

Nous analyserons plus précisément les impacts dans le contexte de la Moldavie.

4 - facteurs jouant sur l'apparition des nouvelles structures

de nombreuses études contribuent à identifier les facteurs influençant l'évolution de la transition agricole. En synthétisant, on peut en retenir plusieurs.

- **l'héritage soviétique**

Les études soviétologues ont contribué à démontrer que l'héritage soviétique influence fortement la phase de transition, nous en présenterons les principaux acquis dans la suite. En effet le modèle collectiviste avait des variantes dans les différents pays où il était en place. Les structures n'étaient pas collectives dans l'ensemble du bloc communiste, la Pologne a conservé une agriculture de type paysan. Les réformistes ne peuvent pas effacer le mode d'organisation. Les institutionnalistes montrent que la transition consiste en la combinaison d'éléments de l'ancien système et d'éléments du système émergent (F. Simon, 1996).

- **Le maintien d'un rapport à « l'exploitation privée »**

Les géographes ajoutent l'importance de la dégradation du lien avec la paysannerie. Lors de la collectivisation l'agriculture n'avait pas les mêmes structures de production, la collectivisation a rompu l'ancien mode, mais un lien a pu plus ou moins survivre (M.C. Maurel, Lenormand, 1995). En effet l'exploitation privée survivait sous la forme des lopins et des jardins ouvriers certains auteurs supposent qu'ils peuvent être la base du développement de l'exploitation privée (V. Kovalenko, 1993)

- **Le choix politique d'un modèle de développement**

La transition agricole relève d'une volonté politique de rompre avec le modèle de production soviétique identifié comme la cause de la crise agricole (cf. partie 1 B), mais pour aller vers quel modèle de production ? Ce choix est reflété par le dispositif légal mis en place. Il reste le plus souvent implicite (M.C. Maurel, 1990).

Ce choix relève de plusieurs facteurs :

- Le rôle que les réformateurs veulent attribuer au secteur agricole dans le système économique.
- le rapport de force entre différents groupes d'intérêts, il faut donc s'attarder sur les rapports sociaux à l'œuvre.

- **Les impacts de la transition « fonctionnelle » ,**

c'est à dire les structures des marchés apparues. Les nouvelles unités de production y sont en effet soumises. En effet si le cadre légal peut favoriser l'apparition d'un modèle de production ou d'un autre, les forces du marché devraient effectuer une sélection des plus compétitives.

Nous avons fait l'hypothèse que ces facteurs sont aussi valables dans le cas Moldave et ils ont servi de clés d'entrée pour aborder notre problématique. D'autre part restait le problème de la façon d'aborder les structures nouvelles : à quel type de structures a-t-on à faire et comment les aborder. ?

5 – L'analyse des nouvelles formes de production

V. Rey (1996) et M. C. Maurel (1993), proposent une identification des formes qui apparaissent. Elles ne s'appuient pas sur les critères classiques de différenciation tels que les structures, les stratégies.... Elles s'appuient sur l'identification d'une combinaison différente des trois facteurs de production principaux (la terre, le capital, le travail)... En effet ce ne sont pas des types d'unités de production qui apparaissent mais plutôt ce que nous appellerons dans ce rapport des **modèles de production**.

111 - « L'exploitation en coopération »

Le constat général est que la décollectivisation n'a provoqué qu'une faible apparition des exploitations individuelles, alors que persiste sous des formes juridiques variées les exploitations de type coopératif (MC Maurel, Economie rurale 214-215).

L'exploitation en coopération correspond, en fait majoritairement, à des coopératives de production transformées en coopératives de propriétaires. Ces nouvelles structures sont de taille plus réduite du fait d'une redistribution d'une partie des actifs. La privatisation a dissocié l'usage des moyens de production de leur propriété, au sein des coopératives cela signifie que le fait d'être membre ne garantit plus l'emploi.

Les interprétations face à ces formes sont diverses. Certains auteurs y voient une forme transitionnelle qui pourrait aboutir à une nouvelle forme coopérative viable en économie de marché, et qui ne s'appuierait pas sur un rapport capitaliste d'exploitation de la force de travail (Lenormand, 1996). Plusieurs points peuvent cependant compromettre leur réussite, le maintien d'habitudes antérieures (détournement, conservation des mêmes relations de pouvoir au sein des entreprises), leur taille importante qui les rendent difficilement gérables. Ainsi d'autres auteurs (Pouliquen, Lhomel,) y voient une résistance des formes antérieures.

112 - L'exploitation individuelle

L'exploitation individuelle, c'est à dire l'entreprise agricole insérée dans le marché, est rare à proprement parler d'après l'ensemble des études. Nous en verrons les causes dans la partie suivante. Cependant apparaissent des associations qui tentent de s'insérer dans le marché. Elles sont créées par des acteurs issus des coopératives. Ils reconstituent des unités de production de taille moyenne à partir des actifs des coopératives, en s'associant sur la base de parenté, de voisinage ou des groupes de confiance mutuelle. Ces associations répondent au besoin de concentrer les moyens de production et de regrouper les forces nécessaires pour franchir les obstacles à la création de nouvelles entreprises. Ces nouveaux entrepreneurs sont le plus souvent issus du groupe des anciens techniciens et des cadres des exploitations collectives qui disposent des connaissances et du patrimoine économique nécessaire.

113 – les formes de survie

En grand nombre se développent des exploitations à temps partiel orientées vers l'autoconsommation. Ces exploitations traduisent en fait des stratégies de survie. Cette situation est décrite en Albanie, Tchéquie, Slovaquie, dans les nouveaux landër allemands. Waedekin fait une analyse similaire en Russie.

114 - Les exploitations en société

Ce sont les formes qui prennent le relais sur les fermes d'état dont les actifs avaient le statut de propriété publique. Dans le cas des PECO la procédure de privatisation a été particulière.

L'incertitude sur la statut juridique du foncier y étant plus forte, les terres sont transitoirement mises en location par des offices d'état. Dans ce cas les repreneurs sont le plus souvent des anciens dirigeants, ainsi que les techniciens supérieurs. Les stratégies entrepreneuriales sont donc le fait de l'ancienne élite.

C - CONCLUSIONS SUR LA METHODOLOGIE:

1 - Démarche générale

- **Les axes d'études**

Notre étude sur la viabilité des structures apparues se basera sur :

1. **une approche historique de la genèse des ces nouvelles structures** : La décollectivisation ne fait pas table rase des acquis soviétiques, il s'agit d'une restructuration à partir des structures soviétiques. Nous nous attarderons donc sur l'étude du stade initial de la transition : le modèle de production collectiviste soviétique.
2. **L'étude de la transition agricole moldave** : les nouvelles structures apparaissent en réponse au contexte politique et légal, économique et social. Il sera nécessaire d'analyser ce contexte et d'en déduire quelles contraintes pèsent sur les nouvelles structures.
3. **L'identification des structures apparues** : une des conséquences sera l'apparition de nouvelles structures que nous identifierons.
4. Puis nous étudierons **le fonctionnement des structures** elles-mêmes dans le but de caractériser les stratégies développées en réponse au contexte extérieur et de conclure sur la viabilité.
5. Enfin nous évaluerons le poids de la contrainte financière au regard des autres dans le but d'évaluer l'intérêt d'une politique de financement.

Notre étude ne se limitera donc pas à une étude de fonctionnement des systèmes de production, mais nous nous intéresserons surtout à leurs interactions avec le monde extérieur et leur capacité d'adaptation.

- **Le niveau d'étude : le village**

D'autre part, nous avons décidé de nous placer au niveau villageois, plutôt que de faire un échantillonnage national dans différents villages ou de tenter d'identifier des systèmes agraires... Ce choix à plusieurs justifications.

Tout d'abord les anciennes structures soviétiques fonctionnaient à l'échelle d'un village. **Chaque village formait une unité fermée, elle dépendait passivement de l'ensemble du système soviétique pour la production et l'approvisionnement, mais l'information et les hommes circulaient peu** et ce d'autant plus que pendant longtemps les paysans ont été attachés à la terre et n'avaient pas de moyens d'émigrer. Socialement le village fonctionnait en vase clos disposant des structures minimums nécessaires (bains communs, écoles, maison de la culture, poste...). L'ensemble du fonctionnement villageois était dépendant du fonctionnement du kolkhoze, car l'essentiel de la population en était membre. Ainsi **la restructuration du kolkhoze et l'arrêt de la planification signifie la restructuration de l'organisation économique et sociale du village** : de nombreuses fonctions prises en charge par l'état ne le sont plus et doivent être remplacées par de nouvelles institutions (officielles ou non). L'étude du niveau villageois permet donc d'étudier cette recomposition.

D'autre part les unités de production qui apparaissent sont insérées dans le même tissu villageois puisqu'elles sont issues de la déstructuration du kolkhoze. Nous faisons donc l'hypothèse que c'est au niveau du village que nous pourrions le mieux appréhender la réorganisation des unités de production.

Un village, Opaci, a été enquêté il est situé dans la région centre de la Moldavie (cf. annexe 1). Ce village a été choisi parmi les villages dans lesquels était implanté le projet de financement. **Le critère de choix a été l'état d'avancement de la décollectivisation**, ce village présentait l'intérêt d'être un des villages de Moldavie les plus avancés. Le temps de l'étude (3,5 mois) n'a pas permis d'entamer l'étude d'autres villages. Cependant il était nécessaire de relativiser les données obtenues dans le village d'Opaci. Pour cela d'autres villages aux alentours et dans l'ensemble de la Moldavie ont été visités. Ces visites avaient lieu lors de réunion d'information sur le projet. La première partie de ces réunions consistaient en l'évaluation de la situation villageoise par les habitants eux-mêmes. Enfin deux étudiants ont entamé un suivi dans deux villages présentant des situations différentes de celui d'Opaci : proximité de la capitale et présence d'associations villageoises. Les premiers résultats de ces deux suivis ont été intégrés dans notre analyse. Ainsi six villages ont été pris en compte dans notre analyse.

2 – Méthode de recherche et limites de l'étude

Les axes 1 et 2 ont été analysés à partir de données bibliographiques complétées par des entretiens.

Les axes 3 et 4 sont issus de données de terrain. Les données de terrain proviennent de deux phases d'enquête, réalisées au cours d'un séjour de deux mois dans le village d'Opaci.

21 - Collecte des données de terrain

- Phase n°1

La première phase, était constituée d'entretiens ouverts avec les personnes ressources du village. Elle avait pour but d'étudier le fonctionnement du « système villageois » (cf. partie 3) et d'identifier les modèles de production en présence (en s'appuyant sur les quatre modèles d'exploitation présentés). Au sein de chaque modèle nous avons identifié des types.

- Phase n°2

La deuxième phase d'enquête, avait pour but l'étude du fonctionnement des exploitations. Nous ne nous sommes pas intéressés dans cette étude au fonctionnement précis des formes de coopération, du fait de la difficulté d'accès à l'information et du fait de la conservation ces formes d'un fonctionnement de type kolkhoze. Cette étude devra donc être complétée par des études de forme de coopération innovante (étude entamée par un des étudiants moldaves).

L'étude du fonctionnement des exploitations nécessitait de réaliser un échantillonnage. Nous avons opté pour un échantillonnage raisonné permettant de limiter le nombre d'enquêtes par rapport à un échantillonnage statistique mais facilitant la réalisation d'un diagnostic précis des exploitations. Le but était d'enquêter deux ou trois cas par type identifié. Les critères que nous avons retenus à la suite de la première phase étaient :

- Des critères structurels :
 - la taille des exploitations
 - la possession ou non de moyens de transport
 - la possession de moyens de production, en particulier de tracteurs
- les activités pratiquées
- L'origine des exploitants : kolkhoze, administration...

Ces choix ont été faits en fonction des contraintes majeures identifiées au cours des deux premières phases.

Il fut impossible de faire un recensement de l'ensemble des exploitations qui avoisinait les 2000. Nous nous sommes renseignés auprès des villageois eux-mêmes, en leur soumettant les

critères de choix, ainsi pour chaque type cinq à dix exploitations répondant aux critères étaient identifiées, en fonction des disponibilités des agriculteurs, deux ou trois exploitations ont été enquêtées par type, soit en tout trente exploitations.

Le questionnaire d'enquête était semi-directif. Il abordait plusieurs points :

- L'historique de l'exploitation, origine
- son développement : l'exploitation était-elle en phase de capitalisation ou de décapitalisation
- le fonctionnement général de l'exploitation : activités agricole, non-agricole, production, commercialisation....
- Le mode mensuel de gestion de la trésorerie
- L'évaluation des revenus agricoles et non – agricoles
- Une discussion sur les projets de développement de l'exploitation

Le questionnaire est présenté en annexe 7. Les enquêtes étaient le plus souvent réalisées en deux passages, les données sur le revenu nécessitant la confiance de l'enquêté.

Ces données qualitatives sur le fonctionnement des exploitations ont été complétées par une évaluation quantitative du pourcentage des types. Cette évaluation est le résultat de l'appréciation personnelle des personnes enquêtées, confirmé par les relevés de la mairie. La mairie fait un recensement du matériel, des terres et du bétail détenus par tous les habitants. A partir de quelques critères d'identification nous avons pu évaluer l'importance relative de chaque type.

22 - analyse des données de terrain

Le dépouillement des données a consisté en plusieurs étapes.

1. Réalisation du schéma de fonctionnement économique des exploitations : d'où proviennent les revenus, comment sont ils utilisés. Nous avons calculé les revenus en s'appuyant sur la méthode proposée par Dufumier (1996). Retenir une année moyenne fut complexe car les exploitations ont eu une courte existence, d'autre part depuis 92 la Moldavie connaît une sécheresse marquée. L'année 96 a été retenue car c'était une année de sécheresse moyenne que les enquêtés avaient encore en mémoire. Nous nous sommes appuyés sur le cycle de production en évaluant les entrées et les sorties. D'autre part les prix ne sont pas homogènes sur les produits du fait d'une extrême fragmentation des marchés (cf. partie 4). Ainsi tous les agents n'obtiennent pas les mêmes prix, au point qu'une production peut être rentable pour l'un et non pour l'autre. Nous n'avons donc pas

obtenus un prix moyen, mais une palette de prix moyens en fonction des filières que les agents utilisaient. Le revenu agricole est alors le produit brut de l'exploitation diminué des frais de commercialisation, des salaires de la main d'œuvre extérieure, et des taxes et augmenté des subventions.

2. Analyse de la rationalité des choix effectués : sur quels critères les choix sont faits, qui en décide ?
3. Analyse de la gestion de la trésorerie à partir de courbes mensuelles d'entrées sorties, nous avons étudié d'où provenaient les liquidités et comment elles étaient utilisées.
4. Identification des stratégies des acteurs

PARTIE 2 – FILIATION DES UNITES DE PRODUCTION

Nous allons retracer l'origine des nouvelles unités de production. Le but est de caractériser l'état initial dont elles sont issues et d'identifier l'héritage que leur lègue le système soviétique, puis d'analyser les réformes qui ont abouti à la privatisation.

A – SITUATION PRE-COLLECTIVE : UNE AGRICULTURE FAMILIALE ORGANISEE

La République moldave a été intégrée à l'Union Soviétique en 1944. Contrairement à la Russie des années 20 (cf. annexe 3, la filiation du modèle agricole soviétique), le mode de production agricole moldave était basé sur l'appropriation individuelle du sol et sur l'exploitation familiale. Des entretiens avec des anciens du village d'Opaci ont permis de reconstituer les grands traits du système agraire moldave à la veille de la collectivisation.

Le système agraire était constitué d'exploitations paysannes au sens de F. Ellis (1988). En effet ces exploitations étaient très diversifiées et tournées vers l'autoconsommation. Elles étaient peu insérées dans le marché, et ne commercialisaient que le surplus. Des filières organisées par des « commerçants juifs » assuraient les débouchés des produits agricoles de la ferme jusqu'au consommateur. Ces nombreuses exploitations présentaient des structures similaires, environ 10 à 20 ha, le travail était essentiellement manuel. Dans le sud de la Moldavie (la Bessarabie) les exploitants du fait de la sécheresse de la région avaient développé des ateliers ovins laitiers.

Ces exploitations étaient le fruit d'une réforme agraire de la fin des années 10. Les exploitations étaient en effet précédemment constituées d'exploitations familiales qui côtoyaient des grands domaines où travaillait une main d'œuvre agricole nombreuse. La réforme agricole a consisté en l'attribution de la terre aux employés agricoles.

B – HERITAGE SOVIETIQUE

En 1944 la Moldavie est intégrée à l'Union Soviétique. Cette intégration signifie entre autre la transformation du mode de production de façon à insérer la Moldavie dans l'économie soviétique. La Moldavie est donc collectivisée.

Dans les années 80 le secteur de production agro-alimentaire connaît une crise générale à l'ensemble de l'URSS. Elle se traduit par l'incapacité du secteur à fournir la demande alimentaire, obligeant l'URSS à des importations, notamment fourragères, importantes (A. Pouliquen, 1990). D'autre part les unités de production sont des « gouffres » de subventions allant jusqu'à grever 10 % du PNB (V. Kovalenko, 1993). Au-delà de la volonté politique de rompre avec le système soviétique, l'origine de la décollectivisation de l'agriculture est cette crise (A. Pouliquen, 1989). Pour caractériser l'état initial de la décollectivisation il faut comprendre les incohérences du système de production soviétique. Cela nous amène à analyser la collectivisation qui en est l'origine (A. Pouliquen, 1989). Nous présenterons tout d'abord les conséquences de la collectivisation en Moldavie obtenues à partir d'entretiens. Puis nous exposerons les acquis des soviétologues

système de production en crise

11- La collectivisation forcée et l'évolution du modèle de production soviétique

111 – la collectivisation moldave

La collectivisation et la seconde guerre mondiale ont totalement déstructuré le système agraire moldave. La seconde guerre mondiale a « rompu l'organisation des filières ». Puis la collectivisation a rompu le mode de production. Elle a consisté à la « mise en commun » des terres et des cheptels des paysans, **remplaçant la propriété privée par la propriété collective qui pour les agents signifie l'inexistence de propriété**. Les anciens ouvriers des grands domaines se seraient intégrés facilement aux unités collectives. En revanche les paysans « traditionnels » auraient opposé une forte résistance. Dans un premier temps l'incitation à la création des unités collectives consistait à attribuer aux paysans individuels les terres de mauvaises qualité. Par la suite le mouvement collectivisateur s'est durci, les résistants furent envoyés dans les régions pionnières (la Sibérie entre autre), avec le prétexte qu'ils possédaient une partie des moyens de production clés (les moulins par exemple).

La collectivisation fut perçue par les paysans moldaves comme un mode d'extraction forcée de leur produits, mais aussi comme le vol de leurs actifs par un pouvoir impérialiste.

Dès 1950 les systèmes de production moldaves étaient similaires à ceux de l'Union Soviétique, la production était le fait des kolkhozes et des sovkhoses. En Moldavie, choisie comme zone expérimentale, les complexes agro-industriels, regroupant plusieurs kolkhozes et des ateliers étatiques d'élevage furent particulièrement développés.

112 – le modèle de production stalinien : contrôle de la population rurale et extraction de la valeur ajoutée agricole

Dans les années 20 deux modèles de développement agricole s'affrontent en Russie. Le modèle de Tchayanov soutient le développement de l'agriculture paysanne, alors que le modèle bolchevik soutient la collectivisation des moyens de production et l'industrialisation de la production. Le modèle bolchevik sera retenu. Ce modèle est « étranger à la réalité paysanne russe et mise en œuvre de façon volontariste et autoritaire par un pouvoir étatique » (M.C. Maurel, 1995).

Concrètement les moyens de productions y compris la terre sont mis en commun au sein d'unités de production de grande taille, qui sont dans un premier temps calquées sur les villages : des kolkhozes (coopératives de production) ou des sovkhoses (entreprise d'état).

Les kolkhozes sont un dispositif d'extraction de la valeur ajoutée agricole. Socialement le rapport de travail est qualifié de **néo-servil** (A. Pouliquen, 1989). La main d'œuvre agricole n'était pas rémunérée et survivait à partir de lopins réduits, et de cheptels limités à quelques têtes. Le travail collectif était un type de corvée assurant le droit d'accès au lopin, et l'attribution d'une allocation minimale de grains alimentaires et de fourrages.

Dans ce système la main d'œuvre était très peu productive, étant donnée qu'elle n'était pas intéressée à la production et très peu dotée en moyens techniques. La faible productivité compensée par l'importance de la main d'œuvre a permis jusqu'au début des années 50 de nourrir par un régime alimentaire médiocre une population à faible coût.

Economiquement ce modèle d'extraction forcée traduit la volonté de capter la valeur ajoutée agricole pour nourrir les villes et contribuer au développement industriel du pays (Pouliquen, 1993). En effet la collectivisation, par la formation de grandes unités permettent d'instaurer un contrôle de l'état sur les termes de l'échange agriculture - industrie. Ce contrôle est effectué par **une intervention directe de l'administration dans la production, la collecte et la distribution.**

Ce modèle de base a connu des évolutions, toujours fondées sur le principe de l'organisation industrielle de la production et de la supériorité des grandes structures, ces deux principes permettant un contrôle politique, sociale et économique du travail agricole (M.C. Maurel, 1995).

113 - L'évolution du modèle de production agricole soviétique : agrandissement des unités et rupture avec le mode de production paysan

Nous reprenons l'analyse d'A. Pouliquen (1990).

L'évolution du modèle de production est due à l'augmentation croissante de la demande alimentaire. Cette augmentation est liée d'une part à la croissance de la population urbaine, mais aussi au développement de nouveaux modèles de consommation. Suite à la « terreur stalinienne », le régime obtient « un consensus populaire minimal pour l'amélioration de l'ordinaire » (A. Pouliquen, 1990), en particulier pour l'amélioration du régime alimentaire extrêmement pauvre. D'autre part alors que les salaires augmentent les produits alimentaires font partie des rares produits ou ils trouvent un emploi (cf. partie 2, A2).

Plusieurs axes d'évolution vont être suivis.

1. Une expansion agricole

Elle se traduit par une expansion vers des terres vierges à des coûts unitaires élevés.

2. Incitation monétaire

Des réformes tentent d'augmenter la productivité du travail par incitation monétaire. Tout d'abord les prix agricoles sont évalués à la hausse, par la suite les kolkhoziens seront payés à la tâche, puis on tentera de les payer en fonction du résultat productif en créant des brigades responsables d'un cycle entier de production. Cependant ces tentatives donnent des résultats à faible échelle, mais n'aboutissent pas dès que qu'elles sont généralisées.

3. La mécanisation et l'intensification de l'exploitation agricole

Elle est entamée au début des années 60. Cette intensification imposée est financée de l'extérieur : investissements budgétaires, intrants subventionnés, annulation des dettes ... Malgré les efforts soutenus **la mécanisation reste insuffisante, et inadéquate**. Ainsi des goulots d'étranglement de travail obligent à conserver une **importante main d'œuvre manuelle**, alors qu'elle reste sous employée aux autres périodes de l'année.

4. Tentatives d'industrialisation : la salarisation du travail agricole et l'augmentation de la taille des unités de production

Ces tentatives de recherche d'économie d'échelle et d'industrialisation du travail, renouent avec l'attachement au modèle de production bolchevik. Ainsi **le travail perd son caractère paysan pour se rapprocher du travail ouvrier, c'est à dire un travail segmenté, déterritorialisé, et déresponsabilisé** (M.C. Maurel, 1995). Les unités de production de la fin des années 60 restaient des exploitations de polyculture élevage de taille modeste dont l'unité de base était la brigade. L'industrialisation se traduit par l'imposition dirigiste de former des associations horizontales et verticales entre les unités de production de la filière agricole. Cela aboutit à la formation de grands complexes agro-industriels où l'autonomie des unités de production est réduite, ils étaient très développés en Moldavie.

Ces tentatives se sont soldées par des coûts de production croissants et une aggravation des dégradations environnementales. Elles sont qualifiées de « **fuite en avant techniciste** » (A. Pouliquen, 1990) où les problèmes de fond, le dirigisme, et le rapport d'exploitation, sont aggravés.

12 - Les conséquences économiques : la crise du secteur agricole

Une augmentation des coûts de production...

La double évolution de la taille et du rapport de travail est cause d'une augmentation des coûts de production, du fait d'une utilisation croissante d'intrants et de la difficulté de gestion des nouvelles unités de production. Ces unités se caractérisent en effet par des pertes de produits (lors de la transformation, du stockage et du transport) et de ressources (pertes de surfaces arables par dégradation, perte de main d'œuvre du fait des conditions de vie difficiles en milieu rural).

.... Entraînant l'inversion des flux financiers en faveur du secteur agricole....

Cette augmentation des coûts n'est pas répercutée sur les prix de l'économie administrée, les prix alimentaires ont été maintenus constants au niveau de 1962 (A. Pouliquen, 1990).

A partir des années 60 (sous Brejnev) le secteur agricole doit être subventionné et le produit agricole national complété par des importations. Cette période marque **l'inversement des flux économiques au bénéfice de l'agriculture**, flux qui augmenteront dans les années 70 et 80.

13 – l'époque des réformes : tentatives contemporaines pour résoudre la crise agricole

Les réformes dès lors ne sont plus uniquement guidées par la demande croissante mais par l'aggravation des termes de l'échange agriculture - secteur non agricole. A partir des années 80, plusieurs réformes partielles, sans remise en cause profonde, sont engagées. Ces réformes consistent essentiellement à donner plus d'autonomie aux coopératives agricoles et à tolérer le secteur privé alors que le principe de socialisation des terres et surtout de planification des prix ne sont pas remis en cause. Ces réformes ne parviennent pas à réduire la crise (E.Lhomel, 1990). Elles sont présentées dans un tableau synthétique en annexe 6.

2 –. Etat initial : les unités de production à la veille de la transition

Nous considérerons que l'état initial est la situation agricole correspondant à la période précédant la remise en cause de la collectivité des moyens de production y compris la terre.

21 – Les structures de la production : « symbiose » entre une sphère collective et une sphère privée

A la veille de la décollectivisation la production agricole est issue de grandes structures et d'un secteur privé.

Les grandes structures collectives (kolkhozes), ou étatiques (sovkhozes, et fermes d'entreprises) sont caractérisées par la faible productivité de leur main d'œuvre et de la terre, et par une mécanisation partielle.

En parallèle un secteur de production privé survit sur des surfaces restreintes. Il est constitué essentiellement d'un petit artisanat et de parcelles privées. La production agricole privée provient des lopins de terre possédés par les kolkhoziens et les sovkoziens, et des jardins ouvriers. La productivité du sol y est élevée, et celle du travail reste limitée par l'absence de mécanisation. Ce secteur joue un rôle essentiel. En effet les grandes structures et les rapports de travail ne permettaient pas la culture de tous les types de productions ainsi comme note V. Kovalenko (1993) le secteur privé se consacre aux cultures « difficiles ». En Moldavie, les lopins ont toujours joué un rôle majeur dans la production agricole représentant 18 % de la production de 1970 à 1990 (The World Bank,1996).

Cependant le lopin n'est plus l'unique moyen de survivance comme à l'époque stalinienne. Les «paysans» tirent l'essentiel de leur revenu du travail collectif, ce qui se traduit par une spécialisation dans la production privée : rares sont les paysans qui conservent du bétail sur leur «lopin» (V. Kovalenko, 1993). Cependant le salaire horaire du lopin est supérieur à celui du kolkhoze, d'autant plus qu'une partie des consommations intermédiaires est obtenue officieusement par détournement dans les grandes structures. Le travail privé concurrence donc le travail collectif rémunéré à la tâche (A. Pouliquen, 1990).

Socialement le rôle du lopin et des activités privées est le seul lien que la population garde avec le caractère paysan de la production agricole. Certains auteurs y voient l'origine de la naissance d'une sphère agricole privée (V. Kovalenko, 1993) «on peut supposer que c'est plutôt les lopins qui au fur et à mesure de l'accumulation des capitaux serviront de base à une lente émergence des vrais producteurs privés, entrepreneurs capitalistes». D'autres auteurs doutent de la capacité de ce secteur à être l'origine d'un secteur de production agricole privé dynamique en constatant les difficultés d'adaptation de ce secteur au marché. Ils opposent notamment que ce secteur est en fait totalement dépendant du secteur étatique et viceversa, la disparition de l'un entraînant celle de l'autre ou du moins une adaptation profonde (M.C. Maurel, 1993 ; P. Lenormand, 1995).

22 - un secteur collectif planifié et inefficace

Nous reprenons l'analyse de A. Pouliquen (1994) pour les deux paragraphes suivants.

L'ensemble de l'économie soviétique en particulier la filière agro-alimentaire n'était pas régulée par des mécanismes de marché des économies de l'ouest. Officiellement elle était régulée par une planification centrale de l'économie. Cette planification tâtonnante était, dans les faits, le résultat de négociations entre les différents échelons des gestionnaires de la production, ainsi ce n'était **pas une planification centralisée mais décentralisée**. Le niveau à atteindre était le résultat entre la pression des supérieurs sur leurs subordonnés pour atteindre un niveau de production maximum, alors que les subordonnés avaient tendance à masquer leurs capacités productives étant donné que la rémunération n'en était pas dépendante. Elle aboutissait rarement à une allocation efficace des moyens de production, et souvent à des contradictions, telles que l'inadéquation des moyens entre les besoins des unités et les livraisons des unités d'aval. Cela se traduisait par **des périodes de pénuries en produits et des périodes d'excédents**. Les soviétologues l'ont d'abord interprété comme des

dysfonctionnements de la planification. En fait loin d'être des dysfonctionnements le système de pénuries / excédents jouait le rôle de signaux (équivalents aux prix dans les économies de marché), qui régulaient l'ensemble du système économique soviétique.

D'autre part la gestion administrative gérait jusqu'aux décisions techniques de production. Ce mode de gestion, caractérisé par la rigidité et lenteur du fonctionnement, est particulièrement peu adapté à la production agricole reposant sur des cycles biologiques, car elle nécessite la rapidité des interventions.

23 – la rationalité des agents : une incitation hiérarchique et non économique

Les parties précédentes ont souligné que les acteurs ne sont pas intéressés économiquement à leur travail, d'autre part que les tentatives d'insérer des mécanismes économiques n'ont pas abouti, pourtant le fonctionnement de l'économie s'est maintenu pendant plusieurs années. Il existait donc une incitation non économique des agents. Les caractéristiques de l'économie soviétique sont en outre la planification administrative, l'inexistence d'un état de droit. Ces deux caractéristiques plaçaient les acteurs en situation de dépendance face à leurs supérieurs administratifs pour l'accès à de nombreux biens. D'autre part les acteurs étaient en concurrence avec leurs équivalents pour l'ascension hiérarchique i.e. l'accès à de nombreux privilèges. **Ce jeu de pressions hiérarchiques « horizontales » (entre les équivalents hiérarchiques) et « verticales » (entre subordonné et supérieur) constitue l'incitation des agents.**

Les conséquences ont été un maintien de l'économie soviétique, mais allié à la corruption, au détournement des biens, à une productivité du travail et du capital minimum, dû à la démotivation des acteurs face aux aléas hiérarchiques...

25 – conséquences sur l'héritage soviétique

251 – la décapitalisation des actifs de la sphère collective vers la sphère privée

A la veille de la décollectivisation contrainte à payer les salaires partiellement ou dans l'incapacité de les payer, les unités de productions ont été sujettes à des détournements de leurs produits, mais aussi de leurs actifs qui étaient investis dans la sphère privée. Dans le kolkhoze d'Opaci les cultures maraîchères ont été abandonnées à partir des années 90 du fait de la disparition progressive du système d'irrigation, les conduites d'eau étant excessivement



utiles à la construction de granges... De même l'atelier bovin lait est passé de 500 têtes dans les années 80 à une dizaine de têtes dans les années 90.

D'autre part la décapitalisation est aussi due à une réduction des investissements. La capacité d'investissement des structures a été réduite par la hausse des coûts de production non répercutés sur les prix. Le matériel et les bâtiments sont vétustes.

Cela s'est aussi traduit par la dégradation de l'environnement. La banque mondiale (1996) fait état de phénomènes d'érosion de 30% des terres arables. Cette érosion est hydraulique et humaine (pratique agricole et dégradation industrielle de terres arables). D'autre part, elle note la dégradation de la qualité de l'eau contenant des résidus de nitrate d'ammonium et de pesticides. La gestion administrative, la démotivation des agents, et le manque d'investissement en sont les causes essentielles.

252 – tous les agents n'ont pas les mêmes intérêts dans la décollectivisation :

La population rurale ne constituait pas un groupe social homogène. Au sein des kolkhozes on peut distinguer plusieurs groupes qui n'ont pas les mêmes intérêts dans la décollectivisation en fonction de leur place dans le système hiérarchique. Kovalenko (1993) en propose une analyse.

- Les cadres : les kolkhozes ont été aussi frappés par la bureaucratisation, ainsi son personnel administratif et d'encadrement s'est accru. De ce groupe dépendait la rémunération du travail et la prestation de certains services vitaux pour le collectif des travailleurs. Le président du kolkhoze dans cette bureaucratie avait une place privilégiée, il était l'autorité suprême du village. Les réformes signifient la remise en cause de leur moyen de survie, mais la réforme leur offre de nombreuses possibilités de reconversion : leur connaissance et le capital qu'ils peuvent s'appropriier au cours de la reconversion (privatisation sauvage) sont des avantages décisifs.
- Les mécaniciens et la main d'œuvre qualifiée : ils ont une compétence technique certaine, et la possibilité de s'approprier leur tracteur.
- La main d'œuvre non-qualifiée les deux tiers des kolkhoziens constituaient la main d'œuvre manuelle. C'est le groupe qui a le moins de possibilités d'adaptation à l'économie de marché, i.e. à la responsabilisation. Leur opposition à la décollectivisation peut être forte.

En s'appuyant sur l'analyse d'A. Pouliquen on peut nuancer cette affirmation ainsi que les idées classiques que le frein à l'économie de marché est la « perte d'esprit d'initiative des

acteurs ». En effet le système économique soviétique laissait une marge de manœuvre importante à ces acteurs à tous les échelons de la hiérarchie. Les travailleurs manuels, étaient considérés comme de simples exécutants par leurs hiérarchiques, mais ils étaient loin d'être. Divers procédés (corruption, détournement, chantage...) leur permettaient d'avoir une activité privée importante (cf. partie 4). Le système économique soviétique laissait en fait une marge de manœuvre importante aux acteurs, qui devaient en permanence décider de la force de travail minimum qu'ils allouaient au kolkhoze et des actifs qu'ils allouaient à leur propre « exploitation ». Il faut noter que la main d'œuvre était peu soumise à la pression hiérarchique face aux possibilités très limitées qu'elle avait de progresser. Les seules incitations étaient des titres honorifiques renforcés par un contrôle militaire qui n'a pas cessé jusqu'à la fin des années 80.

253 – un système « intégré »

D'autre part l'ensemble de la filière était géré par la planification administrative. La rupture de la gestion administrative suppose donc la désorganisation totale de la filière et donc que les nouveaux producteurs s'organisent pour former une filière non étatique.

En conclusion cette analyse révèle l'ampleur de la transition. La mise en place de l'économie de marché signifie non seulement le changement du système économique (libéralisation des prix, chute du monopole d'état) mais pour les ruraux elle signifie de changer de mode de vie. Cela explique les tensions autour du choix de modèle de développement agricole. D'autre part il est clair que l'apparition d'une économie de marché signifie l'évolution des modes d'incitation des acteurs, c'est à dire de l'organisation sociale. L'économie de marché ne pourra se mettre en place que si les rapports hiérarchiques disparaissent, ce qui est contingent à la mise en place d'un état de droit

Enfin les nouvelles structures de production héritent d'un lourd passé :

- *moyens de production vétustes, adaptés à des grandes structures, infrastructures peu développées et adaptées aux grandes unités .*
- *filière adaptée à un système verticalement*
- *disparition de la notion de propriété privée*

La suite de nos analyses complétera ces premières contraintes.

Dans la partie suivante nous présenterons le cadre légal de la décomposition des structures.

B – LES REFORMES : LA TRANSITION AGRICOLE EN MOLDAVIE

L'ensemble de ce paragraphe est le résultat de l'étude des documents de la Banque mondiale, nous avons utilisé les résultats bruts (données macro-économiques et liste des réformes) qu'ils fournissent pour faire notre propre analyse de la transition. Les analyses et les recommandations données par la Banque mondiale et par d'autres institutions nous ont servi à comprendre leur position et leur rôle.

1 – une transition fonctionnelle partielle : des prix encore administrés, le monopole de l'état dans les filières d'amont et d'aval

11 – stabilisation macro-économique de l'ensemble du système économique moldave

La transition fonctionnelle a commencé en 1992 par une politique générale monétaire. La Moldavie suit une politique monétaire stricte. Suite à son indépendance elle a remplacé le rouble qui subissait une forte inflation par sa propre monnaie, les coupons puis le Lei. La création de nouvelles monnaies furent l'occasion de dévaluation (globalement 1000 roubles donnaient 1 lei). L'inflation est contenue en Moldavie, elle était d'environ 17% en 1995 et de 12% en 1996 (K. Brown, 1997), le lei est maintenu à un cours élevé (4,59 lei = 1\$ US le 1 juillet 1997). L'annexe 4 présente plus précisément l'évolution de l'inflation.

12 – le secteur rural

121 – distorsion des prix

Dans le secteur agricole entre 1993 et 1995 une grande partie des prix des produits agricoles ont été libéralisés. Ainsi la plupart des prix à la production sont déterminés par le marché et la plupart des prix à la consommation ne sont pas soutenus. Cependant sur les produits de base le gouvernement suit une politique de contrôle des prix dans le but de maintenir des prix faibles à la consommation.

1211 - Contrôle sur les prix du blé

Le gouvernement a réintroduit les livraisons obligatoires du blé de 0,7 à 0,8 tonnes par hectare, avec un prix fixé de 450 à 900 lei (100 à 200\$ US) par tonne, le but est de maintenir à un faible niveau le prix du pain. Ces livraisons ont drainé en 1996 le tiers de la production de blé.

L'étude au niveau des villages a montré que le contrôle de la production des propriétaires privés est difficile, cependant ils subissent l'influence du contrôle des prix. Les prix sur les marchés privés sont influencés par le niveau des prix fixés par le gouvernement et les dépassent rarement, les filières privées étant encore peu développées dans le secteur des céréales.

D'autre part la Moldavie reçoit des dons de blé des Etats Unis et de l'Union européenne.

1212 - Contrôle sur les prix du lait :

Le prix du lait produit par les grandes unités sont informellement maintenu à un faible niveau (0,5 lei par litre). En contrepartie ces unités reçoivent des subventions sous la forme d'allègements de taxes. Le prix du lait sur les marchés privés, très développés dans le secteur laitier, sont peu influencé par cette politique et suit un cours nettement plus élevé. Les industries de transformation laitière se trouvent donc en difficulté pour obtenir des fournisseurs qui acceptent les conditions de prix fixées par l'état.

1213 – un système de prix différenciés qui reflète des subventions indirectes aux structures étatiques et collectives

Les subventions directes au secteur agricole sont faibles elles sont essentiellement orientées vers l'aménagement des surfaces agricoles (dispositif anti-érosion, prévention des inondations, amélioration de la qualité des terres), l'amélioration des semences, ainsi que l'irrigation.

Cependant il existe un régime de subventions indirectes aux grandes structures (restructurées ou non), qui se traduit par :

- un prix subventionné de l'énergie
- l'annulation des recouvrements des prêts alloués par le gouvernement
- l'exemption de taxes : la Banque Mondiale le note pour les unités d'élevage viande et laitier, l'étude dans un village a montré que l'ensemble des grandes structures échappe à une grande part des taxes.

122 – maintien d'une structure monopolistique dans les filières d'amont et d'aval

La structure du marché est liée à la réforme structurelle, nous montrerons dans la deuxième partie que les réformes introduites n'ont pas dégagé les structures de production d'amont et d'aval de l'état, il en résulte une stagnation de l'efficacité de ces structures (Cf. partie 2, B23). D'autre part le développement des PME reste limité par des freins administratifs, et la réticence des autorités (Cf. partie 3 A1). En conséquence les structures de marchés sont dans les faits restées monopolistiques.

123 – Une libéralisation partielle des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs ne sont pas libéralisés. Les prix des exportations sont marqués par une politique de prix minimums à l'exportation, mise en place par des prix d'orientation. D'autre part les exportations sont contrôlées quantitativement pour maintenir les approvisionnements nationaux et les prix à la consommation. La Banque Mondiale note que le contrôle se fait sur les céréales : les exportations sont interdites tant que les réserves de l'état ne sont pas complètes. D'autre part l'étude de terrain a montré, qu'un tel contrôle existe sur les oléagineux. Pour limiter l'augmentation du prix de l'huile des limites d'exportation ont été fixées pour chaque producteur. Dans la pratique les grandes structures sont soumises à contrôle mais les producteurs individuels et les petites associations peuvent s'y soustraire et éviter les quotas et les interdictions d'exporter.

124 - Une taxation forte du secteur agricole

Le secteur agricole est fortement soumis à l'impôt. Il existe quantité de taxes, les plus importantes sont la taxe sur le foncier qui s'élève à 100lei (~20\$) ou 150 lei (~30\$) par hectare(en fonction de la qualité des terres), ainsi que le prélèvement obligatoire d'un fond social indexé sur la surface de terre de 150 lei (~30\$) à 200 lei (~ 40 \$) par hectare. Or les enquêtes d'exploitation montre que le produit brut par ha par an varie d'environ 1000 lei à 5000 lei. Les taxes représentent donc 6% à 30% du produit brut dégagé par les exploitants.

A ces deux taxes s'ajoutent des taxes sur l'eau, des taxes sur les bâtiments et sur le cheptel. Nous avons déjà noté que les grandes structures du fait de la position hiérarchique de leurs dirigeants échappaient en grande partie à ce régime d'imposition, en revanche les petits producteurs sont contraints de s'y soumettre.

Le niveau des taxes est fortement influencé par la nécessité de renflouer le budget de l'état. En effet la plupart des ressources étatiques ont disparu, du fait de la faillite des entreprises. Cependant le gouvernement est resté l'immense structure bureaucratique qu'il était, les dépenses administratives sont donc très élevées par rapport à la taille du pays.

2 – la transition structurelle : une politique tâtonnante

21 - La privatisation

En annexe 7 nous avons présenté la chronologie des réformes.

Les réformes structurelles moldaves font suite aux premières réformes engagées par l'Union Soviétique en 1989 et en 1990. Ces réformes légalisaient l'exploitation privée. Elles autorisaient les contrats de bail à long terme entre un exploitant individuel et un kolkhoze ou un sovkhoe. D'autre part, elles favorisaient le développement de la production privée sur les lopins.

La Moldavie indépendante poursuit cette dynamique. En février 1991, elle détermine les lignes directrices de la décollectivisation. La réforme se fait en deux phases.

La première phase est débutée dès 1991. **Les lopins sont étendus** jusqu'à 0,75 ha par famille en puisant sur les réserves de terres des kolkhozes et des sovkhoez (toutes les terres arables sont en effet cultivées). **Les lopins sont privatisés**, et les exploitants reçoivent des titres de propriété.

La deuxième phase concerne **la privatisation des structures collectives et étatiques, prévue en 1992, par la distribution de droits sur les actifs fonciers et non fonciers des kolkhozes et sovkhoez**. Le code agraire (1991) définit la population éligible à la privatisation des actifs ainsi que les modalités de décollectivisation. La réforme agraire pose en effet la question de la façon de décollectiviser la terre : faut-il redistribuer la terre aux propriétaires spoliés pendant la collectivisation ou à leurs héritiers ; ou faut-il redistribuer la terre à ceux qui la travaillent actuellement ? En Moldavie la seconde option a clairement été choisie, le Code agraire stipule en effet qu'il n'y aura **aucune restitution aux anciens propriétaires**. Le démantèlement des structures collectives et étatiques **se fait par distribution des actifs fonciers et non fonciers aux membres, aux travailleurs, et retraités des kolkhozes et des sovkhoez**. Ils reçoivent des attestations de parts sur les actifs.

Le démantèlement ne commence qu'en janvier 1992, date à laquelle le gouvernement légalise les exploitations privées. La loi de janvier 1992 autorise kolkhoziens et sovkhoeziens à retirer

leur part des actifs et à les exploiter individuellement. Seuls quelques types de fermes d'état ne sont pas concernés pas cette procédure.

Les résultats rapides sont l'apparition de nombreux propriétaires privés : 14 000 familles quittent les structures étatiques et collectives et 50 000 demandes sont en instance en 1992.

Face à l'importance du phénomène les forces conservatrices de la Moldavie obtiennent le ralentissement de la réforme agraire en 1994 pour la remanier. En 1995 la réforme remaniée s'avère mettre de nombreux freins à l'apparition de structures individuelles. Les amendements prévoient une limite minimale privatisable de 100 ha, obligeant les exploitants à former des associations d'environ 70 à 75 personnes. D'autre part ces associations doivent être dirigées par un directeur doté des diplômes et de l'expérience nécessaire à ce poste. Enfin le droit à une parcelle de terre est étendu à tous les travailleurs ruraux vivant dans les villages et qui ne sont pas employés par le kolkhoze ou sovkhoses.

Ces nouvelles dispositions ralentissent la privatisation considérablement. Elles seront toutes abandonnées en 1996 sous la pression des ruraux et de la communauté internationale.

L'extension à tous les travailleurs ruraux est aussi abandonnée le fond de terre étant limité, cette disposition obligeait d'autre part à reprendre le partage des parcelles déjà attribuées.

22- La restructuration des unités de production :

L'aspect du soutien à la recomposition des structures est peu envisagé par la législation moldave. Les lois concernant la restructuration favorisent essentiellement le maintien de structures collectives. Notamment par la loi sur la coopération (janvier 1992) qui légalise les coopératives de production et de services créées à travers l'association de producteurs agricoles individuels ou à travers la réorganisation des anciennes structures collectives et étatiques. Cette loi facilite la privatisation officielle des kolkhozes et sovkhoses sans modification de l'organisation interne.

De plus, à part la mise en place d'un ministère de la privatisation aucune incitation n'est créée pour aider les nouveaux propriétaires privés. Ceux ci se retrouvent donc seuls face à la complexité des procédures à mettre en œuvre, et seuls pour comprendre leurs droits. Nous reviendrons sur ce point dans la partie 3.

23 – une restructuration partielle des filières amont et aval

D'autre part le gouvernement s'est assuré le contrôle du secteur : les intrants agricoles sont fournis contre de la farine, façon d'obtenir les livraisons obligatoires aux prix fixés par le gouvernement.

Les intrants sont, avant tout, fournis par des filières étatiques (pas de compétition), quelques filières privées se développent, mais elles ne sont pas présentes sur tout le territoire et ne fournissent qu'une part limitée des intrants.

Les industries agro-alimentaires ont été privatisées à la fin de 1995 sous formes de sociétés par actions. Le gouvernement détient la majeure partie des parts des entreprises, ainsi la privatisation n'a pas amélioré leur performance. Leur activité décline depuis 1991, alors que le développement de PME agro-alimentaires est ralenti (cf. supra).

C – LES STRUCTURES QUI APPARAISSENT : « L'INERTIE » DES FORMES COLLECTIVES

Début 1997, la Banque Mondiale a fait un état de la privatisation : 90 % de la terre était alors officiellement privatisée.

1 - Les exploitations de « coopération »

En 1995, 395 kolkhozes et 236 sovkhoses n'étaient pas restructurés.

En revanche 365 fermes collectives étaient déclarées restructurées. Elles exploitaient 75 % de la surface arable. Cependant, dans la majorité des cas ces structures n'ont pas évolué. Les principes coopératifs (Gérard Owen) n'y sont pas appliqués. En particulier les membres ne prennent pas part aux décisions de gestion et de production et ne sont pas intéressés aux résultats.

En parallèle les lopins ont pris de l'importance à la suite de la réforme de 1991. Ils exploitent 13% de la terre.

2- Les exploitants privés et associations d'exploitants privés

En 1995, 35 750 paysans privés étaient recensés, leur nombre croît rapidement car il atteint 60000 en 1996. D'autre part les associations de paysans représentent 146 unités en 1995. Elles sont constituées d'une centaine d'exploitants qui travaillent sur environ 200ha.

Cependant ce groupe reste minoritaire, puisque seul 5% de la surface arable sont exploités par des producteurs individuels. La production qui en émane reste, elle aussi, restreinte, en 1994 on l'évaluait à 1,6% de la production végétale et 0,5% de la production animale.

Il existe plusieurs formes recensées d'associations (nous précisons cela dans l'étude monographique du village d'Opaci).

Les modalités de la décollectivisation imposent plusieurs contraintes à ces exploitations privées :

- **une contrainte d'accès à la terre :**

Les unités de productions agricoles soviétiques étaient caractérisées (CF Partie2B) par une main d'œuvre pléthorique, due à la bureaucratisation des unités de production, et à la mécanisation partielle. Le partage des actifs fait apparaître une multitude de propriétaires. Ainsi la surface moyenne reçue par la privatisation s'élève à deux hectares. Les subventions de l'époque soviétique couvraient le coût entraîné par le surplus de main d'œuvre. Aujourd'hui la faible surface agricole par actif est une contrainte forte dans un système qui n'est plus subventionné et doit être compétitif. Cette contrainte est aggravée par l'inexistence d'un marché foncier ou d'un contrat garantissant la sécurité de l'échange de terres (cf. Partie 4).

- **Une faible capitalisation:**

Un phénomène identique a lieu pour les actifs fonciers. Cette contrainte est aggravée par la non-divisibilité d'actifs adaptés à des structures de grandes tailles, en particuliers des bâtiments et des tracteurs. Les sovkhoziens et les kolkhoziens doivent se regrouper, additionner leur part social pour acquérir un actif dans son entier. Les modalités de la décollectivisation laissent en suspend le problème de l'accès à l'ensemble du matériel nécessaire pour un cycle complet de production. D'autant plus que la dévaluation de la monnaie en 1992 a réduit à néant l'épargne des ruraux. Les nouveaux exploitants ont donc une capacité d'investissement limitée, et leur nouvelle exploitation reste très peu capitalisée.

Les unités de production individuelles sont donc caractérisées par la pression sur la terre et un faible niveau de capitalisation. La formation d'associations est un moyen de limiter ces contraintes.

Les sociétés par action sont aussi présentes en Moldavie , mais elles ont encore un très faible développement

En conclusion la forme dominante reste donc l'exploitation collective. Le constat d'une inertie des formes collectives n'est pas propre au contexte moldave, il a été fait dans l'ensemble des pays de l'Est, (cf. partie 1). Le cadre légal, tout en autorisant l'exploitation, y pose plusieurs freins :

- *l'inexistence d'un marché de la terre, donc l'instauration partielle de la propriété privée*
- *la complexité de la procédure pour un paysan isolé*

Les explications données à ce phénomène s'appuient sur l'analyse des contraintes économiques et institutionnelles qui pèsent sur la création de nouvelles exploitations.

Nous allons faire une analyse similaire dans le cas Moldave.

PARTIE 3 : ANALYSE DES CONTRAINTES EXTERNES AUX UNITES DE PRODUCTION

A partir de la présentation du contexte que nous avons faite dans la partie précédente, nous allons poursuivre l'analyse pour comprendre les contraintes qu'il met au développement des exploitations privées.

A – DES CONTRAINTES SOCIO-POLITIQUES

1 – la transition est un compromis

Le désengagement de l'état, la lutte contre la bureaucratie, le choix d'un nouveau modèle de production supposent en fait de rompre avec l'ordre social communiste hiérarchique, qui au cours des tentatives de réformes soviétiques n'avait pas été remis en cause (cf. partie 2 B1). La transition n'est pas une nouvelle donne, comme nous l'avons montré, tous les agents ne partent pas avec les mêmes atouts dans la transition vers le marché (cf. partie 2 B252). Ainsi une partie des analyses faite sur la lenteur de la transition structurelle aborde la transition comme un rapport de force entre des lobbies aux intérêts divergents (V. Kovalenko, 1993). M.C. Maurel, 1993 ; P. Lenormand, 1996 ; K.E. Waedekin, 1993) Ces groupes d'intérêts se positionnent en fonction de la façon dont ils se représentent leur situation future dans les nouveaux modèles de production possibles (cf. partie 1, B5). Si le choix n'est pas clairement exprimé, on peut le comprendre à travers l'analyse du cadre légal et de la mise en pratique des réformes.

Dans le contexte de la Moldavie une telle analyse met à jour de nombreux freins au développement des exploitations individuelles. Plusieurs lobbies peuvent être identifiés : le parti agrarien, les institutions internationales enfin la timide intervention des producteurs privés.

Le parti agrarien regroupe l'élite administrative et technique du secteur agricole moldave. Cette élite se voit dans l'obligation d'une reconversion. En effet la décomposition des structures collectives signifie la perte de leur poste, en contre partie d'une parcelle de terres. D'autre part la recomposition sous une forme marchande des unités collectives signifie la réduction du personnel administratif ce qui peut aussi remettre en cause leurs situations. Ils adoptent plusieurs stratégies :

- favoriser la privatisation sauvage : au cours de la privatisation l'élite, s'attribue une partie des actifs et se sert de ce capital économique et de leurs connaissances pour se lancer dans la logique de production de marché, ce qui conduit à l'apparition de sociétés par action, obéissant drastiquement aux règles du marché.
- résister et freiner le démantèlement d'un système qui leur était favorable.

Dans les deux cas cette élite a intérêt à la conservation de grandes structures, en Moldavie le parti agrarien après avoir défendu la deuxième attitude, adopte aujourd'hui la première.

Les institutions étrangères apportent le financement essentiel à la réalisation des décisions politiques. En revanche, elles défendent un modèle de développement agricole fondé sur les thèses économiques libérales. Deux modèles sont ainsi défendus : le modèle de l'exploitation sociétaire, le modèle de l'exploitation individuelle.

Le modèle de l'exploitation individuelle familiale est défendu en s'appuyant sur plusieurs hypothèses :

- L'agriculture familiale faite de petites structures, est plus efficace et rentable que les grandes structures ; cette analyse s'appuie sur la réussite de ce modèle dans les économies d'Europe de l'Ouest, et la remise en cause de l'existence d'économie d'échelle en agriculture (cf. Boussard). D'autre part, comme le remarque P. Lenormand, l'exploitation familiale symbolise aussi le retour au travail « complet , autonome et territorialisé », par opposition au « travail segmenté, hétéronome et déterritorialisé » auquel avait abouti la gestion soviétique. Elle symbolise donc le retour à « l'esprit d'initiative et la responsabilité retrouvée ».
- L'agriculture familiale permettra la reconversion de la majorité de la main d'œuvre. La mise en place de grandes structures, gérées selon un objectif de rentabilité nécessite de limiter l'excédent de main d'œuvre non spécialisée, au profit d'investissement en matériel, permettant une mécanisation totale des cycles de production. Le développement d'exploitations individuelles permet au contraire de maintenir une importante partie de la main d'œuvre rurale dans le secteur agricole. Cet argument est de poids face au

développement du chômage urbain. Cependant l'histoire agricole de l'Europe de l'Ouest a clairement montré que ce modèle s'accompagne d'un processus de concentration permanente des unités de production, joint à l'expulsion des unités les moins compétitives sous le jeu mutuel du progrès technique et de la concurrence de marché. Autrement dit le problème du surplus de main d'œuvre rejaillira, simplement de façon différée dans le temps.

Le modèle de type sociétaire est aussi défendu par une partie de ces institutions. En effet outre la nécessité de la reconversion de la main d'œuvre, vient le risque qu'une politique favorisant l'exploitation individuelle n'aboutisse à l'éclatement des unités de production en une multitude de micro-exploitations de survie. Ces exploitations face à un environnement caractérisé par l'insécurité se replient sur l'autoconsommation, ne répondant pas à la nécessité macro-économique de fournir la demande alimentaire nationale et de jouer positivement dans la balance des paiements. Cette analyse a conduit certains bailleurs de fonds à favoriser l'apparition d'exploitation de « grande » taille (de 50 à 200 ha) sous la forme d'« associations ». Ces associations ne correspondent pas à des associations paysannes coopératives, mais à des entreprises agricoles où les paysans sont employés. Ces entreprises sont formées autour d'un leader. L'argument donné étant que les forces du marché favoriseront d'elles-mêmes l'apparition de leaders qui concentrent les moyens de production dans leurs mains². Cependant le risque fort est que cette politique soit détournée par l'élite agraire décrite précédemment. Elle y trouverait un soutien au développement de la première stratégie.

Dans les deux cas les bailleurs de fond soutiennent l'appropriation individuelle qui devrait favoriser l'esprit d'initiative, même s'il n'y a pas accord sur le mode de gestion.

Le lobby des travailleurs agricoles et membres des unités de production collectives et étatiques lui n'est pas présent, car ses acteurs ne sont pas encore organisés. Il existe en Moldavie un début d'organisation mais les structures restent souvent hiérarchiques et les paysans y ont peu accès à la parole et à la décision.

² Voir l'article de G. Pascal Zachary, « US consultants Help Tiny Moldova Switch From Soviet Ways », in The Wall Street Journal, 25 juillet 1997,p1. (annexe

Le lobby des bailleurs de fond influe fortement la politique officielle, il contribue à la mise en place d'un cadre légal favorisant la privatisation des grandes structures. Cependant dans les faits l'élite bureaucratique et technicienne des structures agraires offre de fortes résistances. Ces résistances se traduisent par :

- un ralentissement des procédures administratives freinant l'ensemble du démantèlement
- le choix de lots de terre de mauvaise qualité pour décourager les candidats à la sortie
- L'attribution du matériel vétuste lors de la privatisation des actifs et un ralentissement de la procédure laissant les paysans privés sans matériel.

Dans le cas d'Opaci, pendant 3 ans le kolkhoze a interdit la distribution du matériel, des bâtiments. De plus le kolkhoze continue de gérer des biens collectifs telle que la meunerie, et en tire un profit important.

Ce rapport de force se traduit aussi par des incohérences dans l'articulation du cadre législatif et de la gestion monétaire : le cadre législatif favorise le développement d'unités de production individuelles. Les réformistes ont engagé le secteur agricole dans la réforme, attendant des résultats rapides sur la balance extérieure. Cependant la propriété foncière et l'activité d'exploitant agricole sont sévèrement taxées.

2 – Une transition structurelle partielle

21 – une privatisation partielle

En Moldavie, comme dans la plus part des pays de l'Est, la transition structurelle se limite à la privatisation. Dans les faits la Moldavie n'a pas choisi quelles structures elle soutiendra, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les possibilités et se traduit par une politique hésitante et partielle (cf. annexe 7).

De plus la privatisation n'est pas complète. Notamment le droit de propriété de la terre est précaire. Un droit de propriété suppose un droit d'usage, le droit de vente, le droit d'hypothèque. Le droit de vente a été repoussé jusqu'en 2001. D'autre part, le prix de vente est fixé à un coût élevé (le prix d'un hectare de terre en Moldavie équivaut à trois fois le prix d'un hectare de terre céréalière des Etats Unis), ce prix régira aussi le leasing. Enfin le droit d'hypothèque est introduit mais il reste trop contraignant pour que les banques puissent dans les faits l'utiliser.

D'autre part, il suppose l'existence d'un système judiciaire qui défende le propriétaire. Or le système judiciaire moldave fonctionne toujours sur le mode hiérarchique, et non sur la base des textes publiés. Le fait que les institutions n'évoluent est un frein majeur.

22 – des freins institutionnels

Si le cadre légal pose les bases essentielles de la décollectivisation, l'évolution des institutions doit se faire d'elle-même. Ainsi, alors que la réforme fonctionnelle est engagée, la réforme structurelle est nettement plus lente. **La transition est donc une phase transitoire où deux logiques doivent cohabiter : la logique marchande qui règle le fonctionnement des échanges et la logique hiérarchique qui règle le fonctionnement interne des organes de l'état moldave.** Ces organes restent ceux de l'ancien système. Les conséquences sont nombreuses.

- ***Inexistence de protection juridique***

Nous avons déjà évoqué le maintien du système judiciaire et les conséquences ne se limitent pas au droit de propriété mais à la non existence d'organismes de protection des nouveaux producteurs qui répondent à la logique du marché. Si l'élite technicienne refuse de céder le matériel en bon état, les paysans n'ont aucun recours. Ils évoluent donc dans **un vide juridique.**

- ***Il n'existe aucune structures de soutien***

D'autre part le ministère de l'agriculture n'a pas changé de fonctionnement. Aucun organisme officiel n'est adapté pour soutenir, conseiller techniquement et économiquement les nouveaux producteurs. De plus le système éducatif et de recherche n'a pas été réformé et reste orienté vers la production dans de grandes structures étatiques. Les producteurs ne se sentent ni reconnus, ni soutenus par l'état moldave.

D'autre part, ils n'ont pas accès à l'information, sur les moyens légaux qu'ils auraient de s'organiser du fait de l'évolution permanente des réformes. Enfin, ils n'ont pas accès à l'histoire des agricultures privées d'autres pays et doivent seuls réinventer et tester les formes d'organisation les plus efficaces pour la production et la défense de leur droit.

A ces contraintes s'ajoutent des contraintes économiques fortes.

B – DES CONTRAINTES ECONOMIQUES

1 – dépendance des filières étatiques et ouverture du ciseau des prix

11 - Les exploitants restent dépendants des structures étatiques

Les producteurs privés se trouvent face à la difficulté de trouver des débouchés à leurs produits. Nous avons noté que les filières privées ne prennent en charge qu'une faible part des produits et leurs besoins sont très aléatoires. Elles sont en fait constituées de petits commerçants qui achètent à la ferme des produits. Le passage de ces commerçants est incertain et aucun contrat ne peut être passé avec eux d'une année sur l'autre. En dehors de ces commerçants, les producteurs peuvent vendre sur les marchés privés. Sur ces marchés seuls des produits de consommation finale peuvent être vendus en petite quantité.

La plus grande partie doit être livrée à la filière étatique. Plusieurs organismes sont acheteurs de produits agricoles : les IAA, des coopératives d'achat qui achètent des produits transformés, des coopératives d'achat de produits agricoles bruts en particulier les céréales et oléoprotéagiques.

Les IAA sont soumises aux mêmes phénomènes que les industries d'aval. Elles n'obtiennent pas toujours les approvisionnements nécessaires pour fonctionner (sucre, et sel pour les conserveries par exemple, énergies...). En conséquence leurs besoins en produits agricoles sont fluctuants, elles peuvent passer des contrats avec les producteurs privés mais ces contrats restent incertains et doivent être renouvelés chaque année.

Les coopératives qui achètent les produits transformés, elles, fournissent les magasins d'état. Les achats dépendent des besoins de ces magasins, aucun contrat ne peut être passé avec eux et leurs besoins restent aussi aléatoires.

Les coopératives qui achètent des matières premières agricoles : céréales, oléo-protéagiques. Elles constituent les réserves d'état, et ne passent aucun contrat.

En conclusion la vente en grande quantité des produits agricoles doit passer par les filières étatiques.

12 - Conséquences

- **Approvisionnements en intrants aléatoires**

Les filières étatiques subissent les mêmes phénomènes que ceux décrits pour les unités de production : décapitalisation, désorganisation, pertes des débouchés anciens et des fournisseurs anciens. Le résultat est que leur fonctionnement s'est réduit et qu'il est aléatoire. Ainsi l'approvisionnement en intrants est problématique : il existe des pénuries sur certains intrants, ou ils ne sont pas produits aux époques où ils sont nécessaires.

- **Des structures inadaptées**

Les exploitants individuels sont contraints de passer par les structures encore étatiques, or celles-ci ne sont pas adaptées pour traiter avec un grand nombre de petits producteurs. Par exemple pour la vente, les producteurs doivent ouvrir un compte pour recevoir leur règlement de la vente de leurs produits, cette opération bancaire est coûteuse et longue pour un propriétaire individuel.

- **Délais de paiements**

Ces structures contraintes à la rentabilité sont souvent en faillite, et se trouvent devant la difficulté de vendre leurs produits. D'autre part en situation de monopole et protégée par l'institution juridique « à l'ancienne mode » (cf. supra), elles ont d'importantes marges d'actions. Les délais de paiements voire les paiements eux-mêmes ne sont pas. Dans le cas des IAA les paiements sont le plus souvent versés en nature sous la forme de produits transformés : à la charge du producteur de les commercialiser. Elles se transforment donc en entreprises de service

- **Ouverture du ciseau des prix**

La transition fonctionnelle s'est traduite par un arrêt des subventions directes à la plupart des structures étatiques. Les structures d'amont et d'aval de la filière agricole, n'ont pas évolué et se voient contraintes à la rentabilité. Or nous l'avons vu le secteur d'amont et d'aval, a gardé une structure monopolistique. Les prix subissent donc un ajustement monopolistique.

Les prix des intrants ont suivi une croissance régulière (cf. Annexe). La hausse des prix est particulièrement marquée pour les semences et le carburant.

Les prix de vente, eux, en monnaie réelle décroissent.

2 - Perte de débouchés et insécurité

Rétrécissement de la demande nationale

Les consommateurs ont subi une augmentation des prix des produits alimentaires face à la baisse de leur pouvoir d'achat. La plupart des citoyens dépendent de structures étatiques qui se trouvent en difficulté de verser des salaires, et qui ne réajustent pas les salaires en fonction de l'inflation. Ainsi la demande alimentaire nationale s'est réduite, d'après les données de la Banque Mondiale (World Bank, septembre 1996), la consommation alimentaire s'est réduite en quantité de 35% de 1989 à 1995. Seuls les produits de première nécessité n'ont pas ou peu connu de baisse (pommes de terres, pain) en revanche les produits « secondaires » sont très touchés (poissons, sucre, huile végétale, viande). On observe donc un effet Giffen classique lors d'une baisse de pouvoir d'achat.

Le phénomène de rétrécissement de la demande nationale est un phénomène observé dans l'ensemble des pays de l'Est et de l'ex-Union Soviétique (A. Pouliquen, 1993 ; V. Kovalenko, 1993).

- **Rétrécissement des débouchés extérieurs et insécurité**

La situation de monopole des structures étatiques est accrue par les difficultés à l'exportation. Nous avons déjà noté qu'il existait des contraintes douanières. A ces contraintes douanières s'ajoutent d'autres facteurs. Tout d'abord les producteurs moldaves sur les marchés sont maintenant en concurrence avec le reste du monde. Or leurs produits restent de faible qualité et n'ont pas l'attrait de la nouveauté. De plus les capacités de paiements de la Russie sont aujourd'hui limitées (A. Pouliquen, 1993), autrement dit la demande extérieure sur les marchés traditionnels de la Moldavie se réduit.

Enfin la montée de l'insécurité limite les possibilités d'exportation. De nombreuses frontières se sont mises en place : Transdnestrrie, l'Ukraine, la Russie... A chaque frontière les taxes officielles et sauvages augmentent le coût du transport. D'autre part les risques de détournement, vol, de la marchandise sont de plus en plus important. Le transport des produits frais est particulièrement complexe du fait de l'incertitude sur les délais de transport.

En somme, soit les producteurs passent par les filières étatiques et sont soumis à des prix administrés et à l'aléa des paiements, soit ils passent par les filières privées au risque de subir des taxes sauvages.

3 – des marchés imparfaits et segmentés, incomplets

L'analyse précédente amène à la conclusion de l'imperfection des marchés.

D'autre part les marchés sont segmentés car il y a « opacité » de l'information. La circulation des hommes s'est accrue, mais elle se limite à une multitude de petits offreurs qui circulent dans un rayon limité (du fait de l'insécurité hors de sa région, et hors de son pays et de la difficulté du transport des marchandises). La circulation des produits est donc aussi essentiellement limitée à l'échelle de la région. Cela se traduit par une segmentation des marchés très poussée : elle existe entre les pays limitrophes du fait du développement des frontières, mais elle concerne aussi le niveau régional. Ainsi il existe des situations de déficits régionaux alors qu'au niveau national la production est en surplus. Cette conjoncture profite aux personnes qui ont leur moyen de transport personnel : le petit commerce et la spéculation sur les marchandises est une activité, dès lors, extrêmement rentable.

Enfin, les marchés sont incomplets. Autrement dit, les marchés ne répondent pas entièrement aux besoins. Dans le secteur de la production agricole cela se traduit par la difficulté d'accéder à certains intrants (les engrais, les pesticides notamment) et surtout à des facteurs de production tels que du matériel adapté aux structures moyennes et petites. Cela est lié aux manques d'information, car ces produits pourraient être obtenus à l'étranger.

4 – difficulté d'accès au capital : un système financier inadapté aux structures individuelles

Pendant la période communiste, les ruraux étaient insérés dans le système financier. Une caisse d'épargne drainait les économies des fonctionnaires et des membres des kolkhozes, et un système de crédit subventionné (à faible taux d'intérêt) facilitait l'installation des jeunes, en particulier la construction de la maison.

Aujourd'hui ce système s'est effondré. Les diverses dévaluations de 1991 à 1993 ont réduit à néant l'épargne des villageois. La caisse d'épargne discréditée ne collecte plus d'épargne, les agriculteurs investissant ou consommant immédiatement tout bénéfice (cf. partie 4).

Ainsi les agriculteurs n'ont accès à aucun système d'épargne. La caisse d'épargne du village a perdu la confiance des villageois, ainsi que les systèmes des banques privées. En effet une fois l'épargne déposée les intérêts sont versés mais la somme est gelée, la banque n'étant en

mesure de reverser les dépôts qu'avec des délais importants et par tranche, ce qui révèle la situation d'illiquidité dans laquelle elles se trouvent.

Le système bancaire moldave a été officiellement restructuré. Les agriculteurs ont officiellement accès au crédit proposé par les diverses banques privatisées moldaves. Ces banques n'accordent que des crédits de court terme. Dans les faits ces banques habituées à accorder des crédits à de grandes structures telles les kolkhozes ou sovkhoses, n'ont pas développé de lignes de crédit destinées aux petits propriétaires. Les conditions d'éligibilité sont difficiles à remplir pour les paysans : ils doivent présenter une comptabilité complète qui permette d'évaluer leur revenu, et d'autre part présenter des garanties. De plus les taux d'intérêt sont élevés, ils varient de 28 à 40 % par an, rendent inaccessibles le crédit bancaire aux propriétaires. Les producteurs agricoles sont en effet considérés comme une population à risque par les banquiers du fait de la fluctuation naturelle de leur cycle de production .

Actuellement aucun système formel ne fournit des crédits ou ne collecte l'épargne des petits producteurs .

C – CONCLUSIONS

L'étude du contexte économique et institutionnel dans lequel évoluent les exploitations, met en évidence plusieurs contraintes fortes au développement des exploitations.

Ces exploitations répondent à une logique marchande, car elles sont contraintes à la rentabilité pour leur survie, mais elles évoluent dans une économie à structure monopolistique ou les institutions répondent à logique hiérarchique. En résumant les contraintes sont :

- **la cohabitation avec un environnement institutionnel qui répond à la logique hiérarchique :**
 - **pas de protection ni d'encadrement juridique**
 - **insécurité sur la propriété**
 - **réticences des autorités locales et des responsables des anciennes structures.**
- **la dépendance des filières étatiques : insécurité d'approvisionnements en intrants, insécurité de débouchés, et de paiements**
- **fortes difficultés de commercialisation**



- **concurrence avec des structures de grandes tailles intégrées aux filières étatiques et subventionnées**
- **surface limitée par actif et inexistance d'un marché de la terre**
- **faiblesse de la capitalisation et de l'accès au capital.**

Il apparaît dès lors clairement que **la contrainte financière est une contrainte qui s'ajoute à un « flot » d'autres contraintes. Les exploitations évoluent dans un environnement extrêmement risqué et défavorable, aggravé par une information restreinte** (sur leurs droits et leurs possibilités d'organisation).

Ainsi le développement d'exploitations autonomes et viables signifie avant tout la mise en place de filières privées efficaces qui permettent aux unités de production de s'autonomiser du monopole exercé par les filières étatiques. D'autre part la viabilité des exploitations est aussi contingente de l'apparition d'organismes garants de leurs droits.

Ces deux conditions sont très lentes à se mettre en place alors que la résistance et les tentatives de bureaucratisation et de centralisation restent fortes.

Comme le fait Waedekin (1993) pour la Russie, l'étude du contexte moldave montre **que les petites exploitations sont à la croisée des chemins entre les exploitations individuelles autonomes et insérées dans le marché, et des petites exploitations de « survie » en dépendance totale de macro-structures plus ou moins officiellement étatiques.** Cette dépendance empêcherait leur développement, et renouerait avec le schéma grandes structures./ lopins, sous la forme grandes structures / exploitations de survie.

Il est clair que l'accès à un système financier ne permettra pas le développement d'un cadre juridique et d'un état de droit, de même la constitution des filières peut être favorisée par un système financier adapté mais ce n'en est pas la seule contrainte. Cependant l'étude du contexte semble démontrer que l'accès à la constitution du capital reste aussi une contrainte forte. Nous allons affiner cette constatation par l'étude du fonctionnement des exploitations qui apparaissent en nous plaçant au niveau du village.

PARTIE 4 : LA VIABILITE DES UNITES DE PRODUCTION

Cette analyse se base sur l'étude d'un village moldave : Opaci. Ce village est situé dans le centre de la Moldavie. Sa population est d'environ cinq mille habitants. Dans ce village est implanté un kolkhoze qui pendant la période soviétique cultivait 3000 ha de terres entourant Opaci.

A - L'EVOLUTION DU SYSTEME VILLAGEOIS

1 – le système villageois soviétique

Nous avons déjà analysé dans la partie 2 le fonctionnement du modèle de production collectiviste soviétique. Ici nous voulons uniquement, étendre cette analyse à l'ensemble du fonctionnement du village. En effet comme nous l'avons expliqué dans la partie 1, le village formait une unité passivement intégrée au système soviétique. L'ouverture sur le monde extérieur ne concernait que la circulation des produits et peu celle des hommes et de l'information.

C'est pourquoi nous aborderons le village avec une approche systémique. Nous considérons les interactions entre les différents types et modèles d'exploitation. Nous considérerons les relations du secteur de production agricole avec les autres secteurs, qui se résument aux services sociaux. Enfin nous étudierons les relations du village avec l'extérieur. On peut alors symboliser son fonctionnement (schéma n°2 et n°3).

Bref historique

Le village d'Opaci est un village traditionnel. Un kolkhoze y fut fondé en 1947. Seules 47 personnes des anciens ouvriers des grands domaines y ont adhéré alors que les 800 autres personnes s'y sont refusées. Les deux formes d'exploitation ont coexisté pendant un an les exploitants privés étant refoulés sur les terres de mauvaise qualité. Après la déportation en Sibérie de 15 familles jugées les plus riches les paysans ont intégré le kolkhoze. La confiscation des biens et la collectivisation nécessita la présence de l'armée.

Jusqu'en 1957 l'ensemble des cycles de production restait manuel. Les années 60 marquèrent l'arrivée des premiers tracteurs, ainsi que le développement de nouveaux ateliers.

La production était donc diversifiée

Les productions végétales restaient proches des productions traditionnelles. Les terres étaient divisées en plusieurs zones : les zones de verger, les zones de vignoble, les zones de grandes cultures (tournesol, maïs, blé) et les zones de pâtures.

Parallèlement aux cultures le kolkhoze dirigeait deux «firmes» : un atelier de production de viande porcine, un atelier de production laitière

Aucune transformation de produit n'était faite sur le village, tous les produits étaient exportés bruts par la voie ferrée passant dans le village voisin.

Le kolkhoze d'Opaci a donc suivi les évolutions de l'ensemble du système de production soviétique.

Fonctionnement du système villageois

Dans les faits, l'organisation du village était vouée au fonctionnement de l'unité de production agricole. Le meilleur révélateur est que le président du kolkhoze (élu par les membres) était considéré comme la réelle autorité du village, supérieure à celle du maire. Outre la production agricole les activités économiques n'étaient tournées que vers la fourniture des services minimums nécessaires à la main d'œuvre du kolkhoze : services scolaires, centre médical, magasins d'alimentations, une caisse d'épargne, des services culturels, une poste et une caisse de retraite. L'ensemble de ces services était fourni dans chaque village, par l'état.

Au sein du village s'ajoutant aux rapports familiaux, sont venus se greffer les rapports hiérarchiques administratifs. Ces derniers étaient accrus par le fait que les responsables administratifs désignés par l'état n'étaient pas issus du village, voire de la République. Une partie des postes clés administratifs étaient détenus par des russes. Ainsi aux rapports de hiérarchie s'ajoutaient des rapports «impérialistes». Le mot paraît peut être fort, mais il ne faut pas oublier que les moldaves avaient dû abandonner outre leur mode de vie, leur religion et leur langue.

Les travailleurs (des techniciens supérieurs, aux chauffeurs et à la simple main d'œuvre agricole) qui constituaient la grande part de la population, étaient originaires du village. L'organisation à la veille de la décollectivisation restait celle des brigades, spécialisé dans une tâche. En somme l'ensemble du village pouvait être considérée comme la réelle unité de production agricole.

La production agricole était bien sûr issue du kolkhoze, intégré dans les filières agro-alimentaires étatiques, et d'une sphère privée. Cette dernière était contrainte par la surface en terre et en têtes de bétail (une vache, un cochon, dix moutons). Comme nous l'avons noté les lopins n'étaient plus destinés à nourrir la famille. L'approvisionnement du village et les salaires jouaient ce rôle. La production végétale était essentiellement des vignobles de souches traditionnelles dont le produit était destiné à l'autoconsommation. La production animale était constituée de troupeaux ovins, exploités de façon extensive sur les pâtures villageoises. Ces troupeaux pouvaient dépasser largement la limite de dix têtes. Les fourrages provenaient essentiellement du kolkhoze. Cette production ovine traditionnelle était soumise à livraison obligatoire aux filières étatiques d'une partie de la laine, des agneaux et des peaux (peaux de caracoule). Le reste des produits était vendu sur des marchés privés, des filières privées illégales acheminaient une partie importante des peaux vers la Russie. **Ainsi la sphère de production privée centrée autour de la production de peaux de caracoule était dynamique.**

2 – La rupture du système villageois soviétique :

Les réformes de 1992, alliées aux réformes fonctionnelles ont provoqué un bouleversement profond de l'organisation villageoise.

21 - La déstructuration du kolkhoze...

Le kolkhoze d'Opaci a perdu, à la suite de la mise en place du Code Agraire, une partie de ses membres. Ce mouvement fut initié par des techniciens supérieurs. Ils ont eu le rôle de leader en s'opposant à l'autorité que représentait le directeur du kolkhoze et en démontrant qu'il était possible de créer des exploitations individuelles et d'en vivre. Ainsi au fil des ans le mouvement s'est amplifié. Dans d'autres villages avoisinant, l'ensemble des kolkhoziens ont décidé d'abandonner l'exploitation collective. En un an les actifs du kolkhoze ont été répartis entre groupes de travailleurs, le kolkhoze a disparu laissant place à des groupes de paysans. A Opaci la décomposition de la structure collective est graduelle, elle est l'objet de choix individuels ou familiaux. Dans un premier temps les kolkhoziens quittaient le kolkhoze individuellement, puis se regroupaient pour acquérir du matériel. Par la suite, les kolkhoziens le quittaient en groupe s'assurant, avant de créer une exploitation, qu'ils disposeraient des moyens matériels minimums nécessaires. Ces groupes se forment autour de liens familiaux. Nous précisons le fonctionnement de ces divers «groupes» par la suite.

Le rythme de la décollectivisation est lié à l'évolution du cadre légal et à la qualité des lots de terre décollectivisés.

Une commission composée de deux représentants du kolkhoze, deux représentants de la mairie, et deux représentants des propriétaires privés décide du lot qui sera privatisé chaque année. Chaque membre du kolkhoze enregistré en 1992, ainsi que les personnes y ayant travaillé 20 ans ont droit à 1,8 ha de terre arable, 0,35 ha de vignoble et 0,35 ha de verger. Ils reçoivent, d'autre part, des bons sur l'ensemble des actifs du kolkhoze.

Les terres du kolkhoze sont réparties en plusieurs fonds : le fond destiné à la décollectivisation, établi chaque année en fonction du nombre de demandes ; un fond attribué à la mairie destiné aux personnes qui ne travaillaient pas dans le kolkhoze (environ 150ha), le fond qui reste dans le kolkhoze.

Actuellement 300 kolkhoziens et 100 retraités ont laissé leur terre en propriété collective. En revanche 1100 producteurs privés sont issus du kolkhoze, une partie des retraités ont repris l'activité agricole et les salariés des services sociaux se lancent dans l'agriculture pour compléter leur revenu.

22 – rupture de l'organisation économique et sociale ?

- ***La disparition des services sociaux***

Une des conséquences des réformes fonctionnelles fut la disparition, dans les faits, des services sociaux pris en charge par l'état. Les services médicaux sont réduits du fait de la difficulté de la fourniture en médicaments et de la baisse des salaires des employés. L'état n'est plus en mesure de payer les retraites. Le système d'enseignement se dégrade, les salaires des enseignants ne leur permettent plus de subvenir à leurs besoins.

En somme le jeu des réformes a privilégié les membres des kolkhozes. Les fonctionnaires doivent faire face à la baisse de leur pouvoir d'achat et à l'irrégularité des paiements de salaires, alors qu'ils n'ont pas accès à la terre en dehors du faible fond de la mairie. **La terre est donc considérée comme la richesse principale dans le village car elle permet d'assurer l'autosubsistance.**

Une partie de la population devrait donc se trouver précarisée. Nous verrons que ce n'est pas le cas, car un nouvel équilibre se crée autour de la production agricole, au sein du village pour remplacer les vides sociaux que crée la transition.

- ***Des nouveaux acteurs ruraux***

D'autre part le kolkhoze n'est plus le point vital du village. L'autorité villageoise du président est contestée par les propriétaires privés, la Mairie prend, dans certain village, la place centrale. Les rapports hiérarchiques sont, en fait, remis en cause par les propriétaires qui n'y sont plus soumis.

Ainsi la décollectivisation a fait apparaître de nouveaux acteurs dans le village. Les kolkhoziens et l'administration du kolkhoze existent toujours mais ils sont aujourd'hui minoritaires, en contre partie apparaît un groupe dominant : les propriétaires privés, des doubles actifs (fonctionnaires d'état qui complètent leur revenu par une activité privée), enfin des propriétaires absentéistes qui ont hérité de terres dans leur village d'origine.

- ***Rupture du cycle d'épargne***

L'économie de pénurie offrait peu d'emplois aux revenus des ruraux dont une grande partie était épargnée. Cette épargne servait notamment lors de l'installation des enfants, par la constitution du trousseau de mariage, et l'achat de matériaux de construction pour l'habitation.

Les dévaluations monétaires ont réduit à néant l'épargne villageoise. Elles ont rompu ce cycle d'entraide intergénérationnelle. Les jeunes doivent donc seuls trouver les finances nécessaires à la construction de leur habitation. D'autre part le problème de leur accès à la terre se pose de façon cruciale : les villages jusqu'à présent connaissaient l'exode rural. Aujourd'hui le chômage urbain inverse le phénomène : les zones rurales après avoir été une source de main d'œuvre pour l'industrie, accueillent une partie de la population villageoise qui avait émigré. Ainsi sur le plan national, l'emploi agricole est en croissance (cf. annexe 5). Concrètement les jeunes ruraux ont peu de possibilités en dehors de la production agricole, or ils ne reçoivent pas de quota de terre et les héritages représentent généralement moins d'un hectare. Nous reviendrons dans la partie C sur leurs exploitations.

B – LA RECOMPOSITION D'UN EQUILIBRE AU NIVEAU DU VILLAGE

1 – causes de l'apparition de nouvelles structures :

La partie 3 a montré l'ensemble des contraintes qui s'opposent à l'apparition des exploitants privés. La situation des exploitants privés apparaît à la lumière de cette analyse précaire. Dès lors, pourquoi à Opaci le kolkhoze a été dissoud ?

Le Code Agraire s'est traduit par l'apparition de 1100 « micro-exploitations », qui possédaient, au départ, de 2 à 4 ha. Les premiers quittèrent le kolkhoze par refus des rapports de dépendance hiérarchique administratif . Cela s'est traduit au sein du village par un conflit profond entre kolkhoziens, et exploitants privés. Les producteurs privés expriment, tous, leur **volonté d'être responsables de leur production, et d'être rémunérés en fonction de leur travail.**

Les facteurs historiques ont une rôle important : les exploitants ont toujours en mémoire la collectivisation, ainsi que la façon dont travaillait leur grands parents, voire les limites de leurs terres familiales.

Enfin les propriétaires estiment avoir un revenu supérieur, malgré l'instabilité du contexte auquel ils sont confrontés. Ainsi **la rupture a aussi des fondements économiques.** En effet il faut noter que depuis cinq ans les revenus des kolkhoziens sont limités à une indemnité en nature (50 litres d'huile, 100 kg de farine). Nous allons vérifier cette hypothèse. Enfin ces nouveaux acteurs villageois développent de nombreux systèmes pour détourner les freins créés par le contexte auxquels ils sont confrontés (cf. infra).

En revanche le maintien de l'exploitation collective s'explique comme un compromis entre la sécurité de l'emploi, d'un revenu en nature maigre et l'acceptation de détournements hiérarchiques, au profit de l'élite bureaucratique, d'une partie du surplus. Les kolkhoziens ont donc une stratégie de repli sur la sécurité. Continuer à accepter les rapports hiérarchiques leur permet d'éviter tous problèmes d'approvisionnement en intrants et de débouchés. Il faut cependant noter que face à l'ampleur du départ des kolkhoziens, après avoir tenter de freiner la décollectivisation par rétention du matériel et par attribution des terres de plus mauvaises qualités aux propriétaires (cf. partie3), l'élite kolkhozienne a adopté une nouvelle stratégie. Depuis 1997, un contrat informel a été passé entre les kolkhoziens et le président du kolkhoze pour créer une association où les travailleurs

reçoivent 40% de la récolte, les 60% restant servent au fonctionnement de l'association, c'est à dire couvrent les coûts des consommations intermédiaires et les coûts administratifs. Cela correspond à une augmentation du salaire du travailleur. Chaque kolkhozien a reçu son titre de propriétaire et il lui a été attribué une parcelle. L'exploitation des parcelles reste collective, ainsi que la propriété des facteurs de production, autres que la terre. Enfin l'organisation interne reste similaire à celle du kolkhoze.

Certaines familles adoptent une stratégie intermédiaire en utilisant les avantages de deux systèmes. Une des parcelles de terre est exploitée en privée alors que la parcelle du conjoint reste au kolkhoze.

2 - Les stratégies villageoises pour détourner les contraintes extérieures

21- plusieurs modalités d'accès à la terre, restant précaires

1 - Le régime de propriété, nous avons déjà noté que le droit de propriété sur la terre est partiel. A cela s'ajoute d'autres contraintes. **La distribution des terres est lente** et une partie des propriétaires **n'ont pas reçu un quota complet** : leur surface arable est inférieure à 1,8 ha, et ils n'ont pas obtenu de terre sur les vergers ou les vignobles. Le partage des massifs privatisés entre propriétaires doit donc être repris. D'autre part **les propriétaires reçoivent une attestation de propriété émise par le « rayon³ » qui ne notifie pas la localisation des terres**. Les parcelles ne sont pas clairement délimitées, ce qui donne lieu à des conflits autour des bornes entre propriétaires.

2 - La propriété alliée à l'exploitation collective, elle est pratiquée dans l'« association », les membres du kolkhoze peuvent retirer leur terre de l'association à tout moment.

3 - Le fermage, il ne concerne que le fond de terre de la mairie. Les villageois passent un contrat avec la mairie de 10 ans, ils payent les taxes sur la terre et un droit de fermage. Dans les faits, 100 ha ont été loués au kolkhoze, un faible pourcentage à des propriétaires et le reste à des personnes sans terres. Ces terres sont convoitées car se sont les seules terres facilement irrigables, elles permettent entre autre la pratique du maraîchage. De tels contrats peuvent

³ Le « rayon » est l'équivalent en Moldavie de la préfecture départementale française.

aussi être passés au niveau du rayon. Le délai de location et les critères d'allocation sont loin d'être respectés, or le système judiciaire (cf. partie 3) ne résout pas cette situation.

4 – La gestion collective des pâtures. Ce sont des terres collectives sur lesquelles la Mairie perçoit des taxes. Toute personne qui y fait pâturer ses troupeaux doit payer une taxe.

L'été les troupeaux sont gardés par des bergers payés par les propriétaires du bétail.

Les villageois font les foins sur ces terres, et les mettent parfois en culture sans contrat avec le risque qu'une fois la terre améliorée la mairie les reprenne.

5 – La location contre produits en nature

Il en existe plusieurs types. Des contrats sont passés officiellement avec le kolkhoze. Les personnes qui ont cédé leur terre aux kolkhozes sont à 99% des retraités. Ces 200 pensionnaires reçoivent une part de la récolte fixée à l'avance et non un pourcentage de la récolte, à la différence d'un contrat de métayage.

D'autre part les propriétaires prennent aussi des terres en location. Il existe deux types de contrats oraux. Les contrats passés avec des propriétaires absentéistes, ou des propriétaires dans l'incapacité matérielle de financer la saison de culture. Chaque année le contrat est renégocié. Aucune législation ne couvre ce type de contrat. A tout moment, le propriétaire est en droit de reprendre sa terre ou la récolte. Pour réduire les risques ces contrats sont souvent passés entre membres d'une même famille.

Les propriétaires passent aussi des contrats oraux avec des retraités dans l'incapacité de cultiver leur parcelle. Dans ce cas le locataire prend à charge le retraité, ainsi il ne fournit pas nécessairement un pourcentage de la récolte, mais un poids fixé de farine, d'huile, de vins.... Ces contrats répondent à deux exigences, ils permettent aux exploitants agricoles d'augmenter leur surface cultivable, et remplace le système de retraite en fournissant une pension alimentaire minimale aux retraités, cette relation d'entraide renforce le contrat. Souvent, les pensionnaires s'engagent à léguer en héritage leur terre à celui qui les prend en charge que ce soit un membre de leur famille ou pas. Dans ce cas ces contrats assurent une sécurité d'accès durable à la terre. Cependant cette sécurité reste dépendante de la valeur du titre de propriété délivré par l'état.

Ainsi les ruraux ont mis en place des systèmes permettant aux exploitants d'accroître leur surface et de prendre en charge les retraités (ce mécanisme est complété par un autre que nous présenterons dans la suite). Cependant la précarité de la propriété réduit le désir d'expansion des agriculteurs, pourtant exprimé. Ainsi aujourd'hui un pourcentage, faible, des terres restent en friche. Pour la plupart ces terres appartiennent à des propriétaires privés non retraités dans l'incapacité d'accéder au matériel à temps pour cultiver. Ces propriétaires ont perdu la confiance des agents, en ne respectant pas plusieurs de leurs contrats oraux.

La précarité de l'accès à la terre est aussi une cause de la stagnation des cultures pérennes en particulier de la vigne : s'engager dans des investissements de long terme semble excessivement risqué aux propriétaires.

22 – L'accès aux moyens de production : moyens techniques et bâtiments

L'étude du contexte avait mis en évidence la faible capitalisation des unités de production en particulier la vétusté du matériel et la difficulté de leur adaptation à une multitude de petits propriétaires. Les villageois se sont organisés pour lever cette contrainte.

Les moyens techniques qui existent dans le village ont deux statuts différents.

Une faible partie de la population dispose de tracteurs en propriété privée. La plus part de ces propriétaires ont acquis ces tracteurs au début des années 90, lorsque les fermes communistes ont mis en vente une partie de leurs biens, et que les dévaluations n'avaient pas encore eu lieu. La plus part des villageois avait une épargne suffisante pour acquérir ce matériel. Cependant tous les villageois n'avaient pas anticipé la décollectivisation, d'autre part le matériel mis en vente est resté limité et l'information a peu été diffusée. Ainsi, ce sont essentiellement des techniciens supérieurs qui ont pu acquérir des moyens techniques. Depuis la dévaluation (1992-1993) aucun villageois n'a pu acheter de tracteurs.

Le deuxième statut est celui des actifs décollectivisés. Théoriquement les tracteurs privatisés sont la propriété des membres du groupe, qui ont regroupé leurs parts personnelles sur les actifs. Dans la pratique se sont, le plus souvent, les tractoristes qui forment les groupes pour « acheter » la machine sur laquelle il travaillait dans le kolkhoze. Les membres le considèrent comme le propriétaire du bien. Il est responsable de l'entretien du tracteur et, par engagement tacite, il est dans l'obligation de travailler pour les membres du groupe. Ces derniers louent

ces services : ils doivent payer le travail, l'amortissement du matériel et les consommations de carburant. La propriété et l'exploitation ne sont donc pas collectives. Cette gestion peut paraître risquée car aucun engagement légal n'engage le tractoriste à suivre le contrat tacite. Il est arrivé que celui ci vende le tracteur sans redistribuer le bénéfice, par exemple. Cependant les villageois optent pour cette gestion, car la propriété collective signifie l'irresponsabilité de l'ensemble des propriétaires. La gestion serait identique à la façon dont les actifs étaient utilisés dans le kolkhoze : peu d'entretien, gestion de court terme. Or les exploitants sont conscients de la difficulté d'accéder à du matériel neuf. Le matériel du tractoriste est son moyen de survie, son intérêt est donc de l'entretenir. D'autre part la segmentation du travail dans les kolkhozes fait que seuls les tractoristes sont capables d'utiliser le matériel technique. A première vue cette, la majorité des groupes fonctionnent correctement, la pression sociale étant le garant. Les groupes sont en moyenne de 10 à 30 personnes, mais le tractoriste travaille aussi pour des non-membres à des tarifs plus élevés.

Ce sont donc des micros entreprises de services qui apparaissent. Cette gestion à l'avantage de **garantir la durabilité du matériel**, mais elle pose plusieurs contraintes.

Théoriquement, le nombre de tracteurs présents dans le village est suffisant par rapport au nombre d'hectares pour les opérations nécessairement mécanisées : essentiellement le labour du fait de la lourdeur des terres. Dans la pratique il ne l'est pas. La dispersion des parcelles augmente le temps déplacement. Les groupes formés, avant de quitter le kolkhoze, ont reçu leurs parcelles dans les mêmes lots de terre. Cependant, la plupart des groupes se sont formés postérieurement, d'autant plus que le kolkhoze a refusé de distribuer le matériel de 1992 à 1995. Leurs parcelles sont dispersées. Enfin la taille limitée des parcelles allonge le temps de travail à l'hectare des tractoristes.

D'autre part ces micro-entreprises n'ont à disposition qu'un type de tracteurs capable d'effectuer certains types d'opérations culturales; les paysans doivent donc passer, pour chaque opération mécanisée un contrat oral, avec un nouveau tractoriste. Une grande partie des exploitants prennent du retard sur leur cycle cultural, ils peuvent parfois perdre une saison : le retard sur la récolte du maïs ou sur le labour qui suit empêche la culture du blé d'hiver.

Ces deux phénomènes font **qu'il y existe une forte pression sur les moyens techniques**, qui obligent certains propriétaires à faire officieusement appel au kolkhoze par le jeu de parentés.

Nous n'avons abordé que la mécanisation des productions végétales. La mécanisation des productions animales, n'existe pas. Les actifs du kolkhoze ne sont pas divisibles dans ce secteur, ils restent inutilisés. Le même problème se pose avec les bâtiments. Pour acquérir ce type de matériel, les kolkhoziens devraient former à nouveau des associations de l'échelle des structures soviétiques. Quelques villageois rachètent ces parts, les autres les conservent ou les utilisent à des fins sociales.

Enfin actuellement il faut constater, que hors des actifs du kolkhoze les exploitants ont peu de possibilité d'accès à un matériel adapté à leur structure (les marchés sont incomplets).

Ces contraintes d'accès aux moyens techniques pose une limite technique forte au développement des exploitations. En effet, chaque système technique a ces limites de rentabilité en deçà et au-delà d'une certaine taille de l'atelier. Par exemple la traite à la main, et la transformation artisanale du lait, permet de posséder un atelier de quatre vaches par actif (dans le cas de la Moldavie). Augmenter le troupeau signifie de faire appel à de la main d'œuvre extérieure, ce qui peut remettre en cause la rentabilité de l'atelier. Seule l'adoption d'une nouvelle technique permet le dépassement de ce seuil. En Moldavie, la modification de la technique est complexe du fait de la difficulté d'accéder à du matériel adapté, lié aux manques d'informations des villageois et à leur faible capacité d'investissement (cf. C).

23 – l'accès au système financier

La contrainte technique est accrue par l'impossibilité d'accéder au système financier officiel (cf. partie 3). En revanche, depuis 1992, au début de la privatisation, **un système de prêts informels s'est développé dans le village**. Pendant la période communiste l'emploi salarié, la faiblesse des prix réduisait la demande de crédits. Le développement de l'exploitation privée de la terre, a relancé cette demande. La fonction de prêteur n'est pas une activité à part entière. La plus part des villageois font des prêts quand leurs finances le leur permettent, et empruntent lorsque leurs finances ne suffisent pas. Les prêteurs ne perçoivent pas d'intérêts, les sommes restent faibles au maximum 1000 lei, et les délais sont réduits de quelques jours à quelques mois. L'utilisation de ces prêts est très variable, allant du financement de la saison agricole, au petit commerce ... Des sommes plus importantes ne sont prêtées qu'entre parents pour des besoins sociaux (enterrement, mariages). Dans ce système, qualifié par les villageois

d'entraide, l'intérêt n'est pas financier mais social. Tout emprunteur aura une « dette » sociale envers son prêteur.

Cependant ces prêts à court terme ne permettent pas des investissements élevés, ils servent essentiellement à faciliter la gestion de la trésorerie (cf. B 14). Enfin il n'existe pas d'institutions villageoises qui remplacent le système d'épargne étatique. L'épargne n'est que le fait de stratégie individuelle, au travers notamment de l'acquisition de bétail..

24 – Mise en place de système d'entraide et de location de main d'œuvre

Le paragraphe précédent montre les limites de l'accès aux moyens techniques. En conséquence, de nombreuses opérations culturales sont manuelles, d'autant plus, que la vétusté du matériel est cause de perte de produits importants. Toutes les cultures n'ont pas la même exigence en main d'œuvre : le cycle cultural des céréales d'hivers est entièrement mécanisé en dehors de la récolte des chaumes. En revanche les autres cultures sont exigeantes en main d'œuvre (cf annexe n°9). Tout agrandissement de l'exploitation passe, alors, par une augmentation du travail manuel. Il existe différents systèmes d'utilisation de la main d'œuvre. Le premier est l'utilisation de la **main d'œuvre familiale**, avec un partage des tâches en fonction de l'âge.

D'autre part les propriétaires ont recours à l'entraide ou à la location de main d'œuvre pour les périodes de pointe du calendrier agricole (essentiellement le sarclage, et la récolte). Une partie des agriculteurs ont recours à **l'entraide entre propriétaires terriens**. L'entraide se fait au sein des familles ou entre voisins, par invitation à la journée. Le propriétaire sera tenu de travailler sur les terres de tous les invités, et de fournir le boire et le manger. Ce moyen ne peut être utilisé que pour des surfaces limitées, puisque qu'il faut rendre des journées de travail en contre partie.

L'autre partie **emploie à la journée de la main d'œuvre** (10 lei par jour et le boire et le manger). La vente de main d'œuvre est un moyen de compléter les revenus et d'obtenir des liquidités pour les personnes qui n'ont pas de possibilité d'extension de leur surface en terre. Cette activité est pratiquée par les membres du kolkhoze, qui constituent un réservoir de main d'œuvre pour les propriétaires. En effet les kolkhoziens ne perçoivent plus de salaires, mais un pourcentage de la récolte insuffisant pour subvenir à leurs besoins. D'autre part, des jeunes et des retraités qui n'ont pas reçu de terre vendent leur force de travail.

Les propriétaires au-delà d'une certaine taille sont dépendants (taille à partir de laquelle toute la main d'œuvre familiale est employée) de la main d'œuvre du kolkhoze.

25 – un manque de liquidité

Les villageois font face à la difficulté d'obtenir des liquidités. En effet nous avons noté dans la partie 3, que les propriétaires rencontraient des difficultés pour commercialiser leurs produits. D'autre part les produits commercialisés sont souvent payés en différés (entreprises d'état) ou en nature (IAA). Enfin sur les marchés privés, on note un recul de l'économie monétaire au profit de l'économie de troc. Or l'achat d'intrants nécessite des liquidités. De très nombreuses stratégies permettent de limiter leur utilisation. Les exploitants récupèrent les droits de retraites des pensionnaires et les droits d'allocation familiale, en échange de produits agricoles. Ces attestations servent à payer les impôts. Entre villageois le troc est répandu, d'autre part nous avons noté la mise en place du système financier villageois : la gestion des liquidités est très rapide car la demande est forte.

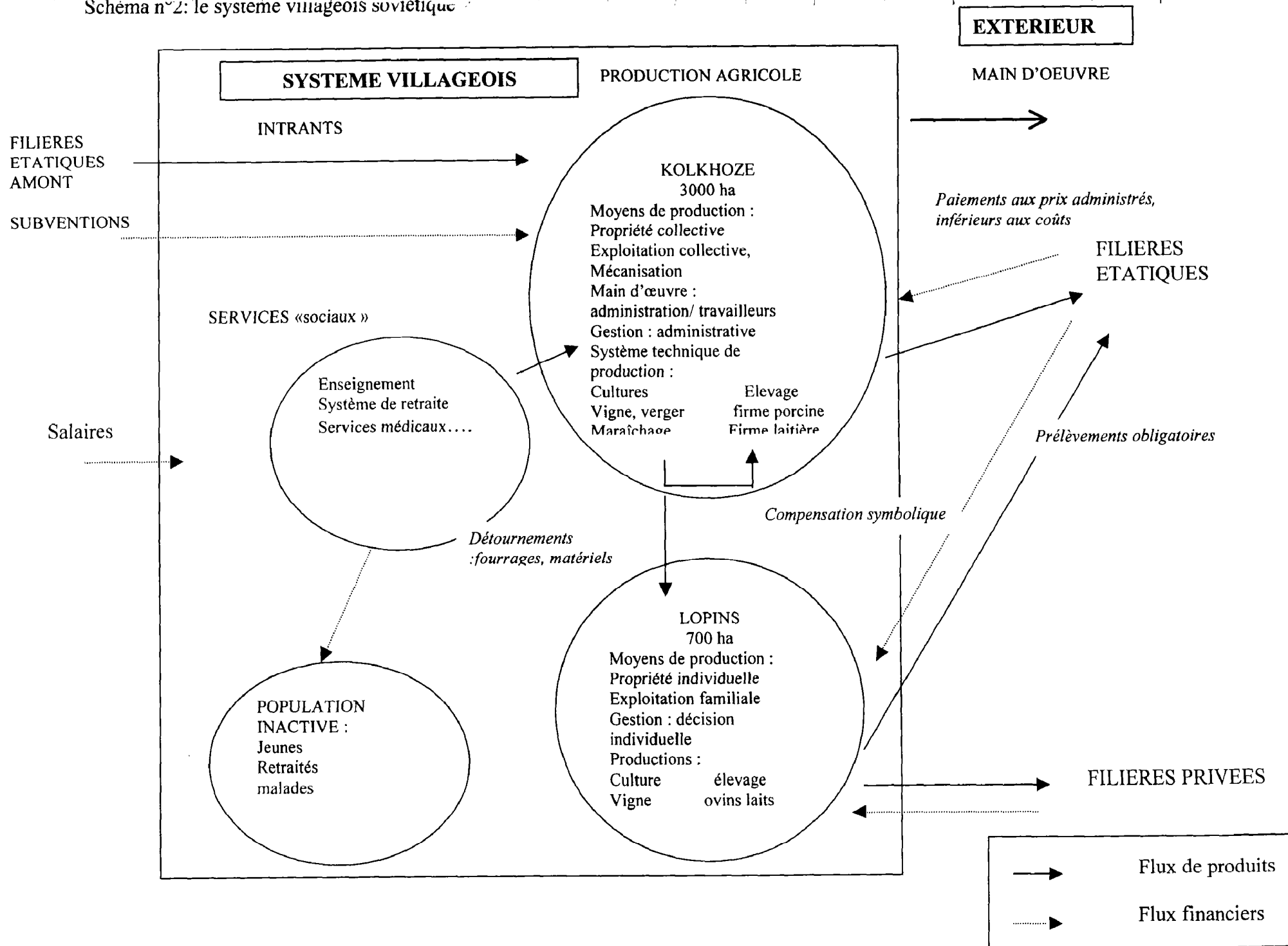
3- conclusions : limites des institutions villageoises

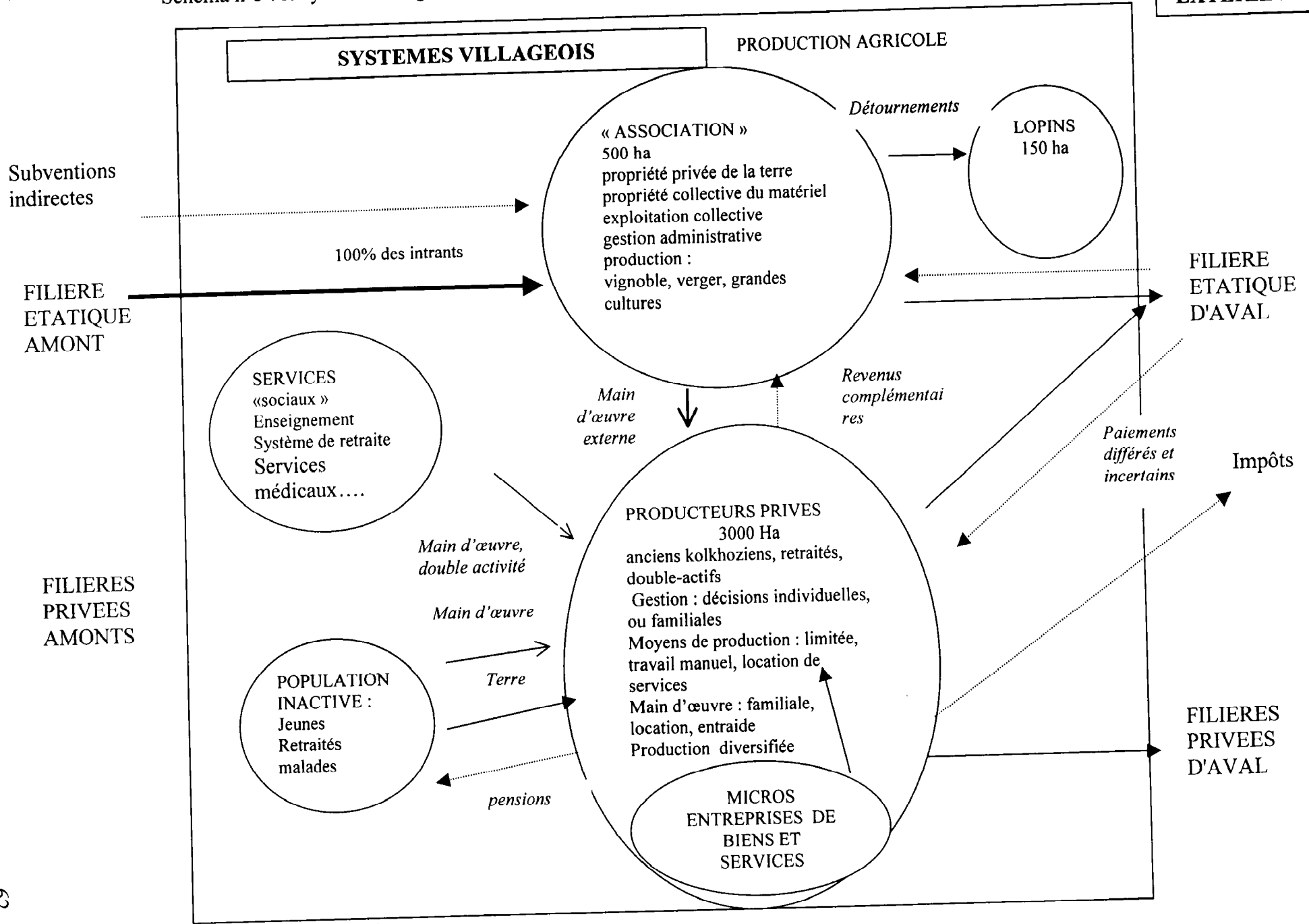
L'inexistence d'un état de droit fait que le niveau du village redevient l'autorité de base. Au travers des mécanismes dit d'entraide, les villageois contournent les contraintes posées à l'exploitation et remplacent les services sociaux, pris en charge sous le système soviétique par l'état. Ce système d'entraide est régi par des «codes» sociaux qui le garantissent. Ainsi toute personne qui ne respecte ces engagements est exclue du système. Cependant en dehors du village, cette organisation ne peut plus fonctionner car elle est basée sur la connaissance mutuelle. Ainsi les villageois restent soumis à de nombreuses contraintes qui dépendent d'un niveau supérieur. Toutes les relations avec l'extérieur du village reste soumise à l'insécurité : la commercialisation des produits en particulier, mais aussi leur simple production (les cultures à forte valeur ajoutée peuvent être volées sur pieds)

D'autre part l'apparition de ces institutions villageoises n'a pas lieu dans tous les villages. Dans le cas présenté les exploitations individuelles et collectives sont en relation d'entraide par le biais de la main d'œuvre. Cependant, dans certains villages le pas vers l'agriculture individuelle n'a pas été fait, aucun villageois n'a pris le risque de s'opposer à l'autorité que représente le kolkhoze. La situation d'Opaci amène à formuler l'hypothèse que l'exploitation individuelle ne peut apparaître isolément. Elle n'est viable que si des institutions villageoises similaires à celles observées se mettent en place, autrement dit si un nombre important de villageois crée des exploitations individuelles. Une exploitation seule ne peut faire face à une structure collective. L'hypothèse serait confirmée parce que l'on observe en Moldavie : La

tendance générale est que soit les villages conservent des structures coopératives sous la forme du kolkhoze ou de grandes associations, soit que ces dernières disparaissent pour laisser place à une grande majorité de producteurs individuels et de petites associations.

Schéma n°2: le système villageois soviétique



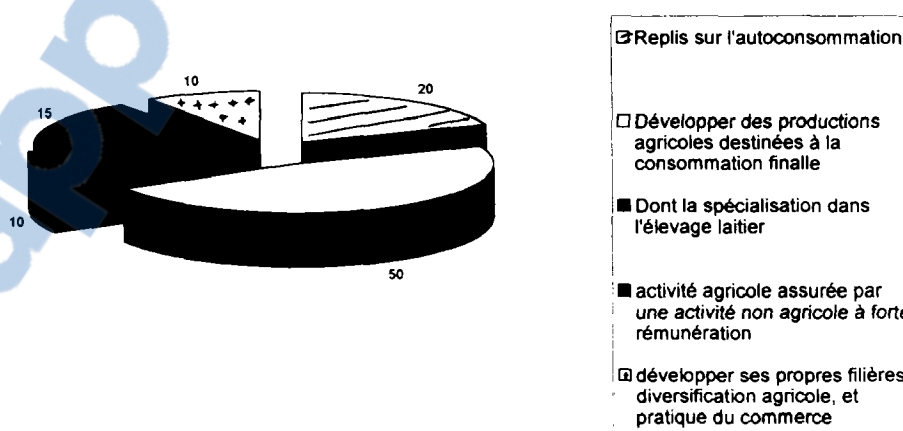


C – ETUDE DU FONCTIONNEMENT DES EXPLOITATIONS INDIVIDUELLES ET DE LEUR VIABILITE ECONOMIQUE

Les stratégies villageoises sont complétées par des stratégies individuelles. Nous avons vu dans la partie 1 que tous les villageois ne partent pas avec les mêmes atouts, ils sont soumis aux contraintes générales que nous avons identifiées à des degrés variés. Ainsi les enquêtes d'exploitations ont fait apparaître des stratégies individuelles diversifiées, qui s'accompagnent de niveaux de revenu différents. Globalement on identifie quatre attitudes majeures :

1. Se replier sur l'autoconsommation, et compléter le revenu par des travaux saisonniers, voir l'émigration temporaire ;
2. Développer l'activité agricole en augmentant les surfaces et en adoptant des productions de consommation finale : diversifier les revenus agricoles, en particulier par le développement de l'élevage viande ou laitier ;
3. Garantir les risques de l'activité agricole par une activité non –agricole fortement rémunératrice ;
4. Développer la production agricole avec spécialisation, et création de ses propres filières alliées à la pratique du commerce. Leur proportion sont les suivantes :

Schéma⁴ importance relative des stratégies adoptées par les producteurs privés



Notre question reste la viabilité des exploitations rurales. Nous n'entrerons pas dans le fonctionnement précis des systèmes techniques de production⁴ (Jouve P., 1992). Nous nous

⁴ Analyse du fonctionnement du système de culture et du système d'élevage et de leur interrelation

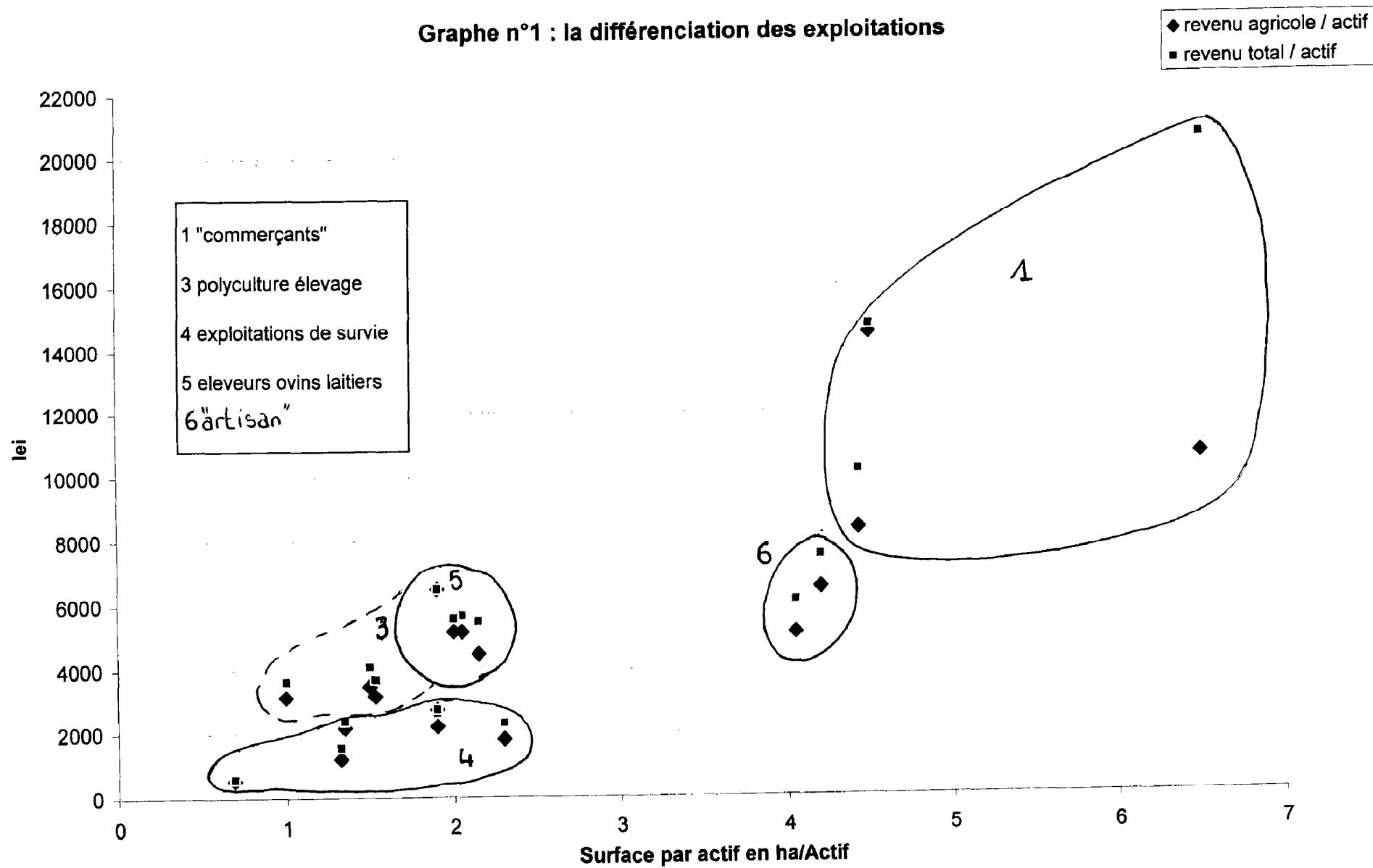
contenterons d'étudier la viabilité économique des types présentés, en négligeant les questions de viabilité agronomiques des pratiques agronomiques. Ainsi nous nous attacherons à présenter le poids des contraintes (accès à la terre, à la main d'œuvre, aux liquidités, aux filières avales et amonts), leurs causes, et la stratégie de l'exploitant.

1 – Caractéristiques de chaque type : des exploitations différenciées

Le graphe n°1, représente le revenu par actifs, en fonction de la surface par actif des exploitations que nous avons enquêtées. Nous y avons ajouté le revenu total par actif (la différence entre les deux points représente donc le revenu non-agricole par actif). Il apparaît sur ce graphe, que les exploitations individuelles sont différenciées, bien que la décollectivisation n'ait été engagée que depuis 1992. Certaines subsistent sur des surfaces de terre réduite de 1 à 3 ha par actif alors que d'autres ont accumulé des moyens de production et exploitent plus de 10 ha Sur ce graphe on peut replacer les exploitations en fonction des quatre stratégies économiques identifiées. Il apparaît que chaque stratégie correspond à une surface en terre particulière et un niveau de revenu. L'étude de ces exploitations montre que les stratégies sont adoptées par des agents particuliers. Nous avons synthétisé ces informations dans le tableau suivant.

	Replis sur l'autoconsommation	Spécialisation agricole et diversification	Production agricole garantie par une activité non-agricole	Agriculture et commerce
Surface	1 – 3 ha	4-6 ha	4 – 8 ha	10 –15 ha
Actifs	2 actifs	2 à 4 actifs	2 à 4 actifs	2 à 4 actifs
Revenu agricole/actif (lei/an)	1000 à 2000	3000 à 6000	5 000 à 10 000	8000 à 10 000
Revenu agricole/Ha	800 à 1500	2000 à 4000	2000 à 5000	2000 à 3000
% du revenu autoconsommé	50 – 100 %	50 %	30%	30 %
origines	Retraités Double actif (fonctionnaire) Jeunes couples Jeunes kolkhoziens	Anciens kolkhoziens (main d'œuvre) Double actif (fonctionnaire)	Artisans – kolkhoziens	Anciens commerçants (privés ou fonctionnaires), chauffeurs

Graphe n°1 : la différenciation des exploitations



2 - Analyse des types d'exploitations

1 – petites exploitations polyculture élevage repliées sur l'autoconsommation

• origines des exploitants et contraintes

Cette attitude est adoptée par un type particulier d'exploitants :

- des retraités qui ayant reçu des terres du kolkhoze reprennent l'activité agricole. Leur objectif est de compenser leur faible pension ;
- des doubles actifs : des fonctionnaires prennent des petites parcelles en location ou les reçoivent en héritage dans le but de subvenir aux besoins alimentaires ;
- des jeunes couples de kolkhoziens, qui doivent vivre sur les 3 ha de terre arable reçu du kolkhoze ;
- des jeunes exploitants qui n'ont pas travaillé au kolkhoze et reçoivent une surface réduite en héritage.

Ils sont contraints par :

- une surface en terre faible,
- par une main d'œuvre familiale réduite
- un faible accès aux moyens de production

Dans les deux premiers cas l'activité agricole a pour but principal de subvenir aux besoins alimentaires. Le repli sur l'autoconsommation est un moyen de compenser leur perte de pouvoir d'achat. Leurs exploitations sont en reproduction simple, tout surplus est stocké en périodes d'aléas climatiques. L'atout des doubles actifs est de recevoir chaque mois un salaire liquide. Ces liquidités simplifient les échanges et notamment l'accès aux intrants.

La contrainte majeure est pour eux le temps, ce qui limite la surface cultivable.

• Le cas des jeunes

Pour les deux autres types d'exploitants, l'activité agricole doit subvenir aux besoins alimentaires mais aussi permettre le développement des activités, en la construction d'une maison. Nous avons évoqué la situation de ces jeunes qui, habituellement, émigraient temporairement et étaient soutenus par l'épargne parentale. Le revenu est compensé par la solidarité familiale (en nature) et des petits travaux saisonniers qui permettent d'accéder aux liquidités (voir le flux de revenu graphe n°2) : la vente de leur force de travail agricole, des travaux sur des chantiers ou l'émigration temporaire. Ces revenus sont avant tout utilisés pour l'amélioration de l'habitat. Tout surplus est stocké en prévision des risques. En effet ces

exploitants sont fortement soumis aux aléas climatiques et phytosanitaires. Disposant de faibles liquidités, ils ont très peu accès aux intrants, ils optent pour les cultures les moins coûteuses à l'hectare. Ainsi leur système de production est basé sur les céréales d'hiver (Blé, orge), complété par une surface réduite de maïs entièrement cultivée à la main, qui permet de tenir la basse cour.

L'exploitation agricole progresse donc très lentement. Ce type d'exploitant n'envisage par leur développement par l'activité agricole : ils accèdent difficilement aux surfaces données en métayage ou en location car n'ayant pas le matériel ni les ressources financières pour cultiver le propriétaire ne leur fait pas confiance. L'héritage ne leur apporte que de très faibles surfaces. Parmi ces jeunes couples, certains ne voient de solutions que dans l'émigration vers l'étranger.

2 – Exploitations polycultures élevage moyennes

- **origine des exploitants**

Les exploitants sont pour la plupart des anciens kolkhoziens, la main d'œuvre agricole essentiellement. Les machinistes sont aussi dans ce groupe mais leur situation reste différente puisque la possession du tracteur est source de revenu financier. Parmi ces exploitants des couples fonctionnaire– ancien membre du kolkhoze sont aussi présents, ils se spécialisent dans l'activité agricole et réduisent leur activité de fonctionnaire peu et aléatoirement rémunérée.

Ces personnes se sont installées à l'époque soviétique, elles disposent de main d'œuvre agricole familiale, ainsi que du petit matériel acquis pendant la période communiste.

- **Caractéristique du système de production :**

Les productions sont diversifiées, elles sont calquées sur les anciens ateliers de production du kolkhoze : les cultures sont composées de grandes cultures pour 70 % de la surface (blé, fourrage, maïs, tournesol), viticulture, verger, petits maraîchage. D'autre part, ils créent des petits élevages laitiers (de 5 à 20 têtes de petits ruminants, ou 1-2vaches), et des élevages porcins engraisseurs et naisseurs (1 - 3 porcins par an). Ces exploitants ne disposent pas de moyens de transport autre que des petites moto, c'est une contrainte forte car ils ne peuvent transporter et donc commercialiser que des petites quantités de produits.

Ils augmentent leur surface en reprenant la terre de retraités, et ont recours à l'entraide pour les périodes de pointe de travail.

- **De la diversification**

Les ateliers d'élevage conservent une taille restreinte, **car leur développement nécessite des immobilisations corporelles**. Les «bâtiments» d'élevage actuels, ont été construits à partir de matériel détourné du kolkhoze, ils sont de petites tailles et peu adaptés à l'élevage (faible isolation thermique, mauvaise conservation du foin, sureffectif...).

D'autre part une contrainte essentielle au développement de la production reste l'obtention de débouchés pour les produits, les marchés privés de consommation ont une faible capacité d'absorption. La production des produits périssables reste risquée. Ce qui explique que les paysans conservent dans leur assolement un fort pourcentage de productions céréalières, qui n'est pas destiné à l'élevage ni à l'autoconsommation. Chaque année leurs stocks s'accroissent dans l'attente de l'ouverture de nouveaux marchés.

D'autre part, sur les marchés le troc est développé, ainsi les liquidités qui circulent dans l'exploitation restent limitées (cf. graphe n°3). Enfin, il faut noter que ces exploitants sont contraints par le temps : ils sont responsables de l'entier de la filière, de l'obtention des intrants (alors qu'ils ont peu de liquidité), à l'obtention du matériel de production (négociation avec les propriétaires des tracteurs), à la production jusqu'à la commercialisation.

3 – la spécialisation dans l'élevage laitier

Parmi le type d'exploitants précédents, certains possèdent un atelier laitier développé. Le cheptel varie de 50 à 100 têtes d'ovins, caprins. La surface cultivée, de 3 à 5 ha, est destinée au troupeau et à l'autoconsommation. Le lait est transformé en fromage « brenza » qui dans la saumure peut être stockée un an. L'élevage est, dans ses familles, traditionnel, la plupart possédait, pendant la période soviétique, de façon illégale un troupeau important (de 100 à 150 têtes) et travaillait au kolkhoze. Les troupeaux sont exploités de façon extensive sur les pâtures. Ce sont des races traditionnelles et rustiques, leur productivité est faible mais elle nécessite peu de soins. Ainsi l'investissement matériel nécessaire pour ce troupeau reste limité à des abris pour l'hivernage. Quelques élevages de bovins lait existent mais ils sont plus rares, car ils exigent une quantité de fourrage importante, et les produits laitiers transformés sont frais, la vente doit se faire rapidement.

Ces deux types d'atelier ne sont donc pas apparus à la décollectivisation mais lui préexistait. Par contre de nombreux exploitants du type précédent épargne leur revenu sous forme d'ovins et s'acheminent vers ce type de stratégie.

4 – exploitation agricole alliée à des activités extra-agricole à fort revenu

Ces agriculteurs étaient des employés du kolkhoze qui pratiquaient l'artisanat pendant la période soviétique : menuiserie, bâtiment... Ils poursuivent cette activité actuellement. Elle leur fournit des revenus liquides importants. Cependant leur activité au niveau du village s'est limitée par la baisse du pouvoir d'achat des villageois. Certains depuis la transition réduisent leurs activités agricoles et développent leur activité dans les villes avoisinantes. D'autres développent la production agricole en parallèle. Ces revenus annexes leur permettent de prendre des risques sur ces productions et d'investir. Ainsi ils investissent dans des cultures destinées à la vente : maraîchage, fruits, élevage.

L'activité agricole nécessite de la main d'œuvre externe employée.

D'autre part ces exploitants disposent généralement de leurs propres moyens de production (tracteur, voitures...).

5 – développer ces propres filières et pratiquer le commerce

- **Système de production**

Ces exploitations sont les plus importantes du village. Les producteurs exploitent une dizaine d'hectares, et possèdent des ateliers d'élevage, le plus souvent des ateliers d'engraisserie – naisserie porcins d'environ 10 têtes. Ils ont recours à l'emploi de main d'œuvre extérieur systématique.

Les productions sont diversifiées. Ces exploitants produisent pour la vente. Chaque année ils redéfinissent leur stratégie en anticipant les prix du marché ou en passant des contrats oraux avec les firmes.

- **Développement de filières personnelles et pratique du commerce**

Contrairement au deuxième type que nous avons exposé l'obtention de débouchés n'est pas une contrainte au développement de ces exploitations. Ces producteurs possèdent des moyens de transports (du camion à la voiture), et l'information. Ils ont accès à un réseau relationnel, qui leur permet de tirer profit de la segmentation des marchés, ils obtiennent les prix les plus avantageux du marché. Ils parviennent comme les exploitants précédents à obtenir des contrats qui leur garantissent les débouchés de leur production. Enfin la disposition d'un moyen de transport, leur permet de disposer des débouchés dans l'ensemble de la Moldavie et à l'étranger (en particulier en Russie).

Ces producteurs profitent de leurs informations pour commercer, essentiellement sur des produits agricoles, ils prennent à charge une petite partie de la production villageoise et de son approvisionnement.

Leur activité est risquée car les prix varient rapidement, les denrées sont périssables et les vols sont courants. D'autre part, elle nécessite un fond de roulement. Cette pratique ne concerne donc qu'un faible pourcentage de la population agricole. Ils obtiennent leurs finances à partir du revenu de leurs propres productions et empruntent. En effet les commerçants et les exploitants du type précédant du village s'entraident, et toute liquidité obtenue est instantanément réinvestie (cf. Graphe n°6).

Généralement ils réalisent trois à quatre opérations commerciales par an : ce qui correspond à des niveaux d'investissement de 40 000 lei par an.

- **Origine :**

Ces exploitants n'étaient pas de simple kolkhoziens. Pour la plus part, ils pratiquaient le commerce pendant la période soviétique en particulier le commerce de peaux de caracoule. Les chauffeurs qui lors de la décollectivisation parviennent à obtenir leur camion adoptent aussi cette stratégie en s'alliant avec les commerçants. Enfin, les fonctionnaires qui étaient responsables de la collecte et l'achat des produits des lopins adoptent aussi cette stratégie.

Ces acteurs mettent en place les nouvelles filières, cependant ils ne visent pas pour l'instant l'écoulement des produits du village.

D- CONCLUSIONS : LIMITES DES INSTITUTIONS VILLAGEOISES

Toutes les familles villageoises pratiquent l'agriculture en dehors des retraités les plus âgés. Ils accèdent à la terre, facteur de production primordiale, par des moyens variés. L'activité agricole est donc devenue le moyen de subsistance principal du village. Le village n'est plus inséré aujourd'hui passivement dans l'économie. De nouveaux acteurs (les exploitants privés) doivent assurer les débouchés et les ressources. La circulation des hommes et de l'information s'est accrue.

Nous avons montré dans le B, que les institutions villageoises garantissaient le fonctionnement de système d'entraide, mais que les villageois restaient soumis à de grandes contraintes externes sur lesquelles ils n'ont pas prises. La plus importante restant l'inexistence d'un état de droit et d'un système juridique associé, source d'une insécurité.

Les agriculteurs perçoivent ainsi leur environnement comme extrêmement instable, tant au plan politique (peur du retour du modèle communiste, ou du moins des freins que les élites soviétiques peuvent mettre à leur développement), qu'au plan économique (fermeture des frontières, fixation des prix...). Cela influe fortement leurs orientations personnelles et villageoises.

Tout d'abord **quel que soit le type d'exploitant il s'agit pour l'instant d'assurer les besoins alimentaires de sa famille**. Ce qui se traduit par le repli massif sur la production agricole et l'importance de l'autoconsommation dans l'ensemble des exploitations.

La majorité des exploitations ne vendent que leur surplus. Toutes les exploitations n'ont pas le même fonctionnement. Les facteurs clés de cette différenciation sont :

- la disposition d'informations sur les débouchés et donc de réseau relationnel, généralement établis pendant la période soviétique,
- les actifs récupérés lors de la décollectivisation ou pendant l'époque soviétique par détournement,
- les ressources financières liquides.

Les exploitations qui apparaissent sont fondées sur un modèle similaire : la propriété privée des moyens de production, l'exploitation individuelle et la gestion familiale de décisions. Mais elles sont différenciées.

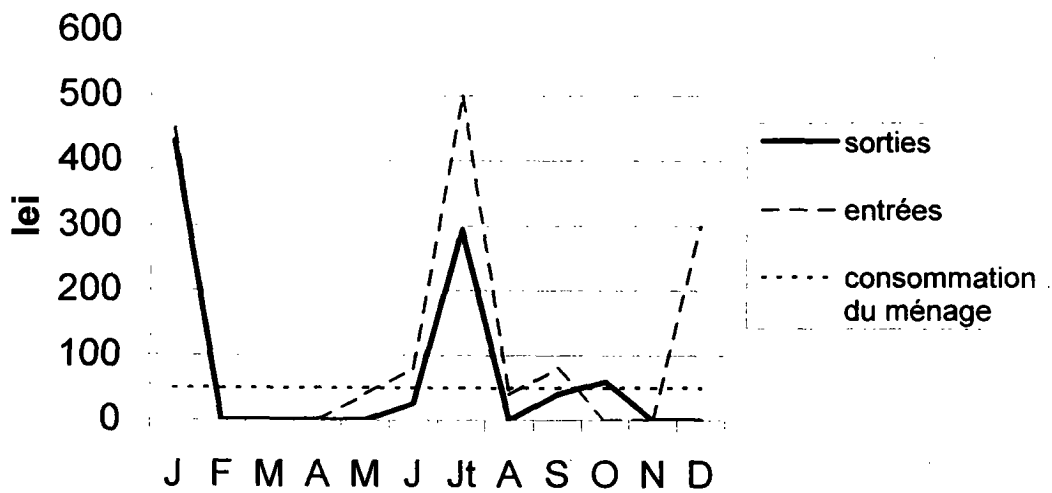
Une minorité d'exploitations apparues sont du type «exploitation de survie». Ces exploitations sont dans une situation précaire car si elles ne sont pas soumises aux aléas du marché, elles restent très fragiles aux aléas de l'environnement naturel. Une année de mauvaise récolte suffit à les engager dans un cycle de décapitalisation. Le nombre ne dépasse 20 % de la population villageoise, cependant il augmentera si le problème de l'accès des jeunes aux moyens de production ou au travail n'est pas pris en compte. En effet la pression sur la terre est forte et les retraités préfèrent exploiter leur parcelle tant qu'ils le peuvent, plutôt que de la donner en métayage. Peu de terres sont libres pour les jeunes exploitants. Leurs exploitations ne se maintiennent que par des revenus non agricoles ponctuels et l'aide familiale.

La majorité des exploitations sont des exploitations familiales, partiellement intégrée dans le marché. Elles sont capables de se maintenir dans un cycle de reproduction simple, mais leur développement est contraint par l'accès aux débouchés et par le manque de capacité d'investissement. **Le manque de débouché est directement lié aux manques d'informations** : ces producteurs ne connaissent pas le marché, autant les prix que la demande à la quelle ils répondent. Pour limiter les prises de risque ils s'adaptent à la demande

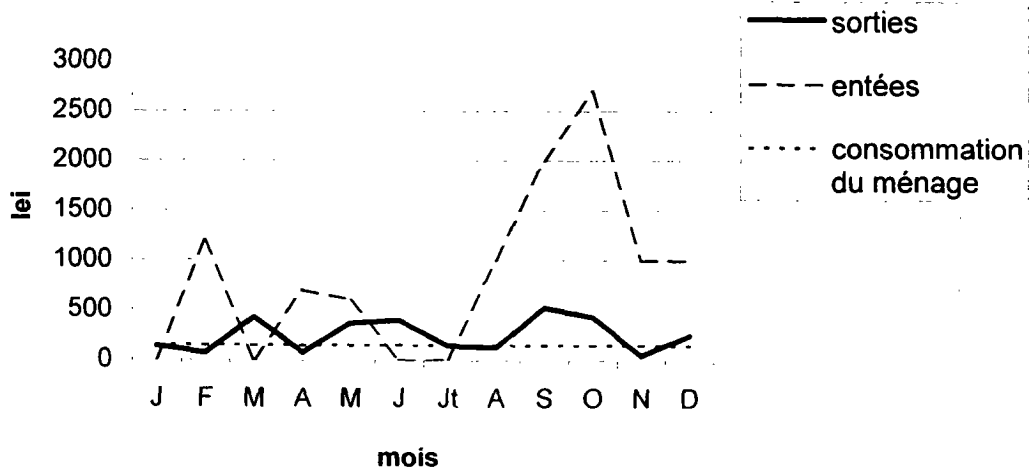
locale en se cantonnant dans la production de biens alimentaires de base, traditionnels. On note toute fois comme le montre le graphe n°1 que la limite du groupe des exploitants en survie à celui-ci est floue.

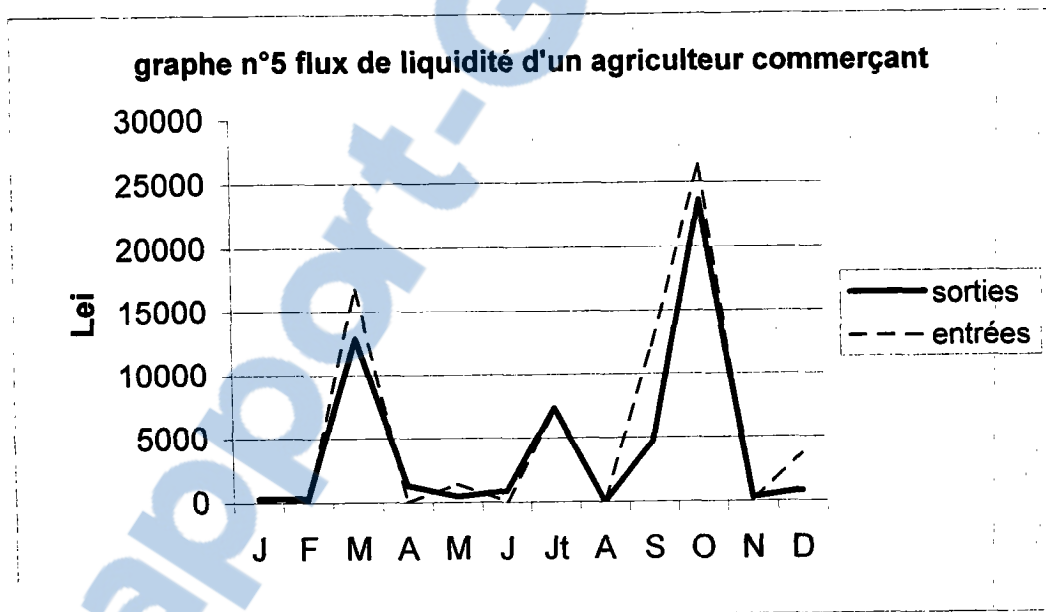
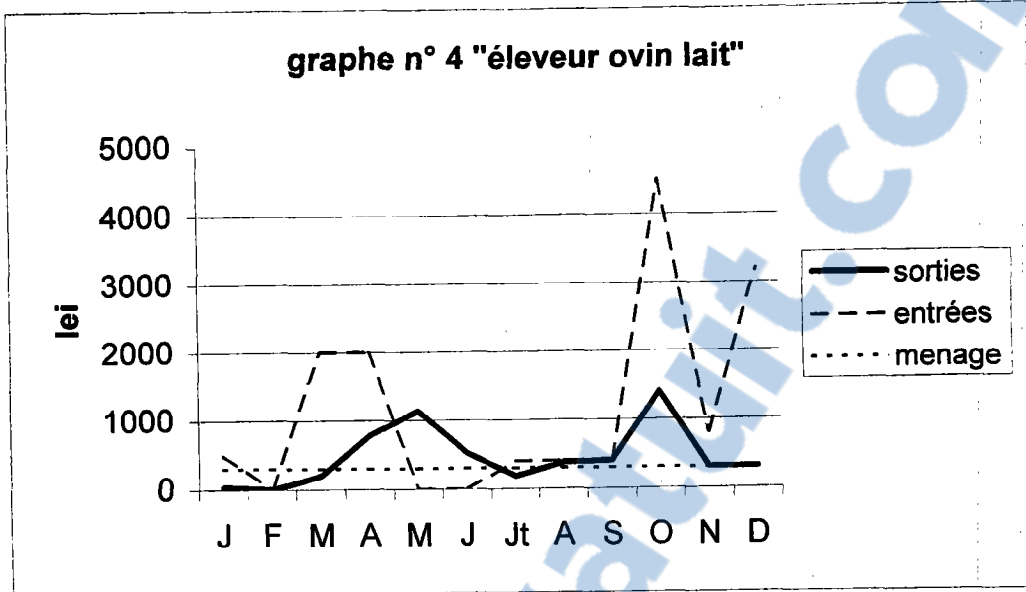
Enfin apparaissent des producteurs, nouveaux acteurs de la commercialisation. Leurs activités sont contraintes par l'insécurité de l'activité commerciale et le manque de fond de roulement. Ces acteurs mettent en place des filières au niveau du village. Pour l'instant se sont essentiellement leurs propres productions qui y transitent.

graphe n°2 : flux de liquidité "exploitation de survie"



graphe n°3 : flux de liquidité "exploitation polyculture élevage"





CONCLUSIONS GENERALES

L'intérêt de l'étude du niveau village....

Cette étude nous a amené à étudier divers niveaux d'analyse : du contexte national, au village jusqu'à l'exploitation. L'étude du contexte national montrait une multitude de contraintes à l'apparition d'exploitations privées : des contraintes économiques dont la plus importante restaient le monopole de l'état, des contraintes politiques, se traduisant par le risque d'un détournement des actifs aux profits de l'élite agraire, et surtout des contraintes institutionnelles, auxquelles s'ajoutaient des contraintes techniques liées à l'héritage soviétique. Dans cette mesure il devenait surprenant d'observer en Moldavie l'apparition d'exploitations privées, qu'elles soient ou non en association.

L'étude du niveau villageois a apporté un nouvel éclairage. En effet de nombreuses stratégies villageoises sont mises en place pour contourner une partie des contraintes.

Les relations sociales au sein du village viennent remplacer les fonctions qu'un état de droit remplirait. Ainsi elles remplacent et complètent le cadre juridique : les villageois se connaissent et contrôlent. Des contrats sont mis en place pour l'accès à la terre (au niveau du village les terres s'échangent, et se vendent pratiquement par l'intermédiaire du « lègue-location »), l'accès au matériel (il est propriété privée mais les propriétaires sont socialement contraints de travailler pour les exploitants), l'emploi de la main d'œuvre (la main d'œuvre circule entre les différentes formes d'exploitations), l'accès à des prêts de courtes durées....

L'ensemble de ces mécanismes se fait sous le couvert de « l'entraide ». Ne pas respecter un contrat signifie être exclu du mécanisme d'entraide. Ces mécanismes permettent de lever des limites du fonctionnement des exploitations et de prendre en charge les fonctions sociales, anciennement remplies par l'état. Cependant en dehors du village, tous ces mécanismes disparaissent le paysan se retrouve en situation d'insécurité.

La viabilité des exploitations

Les exploitations privées sont différenciées : nous avons identifié des exploitations de survie, des exploitations polyculture élevage partiellement introduites dans le marché et des exploitations « marchandes ». Cette différenciation est essentiellement liée à l'héritage que les acteurs ont pu tirer de la période soviétique : héritage d'actifs mais surtout de relations et de sources d'informations.

On observe un phénomène de concentration des terres au près des personnes capables d'obtenir des débouchés garantis pour leurs produits. Ce phénomène laisse à penser qu'une partie des exploitants risquent d'être marginalisés. Cependant il faut noter que l'ensemble du village se replie sur la production agricole pour assurer les besoins alimentaires et garantir un revenu face à l'aléa des autres activités. Ce phénomène sera transitoire. En effet, la plupart des exploitants venus récemment à l'agriculture en particulier les commerçants et les artisans envisagent de réduire leur production agricole dès lors que leur activité non-agricole sera établie.

Pour la grande majorité des exploitations (polyculture élevage et survie) les contraintes majeures sont :

1. **L'obtention de débouchés à paiements garantis.** Cette contrainte est liée à deux autres : la difficulté du transport des marchandises (essentiellement à cause de l'insécurité reliée à l'inexistence de l'état de droit), l'accès à l'information sur la demande et sur sa localisation (marchés segmentés).
2. **L'information,** nous venons d'évoquer l'information sur les signaux économiques, mais cela va au-delà. Les producteurs ne sont pas informés sur de nombreux plans : sur le plan technique (techniques de production agronomiques), sur le plan de l'organisation (comment se regrouper, comment avoir une place dans les négociations politiques), sur le plan économique (connaître les marchés nationaux mais aussi étranger). Les agriculteurs ne sont ni soutenus, ni encadrés, ils doivent seuls réinventés ce que nos agricultures ont mis en place en un siècle. Or ce délai ne leur est pas accordé car ils sont en compétition avec des formes sociétaires subventionnées voire favorisées par les organismes internationaux.
3. **L'investissement,** certaines productions (productions de consommation courantes, stockables) notamment les produits de l'élevage, et le maraîchage présentent des facilités de commercialisation, mais ne sont pas développés car elles nécessitent des investissements trop importants. Enfin une partie des producteurs espèrent investir dans un moyen de transport.

Dans le cas moldave la viabilité des exploitations dépend donc peu de leur fonctionnement interne. Elles ont des contraintes mais y trouvent sur le plan villageois des moyens de le contourner. Elles sont par contre menacées par des contraintes externes sur lesquelles elles n'ont pas d'emprise. Ces contraintes sont liées aux conséquences de l'inexistence d'un état de droit, alors que les exploitants individuels ne sont pas organisés pour défendre leurs intérêts

au plan national. Ils continuent donc d'être passifs à ce niveau. Or les élites soviétiques ont encore un pouvoir important, elles luttent pour maintenir leur situation sans trouver d'autres opposants que les institutions internationales qui conservent une vue macro-économique de la situation.

Quel place pour un système financier :

Dans ce cas un système financier destiné aux exploitations individuelles a-t-il un intérêt ? Effectivement la création d'un système financier ne résoudra pas les problèmes de choix politiques et de légitimité de l'état. Cependant notre étude des exploitations a fait apparaître que le manque d'investissement reste une contrainte qui empêche des exploitants de développer certaines activités agricoles, des acteurs d'élargir des filières personnelles qu'ils créent et des exploitations en survie de diminuer les risques de la précarisation.

Cette étude démontre également qu'une réflexion doit être faite sur les formes du système de crédit. Un système financier est un outil qui peut être extrêmement rentable et donc convoité, d'autant plus qu'il peut servir les intérêts de l'élite agraire en facilitant le développement d'exploitations sociétaires. Il est clair que l'outil, pour éviter d'être détourné, doit être dans les faits appropriés par les producteurs. D'autre part le niveau villageois étant le seul où soit apparu des mécanismes de garantie des contrats, il semble être le niveau le plus approprié à la mise en place d'un système financier.

D'autre part une réflexion doit être menée sur la population ciblée. Nous avons noté le phénomène de pression sur la terre et l'existence d'un groupe fragile les jeunes exploitants. Si le système financier ne leur pas ouvert leur précarisation sera d'autant plus rapide.

Pistes de recherches

Cette étude ouvre plusieurs axes de recherche. Tout d'abord elle devra être généralisée à la situation nationale moldave, notamment pour étudier les formes associatives paysannes que nous avons malheureusement négligé.

D'autre part, elle montre l'importance de prendre compte différents niveaux d'étude sans négliger les plus fins. Notre méthodologie était adaptée pour l'étude d'un unique village si elle doit être généralisée, il s'agira d'entamer une réflexion sur la méthodologie adaptée au suivi des exploitations dans le cas de la transition. Un tel outil serait extrêmement porteur, en effet s'il n'existe pas de théorie générale de la transition l'étude montre de fortes similitudes avec d'autres contextes, notamment la Russie et la Roumanie. Ainsi une telle méthodologie pourrait être mise en pratique dans différents contextes.

L'intérêt d'un suivi dépasse le simple intérêt scientifique. Il serait essentiel à l'efficacité d'un système de crédit, effectivement du fait du contexte instable les unités de production sont en évolutions permanentes, la demande en services financiers les donc aussi.

BIBLIOGRAPHIE

Sur le thème de la transition :

BARDOT, A.C. – La réforme agraire en Russie : son application dans la région d'OMSK. – DEA « études soviétiques et Est-européennes », 1995. – 85p.

CCET/OCDE. – Réformes agraires et restructuration des exploitations en Europe de l'Est. – Problèmes économiques, n°2.490, 16 octobre 1996.- pp.23-28.

CROSNIER, M.A.- Moldavie : Atouts et faiblesses. Le courrier des Pays de l'Est, n°397-398, mars avril 1995, pp. 55-60.

GORDON, C. RAUSSER ; JOHNSON , S. R.- State-Market-Civil Institutions : The Case of Eastern Europe and Soviets Republics. – in : State, Market, and Civil Organisation. – Chap 17, 1995, pp 458-477,.

KOVALENKO, V. – Le secteur agro-alimentaire en Russie à la veille de la réforme agraire : les kolkhozes peuvent-ils survivre ? . Economie rurale, n°214-215, 1993, pp. 76-81.

LENORMAND, P .- Relations sociales et acteurs sociaux dans les campagnes de l'Est européen.- s.l. : s.n.- Université Paris 7, laboratoire STRATES (URA 142 CNRS), 1996, 17p.

LHOMEL, E. – La mutation des structures agricoles à l'Est 1980-1990.- Courrier des pays de l'Est, n°347, 1990,pp. 3-11.

MAUREL, M.C.- La filiation du modèle agricole soviétique : rétrospective sur les grands tournants agraires. Historiens & Géographes, n°351, 1995, pp. 231-243.

MAUREL, M.C.- Transition structurelle et contrainte socio-politique : quelle issue pour les agriculteurs d'Europe Centrale ? . Economie rurale, n°214-215, 1993, pp. 12-19.

MAUREL, M.C.- Les changements dans les agricultures d'Europe Centrale = A l'Est des Agricultures en transition : la question de la réversibilité. Bulletin de l'Association de Géographie française, 1992, pp. 1-12.

MAUREL, M.C., et coll.- Les décollectivisation en Europe Centrale :Des itinéraires sous contraintes. Espaces ruraux , tome 2, 1994.-190p.

MOREAU, C.- La décollectivisation dans tous ses états.- Fondation pour le progrès de l'homme, série dossier pour un débat. - Lausanne, 1991. - actes des journées de Mala Wies (Pologne).

POULIQUEN, A.; RAGUIN, L.- Désétatisation et décollectivisation dans les pays de l'Est et du Sud, Entretien avec A.Pouliquen : Désétatisation et décollectivisation en Russie. - Fondation pour le Progrès de l'Homme : Lausanne,1989. – pp.19 -27.

POULIQUEN, A.- Agriculture soviétique : de la crise à la décollectivisation problématique. - INRA, laboratoire d'économie et sociologie rurale : Montpellier, 1990.- 51p.

POULIQUEN, A. – Agricultures post-communistes en Europe Centrale : récession, protection, restructuration lente.- Economie rurale, n° 214-215, 1993, pp. 6-11.

POULIQUEN, A. - L'ordre social soviétique et l'économie administrée. Une grille utile pour l'analyse du post-communiste. – Revue d'Etudes Comparatives Est Ouest, Vol. 25, n°2, juin 1994, pp. 5-25.

REY, V.- Nouvelles campagnes de l'Europe centrale orientale. 1997, pp. 1-27.

SIMON, F.- La transition dans le secteur agro-alimentaire tchèque : de la propriété publique à la propriété privée .- Economie rurale, n° 223, 1994. – pp. 46-51.

SIMON, F.- De l'appropriation juridique à l'appropriation économique. L'importance des acteurs : l'exemple de la privatisation dans le secteur agro-alimentaire tchèque. Thèse de doctorat : Montpellier.-1995.- pp.1-50.

THE WORLD BANK.- De l'économie planifiée à l'économie de marché. – Rapport sur le développement dans le monde 1996.- Washington : The World Bank, 1996. – 270p.

WAEDEKIN, K.- Décollectivisation et colonat public. Economie rurale, n°214-215, 1993, pp.57 –60.

WILD, G. – Comment rendre compte de la transition.- Problèmes économiques, n° 2.490, 16 octobre 1996.- pp.6-8.

Sur la démarche méthodologique :

CAMPAGNE, P. – Analyse diagnostic d'une zone rurale, approche théorique. – Volume 2, CIHEAM : Montpellier ; - 1996 – 104p.

BOUSSARD, J.M.- Economie de l'agriculture.- collection - économie agricole et agro-alimentaire. - Economica : Paris, 1987.- 310p.

ELLIS, F.- Peasant economics : farm households and agrarian development .-second edition.- University press : Cambridge, 1988. – 309p.

JOUBE, P. –Le diagnostic du milieu rural : de la région à la parcelle.- Etudes et travaux du CNEARC . – 1992, 37p.

Landais : typologie d'exploitation

DUFUMIER, M.- Analyse-diagnostic des situations agraires.- in : Les projets de développement agricole : manuel d'expertise. – CTA-Karthala : France.-1996.- pp. 64-75.

DUFUMIER, M.-Caractérisation des systèmes de production agricole.- in : Les projets de développement agricole : manuel d'expertise. – CTA-Karthala : France.-1996.- pp. 77-109.

Sur le contexte moldave :

ELSASSER, K.-- Sub-project implementation plan creation of saving and credit associations.- s. l. : s.n.- 1996,16p.

ELSASSER K. – Aide mémoire, Moldova second agriculture project(rural finance), preparation mission for the pre-pilote Credit Association experiment. – s.l.: s.n.-1996, 4p.

TACIS.- Moldovan Economics Trends, quarterly up date.- s.l. : s.n. – Novembre 1996.

THE WORLD BANK.- Agricultural trade and trade policy a multi-country analysis : Commodity trends in agriculture : production, Gross Margins, and Trade, The experience of Belarus, Moldova, and Ukraine : 1991-1994. The World Bank; Natural resources management division country departement IV Europe and Central Asia region : s.l., 11 juin 1996- 68p.

THE WORLD BANK.- With farmers eyes : a Grassroots Perspective on Land Privatization in Moldova.- - EC4NR Agriculture policy note #7.- Natural resources management division country departement IV Europe and Central Asia region : s.l., 17 octobre 1996.- 30 p.

THE WORLD BANK.- Moldova, Agriculture policy update.- EC4NR Agriculture policy note #5.- Natural Resources Management Division, Country Departement IV, Europe and Central Asia region : s.l. , 30 septembre 1996.-17p(+annexes).

THE WORLD BANK.- Land Reform and Private Farming in Moldova .- EC4NR Agriculture policy note #9 .- Natural Resources Management Division, Country Departement IV, Europe and Central Asia region : s.l., 29 janvier 1997.- 32p.

Sur les systèmes financiers ruraux :

BENOIT CATTIN, M.- Jalon d'économie des systèmes ruraux : le développement des systèmes financiers ruraux en Afrique de l'Ouest. CIRAD SAR, n°30/93, Mars 1993, 180p.

N'Guyen, G.- Développement des systèmes financiers ruraux : synthèse des travaux de recherche (1988-1996).- CIRAD-SAR : Montpellier, août 1996, 39p.

ANNEXES

Listes des annexes

Annexe 1 : Carte de la Moldavie et localisation de la zone d'étud

Annexe 2 : Repères historiques

Annexe 3 : Filiation du modèle agricole soviétique

Annexe 4 : Evolution de l'inflation

Annexe 5 : La structure de l'emploi

Annexe 6 : les réformes du secteur agricole visant à résoudre la crise du secteur agricole des années 1970 à 1990

Annexe 7 : Les réformes agraires moldaves

Annexe 8 : Guide d'entretien

Annexe 9 : extrait du « Wall Street Journal », position de l'USAID

Annexe 10 : Calendrier du travail agricole, et des investissements

ANNEXE 2

Repères historiques

1924	création d'une république autonome dans le cadre de l'union soviétique
1941 à 1944	intégration à la Roumanie
1944	rendue à l'URSS
1990	la Transdnestrie se proclame république autonome
27 août 1991	déclaration d'indépendance
	création de la République autonome de Moldavie
8 dec 1991	première élection législative pluraliste, élection de Mircea Snegur, candidat unique et ancien responsable de la branche du parti communiste moldave
Mars 1992	admission à l'ONU
8 juillet 1992	accord de cesse le feu entre la Moldavie, la Transdnestrie et la Russie
dec 1993	introduction du Leu
27 février 1994	élection de MIRCEA LON SNEGUR (parti démocrate agraire)
6 mars 1994	référendum sur l'indépendance de la Moldavie, rejet à 95% d'un éventuel rattachement à la Roumanie
avril 1994	adhésion à la CEI, renforcement des liens avec la Russie et refroidissement des relations avec la Roumanie
mars 1995	approbation locale de la nouvelle constitution visant la réconciliation inter-éthnique

ANNEXE 3

FILIATION DU MODELE AGRICOLE SOVIETIQUE

(d'après MC Maurel, 1995)

L'histoire agraire de la Russie est marquée par des changements brutaux imposés par le « haut » de régimes agraires, ces changements sont un moyen de répondre aux aspirations paysannes et de juguler les révoltes. Mc Maurel, qui fait cette analyse en note quatre.

La première est en 1861 l'abolition du servage suivie par la mise en gestion communautaire des terres, mais les lots de terre attribués aux familles paysannes par le Mir (conseil communautaire) ne suffisent pas à faire vivre une population rurale en croissance. En 1906 la réforme de Stolypine tente de faire disparaître ce régime agraire en favorisant l'émergence d'une couche de paysans indépendants, alors que les paysans attendaient le partage des terres de la noblesse et des tsars. Le résultat est une appropriation de fait par les paysans de la terre à la suite de la première guerre mondiale. Lénine entérine cette situation en abolissant la propriété privée sans indemnisation, pour la remettre aux communautés paysannes responsables de son partage. Le quatrième changement sera la collectivisation des terres. Le modèle de la collectivisation est donc appliqué à une population rurale qui n'a pas connu l'exploitation privée, mais tardivement émancipée suit une organisation communautaire pour la gestion des terres, et non l'exploitation.

Cette réforme est issue de l'affrontement entre deux modèles de développement agricole : le modèle bolchevik et le modèle de Tchayanov. La question en suspens est quelles structures adoptées pour réaliser la production agricole, qui ne conduisent pas à des rapports capitalistiques d'exploitation du travail.

Le modèle bolchevik applique la thèse de Marx au secteur agricole. Il en conclut que l'agriculture paysanne devrait laisser place à une agriculture capitaliste, dont Lénine voit les prémisses dans l'agriculture russe. Le progrès de ce secteur passe par l'appropriation des



moyens de production par les producteurs, et par une organisation industrielle du travail capable de mettre en œuvre le progrès technique. Ainsi cette analyse préconise la collectivisation des terres et des moyens de production, la formation d'unités de production de grande taille, les kolkhozes, au sein desquels des économies d'échelle seraient réalisées, et enfin l'industrialisation du travail.

Cette analyse s'appuie sur une connaissance superficielle du monde rurale russe, Tchayanov élabore une thèse opposée en se fondant sur des observations fines du milieu paysan. Nous reprendrons la présentation de F. Ellis (F. ELLIS, 1988). Tchayanov considère que les concepts de l'économie capitaliste ne peuvent pas s'appliquer à l'exploitation paysanne familiale russe. La situation qu'il observe était la gestion de la terre communautaire. Les paysans étaient peu insérés dans le marché et vivaient en quasi autarcie. Dans un contexte où il n'existe pas de marché du travail, le ménage peut lui-même consommer ses produits agricoles à valeur commerciale ou les vendre sur le marché, les ménages paysans ont un accès flexible aux surfaces cultivables, chaque communauté paysanne a une norme sociale définissant un niveau de consommation minimale. La théorie de Tchayanov modélise la décision subjective prise par les ménages pour satisfaire ses besoins de consommation en fonction de la force de travail disponible : l'objectif du paysan est double satisfaire ses besoins de consommation tout en limitant le travail fourni. Ainsi le paysan équilibre ses besoins et ses disponibilités en force de travail : le travail fourni par l'exploitation est le résultat de l'équilibre entre, l'utilité marginale créée par la production d'une unité supplémentaire, et la pénibilité de la production de cette unité. Ce mode d'exploitation agricole ne peut pas aboutir à un mode d'exploitation capitaliste car les paysans sont averses à la pénibilité du travail, sauf s'il sont en deçà de la norme sociale de consommation il y a alors « auto-exploitation du travail familiale ». L'évolution de cette norme permettra de fournir la demande alimentaire sous une forme autant compétitive que l'exploitation capitaliste.

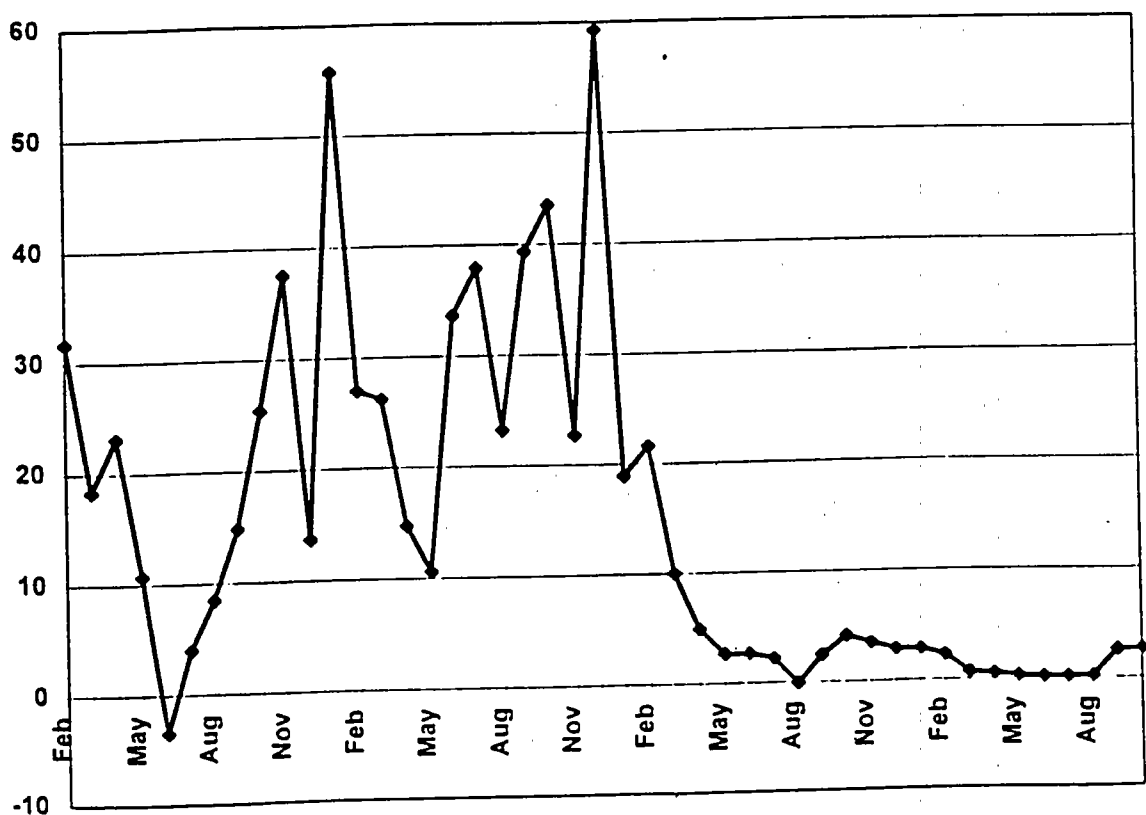
ANNEXE 6

Les réformes du secteur agricole visant à résoudre la crise agricole , des années 70 à 1990

ANNEXE 4

Evolution de l'inflation mensuelle depuis 1992

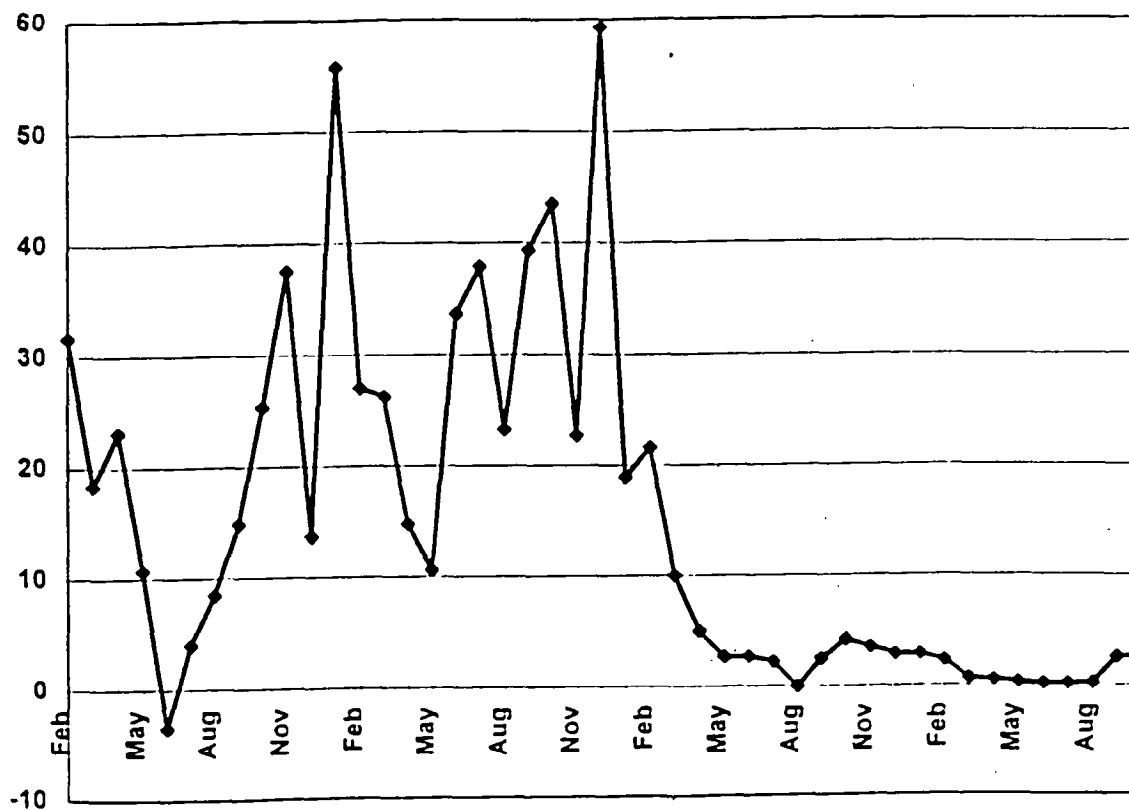
(in Moldovan Economic Trends ; dec 1995)



ANNEXE 4

Evolution de l'inflation mensuelle depuis 1992

(in Moldovan Economic Trends ; dec 1995)



ANNEXE 5

La structure de l'emploi

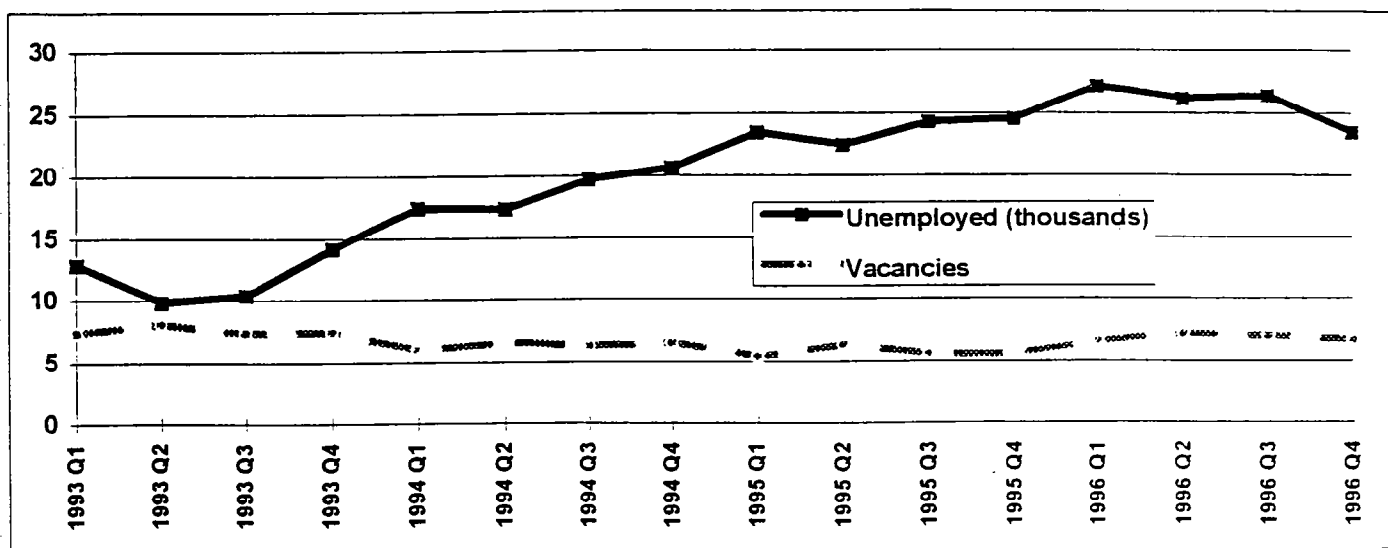
L'emploi par secteur

(in Moldovan economic trend ; Mars 1997)

	1992	1992	1993*	1993*	1994*	1994*	1995*	1995*
	(thousands)	%	(thousands)	%	(thousands)	%	(thousands)	%
Total Employment	2050	100	1688	100	1681	100	1673	100
of which								
Agriculture & forestry	749	36.5	730	43.3	767	45.6	771	46.1
Industry	415	20.5	245	14.5	232	13.8	199	11.9
Transport & telecommunications	105	5.2	75	4.4	73	4.3	69	4.1
Construction	146	7.1	105	6.2	91	5.4	68	4.1
Retail trade	133	6.5	106	6.3	107	6.4	na	na
Services	66	3.2	49	2.9	48	2.8	57	3.4
Health care & social assistance	116	5.7	96	5.7	98	5.8	97	5.8
Education, culture & art	223	10.9	192	11.4	191	11.4	183	10.9
Administration	35	1.7	46	2.7	30	1.8	29	1.7
Other	62	2.7	44	2.6	44	2.7	na	na

Source: State Department of Statistics

La croissance du taux de chômage depuis la décollectivisation



Source: State Department of Statistics

Dates	Désignation de la réforme	Buts voulus	Impacts
<p>Décret de Septembre 77 et janvier 1981</p>	<p>Relance du secteur privé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❶ Diminuer les restrictions préexistantes au développement de l'élevage et du maraîchage pratiqués par les travailleurs non – agricoles ❷ fournir les moyens d'étendre et de moderniser leurs productions ❸ développer des contrats d'approvisionnement /écoulement sans plafonnement, et avec éventuelle comptabilité dans les livraisons obligatoires des kolkhozes et sovkhazes ❹ développer et moderniser les infrastructures et les modalités d'écoulement de la productions privées 	<p>Impact significatif mais modeste :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❶ développement de vergers et de jardins périurbains ❷ compensation de la décroissance continue du cheptel privé liée à la décroissance de la population agricole par une hausse de la productivité ❸ le développement de la production privée ne complète que partiellement le secteur étatique du fait de la faible protection juridique des producteurs privés, des manques d'équipement des circuits d'aval....
<p>Decret de Décembre 78</p>	<p>Relance des fermes d'entreprises</p>	<p>Relance des fermes d'entreprises pour pallier à l'échec de l'industrialisation de l'agriculture et assurer l'alimentation du personnel, ce qui traduit l'incapacité des de l'économie administrée à assurer la coordination entre ces différentes branches</p>	<p>Développement important des fermes d'entreprises</p>
<p>De 1956 à 1981</p>	<p>Sous traitance contractuelle du travail agricole collectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> ❶ 1956 à 1964 : création d'unités de travail mécanisées responsables d'un assolement complexe, collectivement rémunérées en fonction de la production finale ❷ 1969 : même modèle avec responsabilisation le long d'un cycle de production ❸ 1981 : création de collectifs de sous-traitance contractuelle 	<ul style="list-style-type: none"> ❶ mouvement limité par le manque de moyens mécaniques ❷ tentative avortée par des oppositions politiques favorables à l'intégration verticales ❸ la généralisation de ces unités se fait sous impulsion hiérarchique, les déviations de ce fonctionnement (arbitraire, dépendance), ont fait que les acteurs ne se sont pas intéressés aux les résultats productifs

1980	Arrêt de la concentration de la population	Fin d'un programme de constitution d'agrovilles engagé en 1974, visant à regrouper la population, les services sociaux et les équipements en agrovilles, source d'un exode rural important du fait de l'insuffisance des infrastructures d'accueil	Inversion de la dynamique, et mise en place d'un programme d'infrastructures routières, et d'attribution de terres.
Mai 1982	Le programme alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ① but : parvenir à l'auto-suffisance alimentaire avant 1990 ② expansion des investissements et des approvisionnements matériels de l'agriculture ③ développement des infrastructures et des logements ruraux, pour compenser le développement inégal ville/campagne ④ réduction des pertes et élévation de la productivité de l'élevage ⑤ développement des activités d'aval ⑥ amélioration de la coordination par une union de toutes les tutelles administratives de la filière agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ① poursuite de la fuite en avant techniciste échec total du programme ② hausse importante des prix agricoles et annulation des dettes compensent passivement la hausse des coûts
1985 et 1986	Réformes structurelles	<ul style="list-style-type: none"> ① poursuite de la dynamique de concentration des tutelles administratives, création du gosaprom : formation d'un complexe regroupement les diverse tutelles ministérielles de l'agriculture et des activités connexes, à l'échelle de l'union avec des sous unités par république ② adoption d'un nouvel indicateur de planification, propre à chaque territoire devant permettre la décentralisation de la planification, et visait à se substituer à une distribution économique rationnelle en s'appuyant sur le niveau atteint : planification normative ③ encouragement des livraisons dépassant le plan par des prix plus élevés 	<ul style="list-style-type: none"> ① inertie des mécanismes et des rapports sociaux, aboutissant à un maintien dans les faits du dirigisme, de la planification à partir du niveau atteint ② non dépassement des livraisons planifiées de bases, aboutissant à l'abandon de la planification normative à partir de 1988 ③ quelques résultats positifs : saut de production agricole de 4,6% en 1985 et en 1986, réduction des dégradations du sol par destruction du lobby de l'hydraulique agricole, amélioration du rendement des cheptels, amélioration de la productivité horaire, stagnation des coûts de production, réduction du gaspillage d'intrants

Les réformes anti-bureaucratiques

1987	Loi sur l'entreprise socialiste	<ul style="list-style-type: none"> ❶ objectif de réforme économique : les mécanismes de distribution administratifs doivent laisser place à l'auto-régulation marchande ❷ instauration graduelle de vrais marchés de gros des ressources et des produits ❸ auto-financement strict des entreprises ❹ concurrence mutuelle ❺ maintien de quelques leviers administratifs minimums : plafonds d'utilisation de certaines ressources, indications des productions prévues et souhaitées, normes économiques, commandes d'état ❻ les appareils de l'état et du parti doivent réduire leurs effectifs et limiter leur rôle à l'orientation stratégique du développement ❼ démocratisation interne des unités de production, limitant à cet échelon la tutelle administrative 	
1988		<ul style="list-style-type: none"> ❶ Abolition de l'auto-censure généralisée et analyse officielle de la crise et de sa genèse stalinienne ❷ Adoption du principe de démocratisation de institutions politiques et celui de la construction d'un état de droit séparant les trois pouvoirs fondamentaux 	
Juin 1988	Loi générales sur les coopératives	<ul style="list-style-type: none"> ❶ Abolition du monopole étatique par l'autorisation de la création d'entreprises privées dans tous les secteurs. L'objectif visé est l'apparition d'activités para-agricoles spontanées ❷ autorisation de louer à bail des terres et des moyens de production à leurs sous unités collectives ou familiales ❸ droit accordé aux exploitations et autorités locales de relever les plafonds de surface et de cheptel des lopins individuels 	

La restructuration agricole

Mars 1988	Statut type des kolkhoze	Objectif transformation des kolkhozes et des sovkhoses en véritables coopératives	
Avril 1989		<ul style="list-style-type: none">① Dissolution du gosaprom② création d'une commission d'Etat pour l'alimentation et les achats , avec réduction du personnel et dont les fonctions sont limitées à établir les orientations stratégiques du secteur agricole	

ANNEXE 7

REFORMES AGRAIRES EN MOLDAVIE

<p>Février 1991 Conception de la réforme agraire et du développement socio-économique des villages</p>	<p>Définit les buts et les principes de la réforme agraire, partagée en deux phases :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. agrandissement sans coût ,avec un plafond de 0,75 ha par famille, et privatisation des lopins en 1991 2. distribution des actifs (fonciers et non fonciers) des unités de production agricole aux membres et travailleurs par le biais de parts sur les actifs et de certificats de propriété. <p>Définit un droit de propriété , ce droit reste ambigu, le droit de vente n'est pas autorisé jusqu'en janvier 2001</p>
<p>Février 1991 Lois sur la priorité du développement social des villages et des complexes agro-industriels dans l'économie nationale</p>	
<p>4 juillet 1991 loi sur la privatisation</p>	<p>Etablis la plan de transfert des actifs étatiques à la propriété privée</p>
<p>Décembre 1991 Décret présidentiel sur la réorganisation des entreprises d'état en entreprise d'état autonomes et en compagnies par actions</p>	
<p>Décembre 1991 : Code Agraire</p>	<p>Mise en place des mécanismes de privatisation de la terre Définition des personnes éligibles à la possession de terre : les membres et les travailleurs des kolkhozes et sovkhoses dont les retraités; et l'ensemble des employés administratifs, techniques, et des services sociaux de ces unités La vente de terres n'est pas autorisée, mais le leasing est autorisé pour et par des individus, des associations et des corporations.</p>
<p>Janvier 1992 Loi sur les exploitations agricoles individuelles</p>	<p>Mise en place des mécanismes de création d'exploitations agricoles individuelles par la procédure de sortie des kolkhozes</p>
<p>Janvier 1992 Loi sur les entrepreneurs et les entreprises</p>	<p>Précisent le Code Agraire</p>
<p>Janvier 1992 Loi sur les entreprises par actions</p>	
<p>Janvier 1992 Loi sur la faillite</p>	

Janvier 1992 Loi sur le leasing	Réglementation générale sur le leasing. Le leasing de la terre reste réglementé par le Code Agraire de 1991 et 1995
Janvier 1992 Loi sur la coopération	Reconnaissance des coopératives de production et de services (sens strict) créées à travers l'association de producteurs agricoles individuels ou à travers la réorganisation des anciennes structures collectives et étatiques
Mars 1992	
Décembre 1992 Loi sur l'impôt foncier	
Octobre 1993 Régulation temporaire sur les garanties financières	Autorisation d'utiliser la terres comme garantie bancaire. Mais ne définit pas clairement les modalités bancaires de l'utilisation de la terre comme garantie, cette pratiques c'est donc très peu répandue.
Novembre 1994 Loi sur la suspension de quelques articles du code sur la terre	Suspension d 'articles fondamentaux du Code Agraire
Décembre 1994 Loi sur les Prix normatifs de la terre	Détermination d'un prix normatif de la terre pour toutes transactions : 21 136 lei par hectare Détermination des prix de leasing : variables entre 430 lei et 2110 lei par hectare. Autorisation de l'achat et de la vente de lopins résidentiels et de loisirs.
Janvier 1995 Régulation pour la mise en place d'un cadastre	Mise en place des modalités d'enregistrement des terres privatisées : chaque propriétaires reçoit un titre de propriété spécifiant la surface en propriété mais pas sa localisation ; en fonction de la localisation des parcelles dans les territoires des communes les propriétaires doivent se faire enregistrer en différents lieux. Coût moyen d'obtention du titre : 100 à 200 lei
Février 1995 Loi sur les Amendements du Code agraire	Quatre changements majeurs par rapport au code de 91-92 1. taille minimum imposée pour la création de nouvelles unités de production autonomes des structures collectives : environ 100ha, soit formation de groupes de producteurs de 70 à 75 personnes 2. La sortie des unités collectives n'est possible qu'entre novembre et mars de chaque année, ie pour l'obtention des terres et d'une part sur les actifs 3. Seuls des individus qualifiés et expérimentés peuvent prendre la tête d'une exploitation agricole 4. Le droit à une parcelle de terre est étendu à tous les travailleurs ruraux vivant dans les villages et qui ne sont pas employés par le kolkhoze
Mai 1995 Loi sur le programme de l'état sur la Privatisation pour les années 1994-1995	

<p>Juin 1995 Résolution (n° 377) sur l'achat et la vente de la terre</p>	<p>Les propriétaires de certificats de propriété sur la terre sont autorisés à vendre leurs parts à un membre de la même unité de production, ces derniers ayant l'autorisation de les acheter à prix négociés autour du prix défini en 1994. Les utilisateurs de lopins en zones urbaines et rurales sont autorisés à acheter leurs lopins aux municipalités aux prix déterminés en 1994.</p>
<p>Octobre 1995 Résolution sur l'échec de l'application de la résolution n°377</p>	
<p>Novembre 1995 Résolution sur les mesures concernant l'achat et la vente de terre</p>	
<p>Février 1996</p>	<p>Annulation d'une partie des amendements de 1995 : annulation de la restriction sur la taille des exploitations, annulation des qualifications exigées pour les responsables des exploitations, annulation du droit à la terre pour les travailleurs ruraux</p>

(d'après, Land Reform and Private Farming in Moldova, Banque Mondiale, 1997)

Quels projets futurs ?

Evaluation des revenus 1996

REVENUS DES CULTURES

Cultures productions : quantité produite/ quantité vendue/prix/ lieu

Charges : semences/engrais/phytosanitaires/main d'œuvre/essence, huile/taxes
(vente, terre, stockage)....(cf. tableau)

REVENU DU CHEPTTEL

Type de cheptel : productions quantité produite/quantité vendue/prix/lieu

Charges : alimentaires/ vétérinaires/ main d'œuvre/ taxes....(cf. tableau)

AURES REVENUS AGRICOLES (miel,)

INSERTION DANS LA FILIERE

Difficulté d'accès aux intrants ?

Difficulté de commercialisation ?

REVENU EXTRA AGRICOLE de la famille, commerce

Le Crédit

Accès antérieur à un système de crédit formel ou informel ? pour quelles utilisations ?
Donnez-vous vous même des crédits (à qui, taux et période)?

1. Réserve aux membres du crédit :

A. Somme empruntée et date :

Utilisations du crédit : êtes vous seul sur ce projet ?

Pourquoi avez vous choisi ce projet ?

Etait ce votre projet initial ? Sinon pourquoi en avez vous changé ?

[Rentabilité des opérations engagées], avez vous des difficultés pour rembourser le crédit /
décapitalisation envisagée ?

Comptez vous prendre un nouveau crédit, montant et utilisation ?

B. Perception du système de crédit

Sur quels critères vous a t on accordé ce crédit ?

Quelles sont les problèmes actuels de votre association ?

Connaissez des vous des membres qui ont des difficultés à rembourser leur prêt / que ce
passera-t-il s'ils ne peuvent pas rembourser leur prêt ?

2. réserve aux non-membres du crédit :

Connaissez-vous l'association de crédit du village ?

Avez vous assistez aux réunions de l'association, sinon pourquoi ?

Pourquoi n 'avez vous pas pris de crédit ?

Pensez-vous qu'une telle association peut fonctionner dans votre village ?

Evaluation du revenu des cultures

cultures	Nb Ha	Quantité récoltée	Produits transformés	Quantité vendue	Prix et date	lieu

Coûts des semences	engrais	Tracteurs (essence huile)	Main d'œuvre	transformation	Frais de vente (marché raquette, transport)	

Evaluation des revenus du cheptel

troupeau	produits	Quantité produite	Quantité vendue	Prix et date	lieu

Coût de l'alimentation	Frais vétérinaires	Coût de la transformation	impôts	Frais de vente (marché et raquette, transport)	

Extrait du « Wall Street » journal :

Position de l'USAID

Capitalism 101U.S. Consultants Help
Tiny Moldova Switch
From Soviet WaysThey Rewrite Its Tax Laws,
Mastermind the Breakup
Of the Collective Farms

Surveying Bumps in the Land

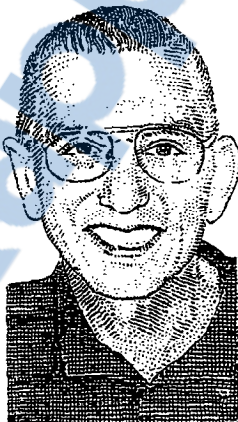
By G. PASCAL ZACHARY

Staff Reporter of THE WALL STREET JOURNAL

NISPORIN, Moldova — In a cool gray room, a dozen men watch their hostess, Elena Rabu, enter with a plate of steaming mamalinga, a local cornbread. Setting down the plate, she eyes the American at her table and whispers to her son, "Is he the one who got us our land?"

Vasilie Rabu nods, and the woman smiles, showing off three silver false teeth.

At the far end of the table, Vincent Morabito, a short, curly, 53-year-old, raises a glass of red wine in toast. There's reason to celebrate. A few months before, he broke up his first collective farm, securing for the Rabus and thousands of others in the former Soviet state a few acres of land.



Vincent Morabito

Mr. Morabito cries out the traditional salute, "Narok!" and, following local custom, drains his glass in one gulp. Impressed, one of the men shouts, "Morabito, you are practically a Moldovan."

Actually, Mr. Morabito hails from San Pedro, Calif. He is one of a small number of consultants, paid by the U.S. Agency for International Development, who are teaching capitalism in this tiny country sandwiched between Romania and Ukraine. In

the past few years, American-led teams have, among other things, rewritten Moldova's tax laws, launched its first stock market, conducted public-opinion polls and broken up farm collectives formed by Stalin after World War II.

Their work reflects President Clinton's plan, outlined in May, to send the former Soviets "the spirit of the Marshall Plan" rather than a lot of money. The U.S. is betting that a mere \$23 million a year can help Moldova, whose output has shrunk by two-thirds since the breakup of the Soviet Union, support a free-market economy.

There is no recipe for success. "This is unknown territory," says Milton Friedman, the Nobel-laureate economist in San Francisco. "Nobody is wise and experienced in converting totalitarian states to free-market states."

The inexperience shows. One U.S. consulting firm, Booz Allen & Hamilton Inc., was hired to help the Moldovan government overcome the problems stemming from a decision to sell off state-owned businesses but to discourage purchases of the land under them. In 1994, the government priced every parcel, regardless of location, at an outlandish \$100,000 a hectare (2.47 acres). Not one sold.

Trying to change the government's position, Booz Allen argued for years in favor of selling the land cheaply, to better reflect its real value and to give cash-strapped businesses collateral for loans. Finally, this spring, the government cut prices 90%, to \$10,000 a hectare, but they are still "well beyond the reach of most companies," says Robert Cemowitz, Booz Allen's top adviser here.

Streamlining the country's primitive land-title system is proving just as frustrating. Farmers can own land, but the government has made it nearly impossible to gain title, legal proof of ownership. Under the initial post-Soviet rules, a farmer had to personally submit documents in Chisinau, Moldova's capital, and pay an exorbitant \$40 for a land survey (a fee equal to about two months' typical wages). The survey was—and still is—complicated by a requirement to measure the bumps in the land (to find the surface area) as well as the boundaries.

"This is the only country in the world that measures bumps," Mr. Cemowitz says. "It isn't easy to find surveyors who can do it."

Surveyors' Cartel

But this year he did, convincing some private surveyors that they could do a survey for only \$2. But rather than applaud the move, the government tried to organize the surveyors into a cartel to keep prices high. That plan failed, however, when a top surveyor, siding with Mr. Cemowitz, refused to go along.

The government's reluctance to heed sensible advice reflects fears that peasants, who make up half the population, would be fleeced of their land and that big farmers would thus be able to dominate agriculture, which accounts for half the country's output. A ban on the sale of farmland prevents speculation and means that the real action lies in prying land loose from state-owned farms.

This created a good opportunity for Mr. Morabito, the collective-buster. When he came to Moldova two years ago, none of its 1,000 collectives had formally transferred property to their peasants. When a Moldovan minister asked Mr. Morabito to restructure the Nispurin collective, which raises fruits and grains and operates a winery, he decided to try for a breakup.

In late 1995, he pitched his breakup idea to managers of the collective, promising

Please Turn to Page A5, Column 1

Continued From First Page

that peasants could farm their own land or lease it to locals with the gumption to run bigger private farms. Either way, he said, Moldovans would benefit through the power of private ownership. "In America, people financed their social mobility through land ownership," he said. "It can happen here, too. Of course, you can't keep all these people on the farm, but the medium of exchange will be the land."

To his surprise, the collective's chief, Vasilie Carajia, agreed to break it up. "All of us will have to do this sooner or later," he said. But dividing the land among the members was tricky, partly because about a quarter of the 2,136 members had already informally grabbed land. Mr. Morabito patiently recalculated land shares until the members were satisfied.

Because many members were too old or too unmotivated to run a farm, Mr. Morabito advised them to lease their land to trusted neighbors. About half a dozen men wound up with big parcels. The biggest block went to Mr. Carajia, the collective boss, who persuaded 360 people to lease their land to him. This result, which seemed to create a minicollective, rankled World Bank officials, who also advise the government on farm policy. They accused Mr. Morabito of allowing a few farmers to win big at the expense of others.

Mr. Morabito responded that peasants could lease their land to others if they felt they got a raw deal and that natural leaders inevitably crop up in free markets. "Protecting the little guy from the little guy — that won't work," he says, citing his two decades of experience working with farmers in Nebraska, Latin America, Hungary and Russia. "Leaders emerge. You can't hold these people back."

Taking On More Collectives

With all the criticism, Mr. Morabito wondered whether he would get the chance to break up more collectives. Then, in the spring of 1996, Moldovan President Petru Lucinschi's second-in-command summoned him to talk about the peasantry. Mr. Morabito was so skittish he brought along the U.S. ambassador and proposed tackling just five more collectives. "Why not 70?" the Moldovan asked, and Mr. Morabito agreed. In a concession to critics, however, he revised his manuals and presentations to further encourage individual farmers. He also drew up a model lease agreement so that people wouldn't lease out their land for too little.

To tackle the 70 collectives, Mr. Morabito expanded his team to 250 Moldovans, at a cost of about \$250,000 a month to U.S. taxpayers. He opened a dozen offices and sent out staffers to search for breakup candidates. Nearly 200 collectives applied. Each held a general meeting and polled its membership on whether to accept his aid.

Last December, Mr. Morabito chose the final list of collectives. About the same

time, the Booz Allen team finished devising a basic land-title system, enabling the government to issue the first batch of titles to Nisporin owners. The televised ceremony was presided over by President Lucinschi. But everyone was startled when an old man, after receiving his title, stopped and angrily waved his cane at the president. "My parents were sent to Siberia for this land," he shouted. "Now, you're never taking it back."

The outburst pleased Mr. Morabito, who believes that economic freedom and fair, enforceable rules will embolden citizens to speak up — and will promote economic growth. But for now, Nisporin's farmers face harsh conditions, lacking credit, steady customers, machinery and legal protections.

Vasilie Rabu's ordeal last November is typical. Inspired by Mr. Morabito to market his produce more widely, he found a Russian apple buyer. Mr. Rabu hired a truck but joined the driver to make sure that the apples arrived and that he was paid. When Mr. Rabu got to Russia, the buyer could pay only partly in cash; so, Mr. Rabu returned with a load of lumber. All told, the deal took nearly a month.

Basic Shortcomings

Basic marketing concepts taken for granted by Americans flummox Moldovans. Mr. Morabito and a Peace Corps volunteer helped Vlada Ololenko, 26, get financing for a new movie theater in Chisinau. But because most stores didn't have names under communism, Ms. Ololenko agreed to give her theater a name only after weeks of pestering by her American mentors.

And even before Ms. Ololenko named it "Movie House," the local mafia demanded a third of her ticket revenue as protection money. She turned to Mr. Morabito, who came up with the novel idea of making the mob sign a contract for "security" services. He also advised her on how to shave the gangsters' take to one-third of the concession-stand sales. They agreed, and the theater is to open late this month.

Now, Mr. Morabito has a bigger headache. Nisporin's winery is going to pot. Only foreign investment can save the

winery, but Moldova gets only a trickle, and more isn't likely in view of the daunting uncertainties. One is the corporate tax rate. On the advice of KPMG Peat Marwick's Barents Group, Moldova halved its tax rate on foreign-owned companies. But the cut is make-believe because Moldova's auditors don't follow international accounting rules.

A Coca-Cola bottler, for instance, had expected a sizable loss on its first full year in business. But under Moldovan rules, it can't deduct as an expense the cost of advertising, worker training and certain equipment. Instead of a loss, the firm showed a profit and had to pay taxes. Robert Arsene, the plant's manager, says he longs for "a decent, fair tax system."

That might be a long time coming. It took Peat Marwick's tax experts three bruising years to persuade Moldova's lawmakers to reduce personal-income taxes on its own citizens, much less foreign companies. During the fight, a U.S.-paid expert, Richard Laliberte, met weekly with Moldova's finance minister, sat in on parliamentary debates and wrote draft after draft of a bill that would consolidated 35 different income-tax laws into one.

Though often attacked by old-guard lawmakers, Mr. Laliberte won their respect in the end. At a recent farewell party for Mr. Laliberte, who left the country after the tax bill was passed, one lawmaker toasted him on a job well done. "We had our arguments, but such arguments al-

La diversification a plusieurs causes. Tout d'abord l'exploitant subvient entièrement aux besoins alimentaires de la famille. Cet objectif a modifié l'exploitation du lopin. Sa production a perdu la fonction commerciale ou viticole. Elle est diversifiée et orientée vers les besoins alimentaires : entre les cèpes des vignes apparaissent des petites cultures maraîchères, l'élevage laitier est à nouveau adopté, la plupart des familles ayant au moins une vache. La production est supérieure aux besoins du ménage et ces exploitants commercialisent une partie de leurs produits. La diversification est donc également une façon de réduire les risques du marché et de production : chaque année un type de produits pourra être commercialisé, et fournir les liquidités suffisantes pour le cycle de production suivant, et les besoins sociaux. Le choix des productions, vers lesquels ces exploitations peuvent se diversifier, est limité. Ils n'optent pas pour les produits périssables rapidement car ils ne peuvent transporter que des petites quantités sur les marchés privés. D'autre part, ils n'optent pas pour des cultures à forte valeur ajoutée. Les champs sont loin des fermes et ne peuvent pas être surveillés. Or le village est soumis au vol sur pied des récoltes. Enfin limité par une faible capacité d'investissement ils n'optent pas pour des cultures maraîchères (nécessité d'un système d'irrigation) ou pérennes (fruitiers et vignobles), d'autant plus que la propriété du sol reste ambiguë.

- **Difficultés de commercialisation**

Ces exploitants disposent de peu d'informations sur les marchés et les moyens de s'y insérer. Ils commercialisent leurs produits à l'échelle de leur « rayon », ils sont tributaires des transports privés coûteux et risqués. La location d'une voiture coûte 100 lei à cela s'ajoute le prix du chauffeur et de l'essence, alors que la marchandise peut être volée ou détournée au cours du voyage. Ces exploitants ont deux débouchés possibles les petits marchés privés et les filières étatiques. Pour détourner les aléas des structures étatiques ils se tournent vers des productions directement consommables et commercialisables sur des circuits courts : viande, fruits, et essentiellement produits laitiers transformés et peaux de moutons.

Les ateliers d'élevage viande permettent de valoriser les céréales et d'éviter les filières étatiques. Seuls les surplus des produits qui ne trouvent pas de débouchés sur les petits marchés sont livrés aux filières d'état.

- **Des exploitations dont le développement est fortement contraint**

